Groupe de Travail sur les Livres et le Matériel Educatif

PERSPECTIVES SUR LE DEVELOPPEMENT DU LIVRE AFRICAIN 2

LES ASPECTS ECONOMIQUES DE LA PUBLICATION DE MATERIEL EDUCATIF EN AFRIQUE

Walter Bgoya
Nigel Billany
Marita Lujanen
Richard Noonan
Timo Paajanen
Eero Syrjänen

LES ASPECTS ECONOMIQUES DE LA PUBLICATION DE MATERIEL EDUCATIF EN AFRIQUE

PERSPECTIVES SUR LE DEVELOPPEMENT DU LIVRE AFRICAIN

Titres déjà publiés

1 *Coût-efficacité de la publication de matériel éducatif en langues africaines,* éditions française et anglaise, ed. Maureen Woodhall

2 *Les aspects économiques de la publication de matériel éducatif en Afrique,* éditions française et anglaise, Walter Bgoya, Nigel Billany, Marita Lujanen, Richard Noonan, Timo Paajanen, Eero Syrjänen

3 *A Bibliography of Publishing and the Book Chain in Sub-Saharan Africa, 1996,* Hans M. Zell

4 *Les habitudes de lecture en Afrique sub-saharienne et les apprentissages traditionnels,* Sophia Gazza

En cours de publication

Distribution and Dissemination Systems for Educational Materials in West Africa, Chief Aigboje Higo and Philippe Gabriel

Accessibility to Educational Materials by the School Population in Africa, ed. Diana Rosenberg

Fiscal and Legal Constraints to Intra-African Trade in Books

LES ASPECTS ECONOMIQUES DE LA PUBLICATION DE MATERIEL EDUCATIF EN AFRIQUE

WALTER BGOYA
NIGEL BILLANY
MARITA LUJANEN
RICHARD NOONAN
TIMO PAAJANEN
EERO SYRJÄNEN

GROUPE DE TRAVAIL
SUR LES LIVRES ET LE MATERIEL EDUCATIF
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION EN AFRIQUE

© ADEA Groupe de Travail sur les Livres et le Matériel Educatif 1997

Tous droits réservés. Toute représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé ce soit (y compris photocopie ou enregistrement) sans l'autorisation préalable écrite des ayant droits est illicite. Au Royaume-uni, des exceptions sont autorisées dans le cadre de la loi dans le but de la recherche, ou lorsqu'il s'agit d'une critique ou d'une analyse ou d'une reproduction strictement réservée à l'usage privé du copiste, conformément à la loi de 1988 sur les Copyright, Designs and Patents. Des exceptions sont également autorisées conformément aux termes des accords issus par la Copyright Licensing Agency dans le cadre d'une reproduction reprographique. Toutes demandes de renseignement concernant une reproduction non couverte par ces termes et concernant d'autres pays doivent être adressées à l'éditeur, à l'adresse ci-dessous.

British Library Catalogue de données bibliographiques
Une référence de ce livre peut être obtenue de la British Library

Library of Congress Catalogue de données bibliographiques
Une référence de ce livre a éte requise

Publié par *Groupe de Travail sur les Livres et le Matériel Educatif*
de *l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique*
PO Box 2564, London W5 1ZD, United Kingdom

Première édition 1997

Une édition anglaise de ce livre est disponible: ISBN 1 901830 02 0

ISBN 1 901830 03 9

Distribué par ABC, African Books Collective Ltd., The Jam Factory,
27 Park End Street, Oxford OX1 1HU, Angleterre
Tel: +44-(0) 1865-726686
Fax: +44-(0) 1865-793298
Email: abc@dial.pipex.com

Préconditionné par Aldridge Press
24 Thorney Hedge Road, London W4 5SD UK
Conception: Geoffrey Wadsley
Traduction: Cécile Lomer et Ghislaine Severs
Correction: Ghislaine Severs
Couverture: Tayo Fatunla
Mise en page: Trump Medieval, Lithos, Futura, Artefact

Imprimé et relié en Angleterre
par Antony Rowe Ltd., Chippenham, Wiltshire

TABLE DES MATIERES

Avant-propos *vii*

Préface *ix*

Liste d'abréviations *xi*

1 INTRODUCTION 1
Informations de référence 1
Méthodologie 2

2 LES RUDIMENTS DE L'ÉDITION SCOLAIRE 5
Environnement de l'édition scolaire 6
Le mécanisme de l'édition des livres de texte 8
Aspects importants 14

3 STRUCTURES COMMERCIALES ET REGIMES D'EDITION 17
Politiques, objectifs, stratégies 17
Tendances actuelles 19
Structure du monopole 21
Structures commerciales du marché de transition 24
Structure de libre marché 28
Autres scénarios 31
Modes de fourniture des livres de texte 39

4 DEMANDE ET FOURNITURE 41
Qualité et quantité des livres de texte 41
Besoins financiers 47

5 LES MAISONS D'EDITION: TAILLE, PRODUIT ET PROPRIETAIRES 49
Personnel et efficacité 49
Volume et valeur des ventes 50
Gamme et spécialisation 51
Les propriétaires de maisons d'édition 52

6 LES FONCTIONS DE L'EDITION DANS UN ENVIRONNEMENT EN MUTATION **55**
Étude du marché 55
Influence des politiques pédagogiques 55
Préparation et évaluation de manuscrits 56
Aspects de la production 60
Commercialisation: circulation d'informations, vente, distribution 63

7 CARACTERISTIQUES DE L'ACHAT ET DU FINANCEMENT **69**
L'achat des livres de texte 69
Structure des coûts 74
Détermination du prix 78
Besoins financiers de l'éditeur 85
Interventions des gouvernements et agences de financement 88

8 L'AVENIR: PROBLEMES ET PRIORITES **97**
Contraintes principales 97
Stratégies de réalisation 101

APPENDICES
1 Termes de référence *109*
2 Pays ayant répondu et contacts personnels *116*
3 Fiches techniques des pays-échantillons *117*

Glossaire *135*

Bibliographie *139*

Index *143*

AVANT-PROPOS

L'éducation est une affaire sociale. En principe, l'investisseur principal est la société elle-même, par la voie du gouvernement. Généralement lorsque dans une société l'éducation réussit, l'édition scolaire réussit également. Il existe une étroite corrélation entre la qualité de l'éducation et la disponibilité des livres de texte. Cette publication s'adresse d'abord aux décideurs et aux politiciens, ainsi qu'à ceux qui ont la possibilité d'améliorer ou de restreindre l'édition des livres de texte en Afrique sous-saharienne.

D'après nos recherches récentes portant sur un échantillon caractéristique des pays de l'Afrique sous-saharienne, il est clair que dans ce domaine, la plupart des politiciens n'ont pas encore mis au point une politique de l'éducation. C'est évident lorsqu'on considère le manque d'objectifs clairs à court, moyen ou à long terme, et l'absence de stratégies. Dans les discours une grande priorité est accordée à l'éducation et aux besoins scolaires, y compris l'édition scolaire, toutefois, dans le domaine pratique, la réalité est autre. Dans le domaine scolaire, il est plus facile de trouver des exemples d'influence négative que d'influence positive.

Cette publication sera, espère-t-on, utile aux agences de financement ainsi qu'aux gouvernements. La plupart des pays africains ont désespérément besoin de leur aide financière pour réanimer les systèmes éducatifs avant qu'on puisse espérer réaliser des progrès soutenus.

Nous ne cherchons pas à décourager les autres participants au processus de l'édition scolaire de lire cette publication, toutefois il faut savoir qu'elle n'est pas un manuel sur l'édition scolaire mais un guide de l'édition scolaire pour ceux qui cherchent des stratégies et des politiques appropriées.

Tout commence par la compréhension des problèmes et nous souhaiterions que ceux de nos lecteurs qui ne sont pas familiarisés avec l'aspect commercial de l'édition se reportent au chapitre 2 *'Les rudiments de l'édition scolaire'* qui en présente les grandes lignes. Il est indispensable d'acquérir une vue d'ensemble de l'édition, son environnement, les rôles de ses acteurs principaux et ses problèmes majeurs avant d'essayer de formuler des politiques et des stratégies.

Malheureusement, les données recueillies sur le terrain au cours de notre étude ne sont pas nombreuses, ceci souvent reflète l'absence de données en tant que telles plutôt qu'un manque de volonté de répondre positivement aux demandes d'informations. En fait, une de nos recommandations principales est l'amélioration de la collecte et de l'analyse de données pour que les éditeurs puissent comprendre les marchés et leurs clients et que les autorités puissent interpréter la nature et les besoins de l'industrie de façon plus efficace.

Outre un manque d'informations générales sur le commerce du livre en Afrique, nous avons trouvé que les éditeurs sont parfois peu disposés à révéler des informations qu'ils considèrent comme étant des secrets commerciaux. Compte-tenu des données empiriques en notre possession, il a été très difficile d'établir une image de la situation de l'édition. Au stade des études sur le terrain nous avons réalisé des entretiens dans les pays-échantillons et une grande partie des informations données dans les chapitres 3 à 7 ont été obtenues – totalement ou en partie – grâce à ces entretiens et analyses. La liste complète de nos contacts personnels pour ce projet contiendrait plusieurs centaines de noms. Nous n'avons donc présenté que les noms des assistants techniques ou de certaines personnes spécifiques pour chaque pays.

Nous ne pouvons pas offrir un modèle universel pour l'édition scolaire en Afrique car il existe trop de possibilités ou de stratégies fonctionnelles pour cette activité. Il serait vain de croire qu'un système qui a réussi dans un pays pourrait rencontrer un succès identique ailleurs. Malheureusement cette opinion fait partie des idées brillantes exprimées par des profanes influents comme les agences de financement et les experts-conseils.

PREFACE

La liste de ceux qui ont collaboré à cette publication est très longue et comprend des fonctionnaires des pays des agences de financement et des pays bénéficiaires, des employés des maisons d'édition, des libraires et des imprimeurs tant du secteur privé que public, des experts-conseils, des chercheurs, des éducateurs et des traducteurs. Le travail de l'équipe de recherche a consisté en la collecte et l'analyse des informations et des expériences de ces collaborateurs. Nous tenons à remercier tous ceux qui ont guidé et assisté le travail de cette équipe et ceux qui nous ont fourni les données sur lesquelles cette étude et ces analyses sont basées.

Nous ne pouvons pas mentionner chacun, mais l'équipe tient à remercier le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif de l'ADEA en même temps que l'APNET pour avoir initié le processus menant à cette étude et pour avoir aidé à sélectionner du personnel à travers le continent.

Nous voulons surtout remercier nos assistants pour la recherche dans les pays-échantillons qui ont organisé les entretiens et recueilli d'autres données, souvent dans des conditions très difficiles. Tous les assistants pour la recherche ont des liens directs avec l'industrie de l'édition, et leurs efforts quotidiens formeront la base de tout progrès dans l'édition scolaire en Afrique. Nous espérons que les résultats, recommandations et propositions résultant de cette étude contribueront à ces progrès.

Helsinki, janvier 1997

Eero Syrjänen
Walter Bgoya
Nigel Billany
Marita Lujanen
Richard Noonan
Timo Paajanen
OPIFER LIMITED

ABREVIATIONS

ACCT	Agence de Coopération Culturelle et Technique
ACDI	Agence Canadienne du Développement International
ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AfDB	African Development Bank
APNET	Organisation des Editeurs africains
BDC	Conseil du développement du livre
BMU	Unité de gestion du livre (Tanzanie)
CASS	Centre d'études pratiques sociales
CODE	Organisation canadienne pour le développement par l'éducation
DAF	Direction de l'Administration et des Finances (Mali)
DANIDA	Aide danoise pour le développement international
DHF	Fondation Dag Hammarskjöld
DSE	DES Aide Internationale (Allemagne)
ERIC	Centre d'information des ressources éducationnelle: données
FAD	Fond asiatique de développement
FINNIDA	Agence finlandaise pour le développement internationale
GTZ	Agence allemande pour la coopération technique
IDA	Fond de développement international
IIEP	Institut International de Planification de l'Education
INEADE	Institut National d'Etudes et d'Action pour le Développement de l'Education
IPN	Institut Pédagogique National (Mali)
JKF	Fondation Jomo Kenyatta (Kenya)
KLB	Bureau kenyen de littérature
KSES	Projet pour l'équipement des écoles du Kenya
LPM	Librairie Populaire du Mali
MoE	Ministère de l'Education
MIE	Institut d'Education du Malawi
NAMAS	Association Namibienne de Norvège
NEA	Nouvelles Editions Africaines
NORAD	Agence norvégienne pour le développement et la coopération

ODA	Administration pour le Développement Outre-mer (Royaume-uni) est, depuis mai 1997, le DfID: Département du Développement International
ONG	Organisations non gouvernementales
PAWA	Association pan-africaine des auteurs
SADC	Association pour le développement du sud de l'Afrique (SADCC avant Août 1992)
Sida	Agence suédoise pour le développement
TIE	Insitut tanzanien d'éducation
TVA	Taxe à la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UNDP	Programme de développement des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Aide des Etats Unis pour le développement international

INTRODUCTION

Informations de référence

Cette étude a été initiée par le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA). L'Institut international de planification de l'éducation (IIEP), dans le cadre de l'UNESCO a lancé un appel d'offres pour l'exécution du travail en mai 1995. Le contrat entre Opifer Ltd, une compagnie d'experts-conseils finlandaise, et l'IIEP a été signé en janvier 1996. Le plan de travail final a été approuvé par le Groupe de travail de l'ADEA en janvier 1996. Les termes de référence sont décrits dans Appendice 1 (voir page 109).

L'objectif et la justification de cette étude ont pour origine le manque préoccupant de matériel éducatif approprié dans les écoles d'Afrique. Les termes de référence de l'étude déclarent: 'La relation entre la fourniture soutenue et adéquate de matériel éducatif dans les salles de classe et la performance scolaire des enfants est claire. Il va de soi que l'incapacité d'assurer la fourniture soutenue et adéquate de matériel éducatif réduit de façon importante la valeur de tout autre investissement scolaire.'

L'étude vise trois domaines principaux au sein de l'édition scolaire en Afrique:

1. L'environnement commercial
2. L'industrie de l'édition
3. Les éléments importants du succès et de l'échec au niveau de la fourniture de livres.

Le but de l'étude était d'analyser les tendances, d'identifier la dépendance aux conditions générales et indispensables du développement industriel et de présenter des recommandations appropriées aux différentes situations.

Méthodologie

Les données primaires de l'étude ont été recueillies en utilisant des questionnaires distribués à 19 pays de l'Afrique sous-saharienne (sauf l'Afrique du Sud). Dans chaque pays les questionnaires ont été confiés à des organisations diverses intéressées par la fourniture de livres de texte et parmi lesquelles figurent les organisations suivantes: Ministère des finances, Ministère du commerce et/ou de l'industrie, Association des éditeurs et Conseil national du livre (dans certains cas appropriés), les maisons d'édition et les librairies scolaires. Les questionnaires (en anglais, français et portugais) ont été testés au cours d'entretiens directs dans certains des pays-échantillons et leur renvoi a été assuré par les assistants pour la recherche sur place (voir Appendice 2 page 116). De plus, des experts-conseils se sont rendus dans certains des pays-échantillons pour des entretiens directs avec des représentants d'organisations et des particuliers concernés par le commerce du livre.

L'échantillon final (18 pays) utilisé dans cette publication est plus grand que le premier échantillon de 13 pays. Il a fallu augmenter l'échantillon après des essais sur le questionnaire, lorsqu'on s'est rendu compte que la base statistique nécessaire à une analyse quantitative serait trop étroite.

Questionnaires reçus des pays suivants:

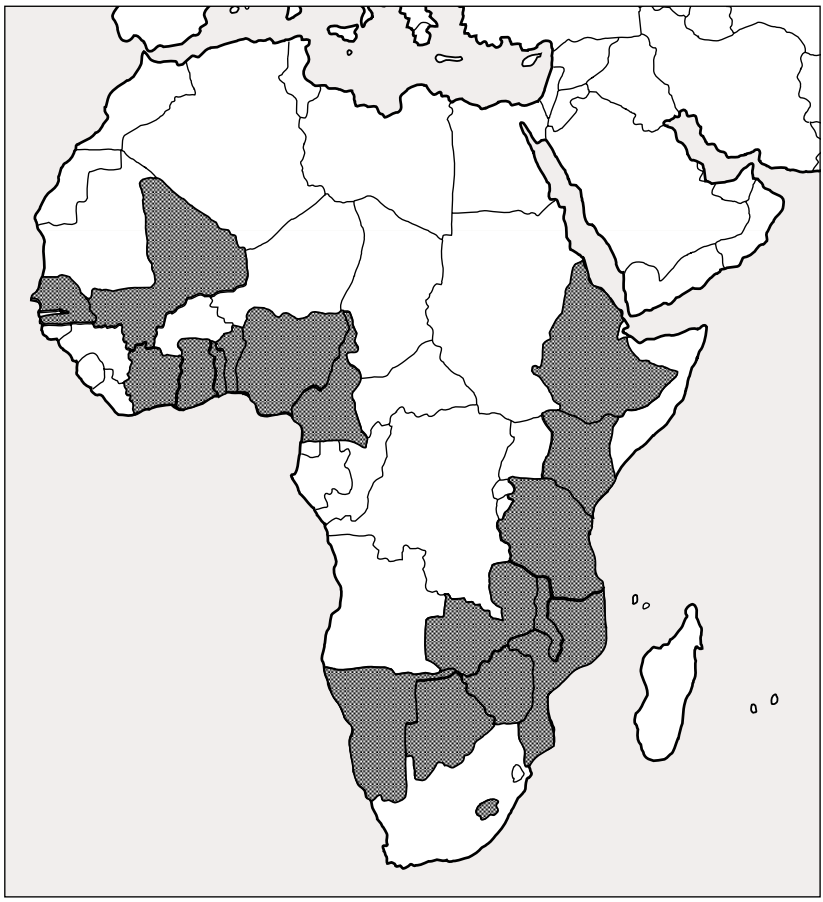
1. Bénin	7. Kenya	13. Nigéria
2. Botswana	8. Lesotho	14. Sénégal
3. Cameroun	9. Malawi	15. Tanzanie
4. Éthiopie	10. Mali	16. Togo
5. Ghana	11. Mozambique	17. Zambie
6. Côte d'Ivoire	12. Namibie	18. Zimbabwe

Questionnaires reçus d'organisations:

– Ministère de l'éducation (12)
– Ministère des finances (8)
– Ministère de l'industrie et/ou du commerce (6)
– Association d'éditeurs et Conseil national du livre (10)
– Editeurs scolaires (34 de 12 pays)
– Libraires (31 de 15 pays)

Tous les questionnaires renvoyés contenaient des lacunes importantes en ce qui concerne les statistiques scolaires et les données quantitatives sur la production de livres de texte, les ventes et les informations financières. Par ailleurs, un nombre important des organisations interrogées ont apporté certaines informations supplémentaires.

En Appendice 3 on peut trouver une fiche d'informations générales pour chacun des pays-échantillons, fournissant des données de référence sur l'économie, la démographie, la géographie et l'éducation de chaque pays. Le but de ces informations est de faciliter les comparaisons entre les pays et de montrer certaines grandes tendances générales dans les pays-échantillons. Ces fiches d'informations seront très utiles aux



L'échantillon final (18 pays) utilisé dans cette publication

lecteurs des pays non-échantillons en tant que fiches de référence.

Les données secondaires de l'étude ont été recueillies en utilisant des documents publiés et non-publiés. Les bases de données de l'UNESCO et ERIC ont été utilisées ainsi qu'une bibliographie publiée par Hans Zell afin de rechercher la littérature appropriée. La plupart des informations publiées concernant l'édition scolaire sont basées sur des études faites pendant les années 1980 et possèdent donc une valeur limitée compte-tenu des changements souvent considérables intervenus au cours des années 1990 dans la situation générale économique. Il n'existe aucune étude antérieure détaillée sur l'édition scolaire en Afrique.

Le manque d'information statistique, surtout sur les données économiques spécifiques de l'édition n'a permis de ne faire qu'un nombre limité de comparaisons statistiques. L'analyse des données dans cette publication est donc davantage basée sur une méthode qualitative que statistique. Toutefois, cette analyse qualitative fournit un cadre à la compréhension des problèmes ainsi qu'à l'élaboration de conclusions et de recommandations pour assurer une fourniture pratique et soutenue des manuels scolaires.

LES RUDIMENTS DE L'EDITION SCOLAIRE

L'édition est, dans les diverses régions du monde, à la fois semblable et différente: il n'existe pas de procédure d'édition typiquement africaine, de même qu'il n'existe pas de procédure d'édition typiquement européenne ou américaine et, par conséquent, les maisons d'édition utilisent des démarches très similaires ou très différentes à chaque niveau du processus. Ce chapitre n'essaye pas d'expliquer l'édition africaine *en elle-même* mais cherche à donner des informations de référence au lecteur qui n'a pas de connaissances profondes dans le domaine de l'édition. Ce chapitre présente le point de vue des auteurs sur l'édition scolaire et ces informations constituent la base des analyses dans les chapitres 3 à 7.

L'édition du livre fait partie des moyens de diffusion de l'information. Elle offre la lecture sous forme de livre dans un objectif scolaire, pour l'enseignement d'informations générales et pour les loisirs. Les produits de l'édition peuvent être classés en tant que manuels scolaire, romans, ouvrages de référence, documents etc. L'édition signifie, d'abord, la *création* ou *l'amorce d'un ouvrage* (livre). Une idée de publication ne se concrètise que dans la préparation d'un manuscrit. Ensuite, l'édition est liée à *l'organisation de diverses fonctions:* l'écriture, la correction, la conception, la production, la commercialisation, la vente et la distribution. Enfin, l'édition comprend le *financement de l'ensemble du processus.* L'éditeur est la personne ou l'entreprise (maison d'édition) responsable de l'ensemble de ces activités.

Certains éditeurs produisent des ouvrages dans toutes les catégories. Ce sont des généralistes qui cherchent à établir la masse de leur commerce dans une gamme extensive d'oeuvres. Un éditeur peut aussi être spécialisé dans une catégorie de publications, ou dans certains sujets seulement. Lorsque le marché est important, il existe davantage de possibilités pour les éditeurs spécialisés. D'autre part, afin de survivre dans une marché étroit un nombre limité d'éditeurs ont tendance à publier une vaste gamme de sujets. Dans une économie de marché un éditeur peut choisir ce qu'il désire publier. Son choix est basé sur les ressources humaines disponibles (compétences, expériences) et sur ses objectifs commerciaux (volume, rentabilité).

Les éditeurs ne sont pas les seuls membres de cette corporation. L'industrie de l'édition comprend souvent un assez grand nombre d'associations et d'autres groupes qui publient quelques titres de temps en temps pour servir leurs propres objectifs.

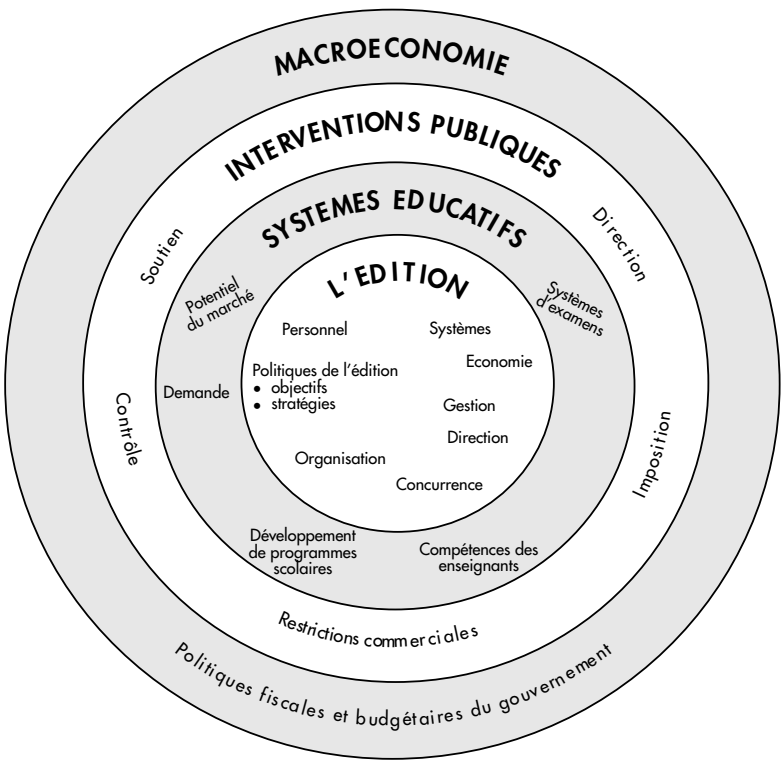
Dans le contexte de cette publication, l'édition est définie comme étant premièrement *l'édition pédagogique,* mais la plupart des faits, opinions et commentaires peuvent aussi s'appliquer à l'édition en général.

Environnement de l'édition scolaire

L'édition en tant que processus industriel

La figure 2.1 décrit le milieu de l'édition scolaire. Il faut considérer l'édition en tant que processus industriel et l'évaluer, comme toute autre entreprise commerciale, selon son efficacité à utiliser ses ressources humaines, physiques et financières. Une maison d'édition dépend comme toute autre entreprise, des compétences et de l'expérience de son personnel, du niveau de compétence de la direction, de l'organisation de ses fonctions, de l'institution de méthodes et enfin de ses résultats financiers. Une utilisation efficace des ressources est aussi nécessaire dans le secteur public que dans le secteur privé de l'édition.

Figure 2.1 Le milieu de l'édition de livres de texte



Dans un milieu compétitif, le succès d'une maison d'édition peut se mesurer par rapport aux résultats des autres maisons d'édition ou par rapport aux indicateurs de l'édition internationale. La concurrence internationale devient de plus en plus importante dans le domaine de l'édition du livre et cela oblige, partout, les éditeurs à améliorer leur compétitivité.

L'édition d'ouvrages scolaires: liée à l'éducation

Les éditeurs servent l'éducation et dépendent en même temps des besoins du système éducatif. Les besoins quantitatifs sont basés sur le nombre d'étudiants, la proportion étudiants/livres et la durée de vie des livres de texte. Les besoins qualitatifs sont définis par les autorités pédagogiques, les acheteurs, les utilisateurs et les éditeurs, ou par tous ces éléments réunis. Les manuels scolaires et surtout les livres de texte reflètent les buts et les objectifs de l'éducation en suivant le développement des programmes scolaires et ses méthodes d'examen, ainsi qu'en encourageant de nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Les auteurs d'ouvrages scolaires doivent aussi connaître l'atmosphère des salles de classe, les compétences des enseignants et le milieu scolaire en général.

L'édition pédagogique est liée à l'éducation. L'investissement par une société (gouvernement, communautés, parents) dans l'éducation crée des possibilités pour l'édition mais si le budget de l'éducation est limité, l'édition scolaire souffre.

Les effets de l'intervention gouvernementale

Un gouvernement possède le pouvoir de soutenir et d'améliorer l'édition d'ouvrages scolaires ou de la restreindre et de la rendre difficile.

L'investissement dans l'éducation représente le soutien le plus important qu'un gouvernement puisse apporter à l'édition scolaire. Lorsque les fonds sont disponibles pour le matériel éducatif, les éditeurs peuvent alors investir dans la production de livres de texte à un niveau varié et abondant. Le gouvernement peut aussi réduire ou abolir la taxe de vente sur les livres de texte pour en faciliter l'acquisition aux écoles ainsi qu'aux particuliers.

Un gouvernement peut gêner l'édition scolaire, par exemple en imposant des restrictions commerciales ou un taux d'imposition élevé. Malheureusement, des interventions gouvernementales contradictoires sont relativement fréquentes. Par exemple, si l'industrie de l'édition dépend entièrement de l'importation du papier et s'il y a un taux de taxation élevé et des charges sur le papier cela rend automatiquement cher le prix des livres. Le même gouvernement qui détermine le niveau des impôts et les charges est souvent le seul acheteur de livres de texte: il prend l'argent d'une poche pour le remettre dans l'autre.

Les influences macro-économiques

L'édition, comme tout autre secteur industriel, bénéficie ou souffre des éléments macro-économiques tels l'inflation, le budget gouvernemental, ou le cours du change. La performance de la macro-économie est cruciale pour l'éducation et donc pour l'édition des livres de texte.

Les gouvernements sont les principaux gardiens de l'éducation et donc responsables de son financement. C'est surtout le cas lorsque l'éducation est promise à tous et est obligatoire mais que le budget du gouvernement est insuffisant pour tenir une telle promesse. Il est alors possible d'éviter des dépenses en sacrifiant les livres de texte, mais les proportions livres/étudiants deviennent si faibles que la qualité de l'éducation elle-même est remise en question. L'éducation ne peut être une priorité dans le développement de l'économie, la vie sociale et démocratique d'une nation, que si la même priorité est donnée à l'allocation des ressources nécessaires à la réalisation de cet objectif. Il existe souvent, dans ce domaine, un gouffre entre les déclarations gouvernementales et l'insuffisance des mesures pratiques.

Le mécanisme de l'édition des livres de textes

Les livres de texte et l'édition scolaire peuvent être vus différemment selon les observateurs. En tant que promoteurs de la politique et décideurs, les autorités pédagogiques considèrent l'édition éducative et la fourniture de livres de texte comme intégrées au mécanisme administratif. Les enseignants et les étudiants en tant qu'utilisateurs de livres de texte s'intéressent d'abord à leur qualité et à leur disponibilité. Les acheteurs – le Ministère de l'éducation, les écoles, les parents et autres – sont plutôt intéressés par un prix abordable. Pour les éditeurs indépendants, l'édition est un commerce rentable.

Toutes ces opinions reflètent les rôles différents des participants au mécanisme de l'édition. Le jeu devient plus facile si les acteurs connaissent et comprennent les différents rôles. Ils ont tous besoin des connaissances et de l'expérience des autres. Les autorités scolaires ne doivent pas fixer des objectifs généraux quant à la fourniture de livres de texte sans connaître les implications financières de leurs décisions. Les éditeurs doivent prendre en considération la situation et les circonstances des utilisateurs des manuels scolaires afin de pouvoir fournir des ouvrages d'une qualité adéquate. Les acheteurs doivent connaître la gamme d'ouvrages disponibles afin de pouvoir comparer les différentes solutions quant à la qualité du produit, son prix et la qualité du service.

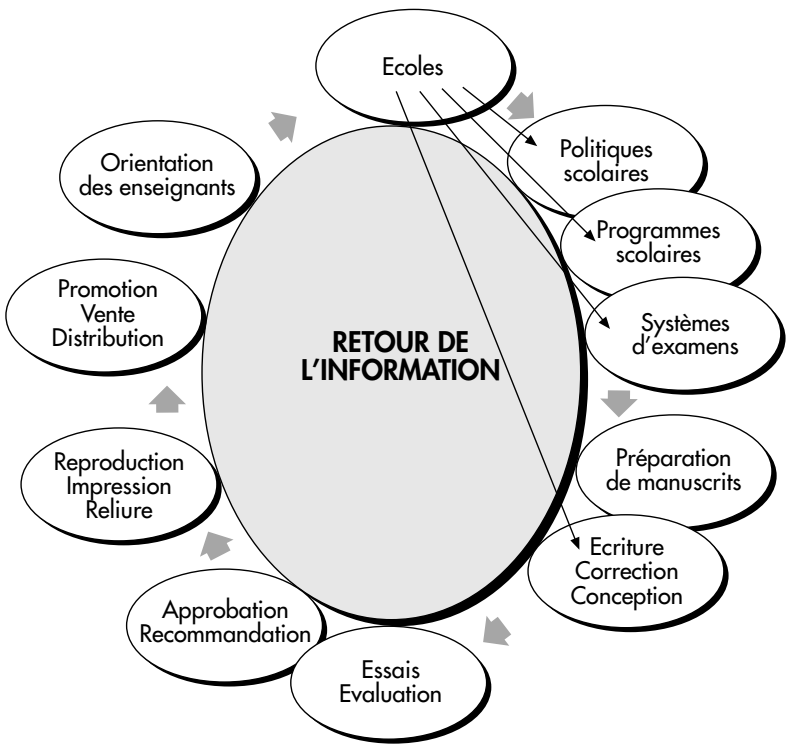
Les fonctions de l'édition scolaire sont présentées en contexte dans la figure 2.2. Le principe de base du diagramme est que l'édition scolaire est un mécanisme circulaire commençant par les besoins de la société et des utilisateurs. A la fin du mécanisme, les informations reçues des utilisateurs ferment le cercle. Par conséquent les expériences des écoles et les résultats scolaires peuvent non seulement entraîner la révision des livres de texte mais aussi se refléter dans l'évolution des

programmes scolaires et dans l'élaboration des principes fondamentaux du système éducatif. Malheureusement, la collection, l'analyse et l'utilisation de telles informations sont souvent inexistantes dans les systèmes éducatifs africains, ou inappropriées pour pouvoir soutenir l'évolution des programmes et des livres de texte.

La forme cyclique du diagramme démontre aussi qu'il faut à tout prix encourager une collaboration étroite entre les divers acteurs. L'édition scolaire doit être le résultat du travail d'une équipe bien dirigée. Les décisions techniques et financières spécifiques prises au stade initial du processus influenceront les différentes fonctions durant l'ensemble de ce processus. L'un des rôles centraux de l'éditeur est celui de coordinateur. L'éditeur doit comprendre la logique du mécanisme pour pouvoir programmer et contrôler toutes les activités afin d'obtenir un résultat global satisfaisant.

Une des difficultés de l'édition réside dans la complexité de ses fonctions. Chaque fonction est différente et demande une approche différente. On peut comparer le fait d'écrire, illustrer, concevoir et corriger des livres avec le développement de produits industriels. Susciter des idées, l'examen de manuscrits et l'évaluation des livres de texte finis demandent du temps. La production (travail avant tirage, l'impression et la reliure) est un travail technique qui peut être organisé selon certaines normes. La distribution n'est pas seulement la question du transport physique d'un

Figure 2.2 Les fonctions de l'édition dans le contexte éducatif



produit, mais elle comprend aussi la circulation logistique d'informations (commande), la circulation du produit (stockage, emballage et transport) et la circulation d'argent (facturation, paiement).

Les éditeurs n'ont pas nécessairement toutes les ressources suffisantes à la réalisation de cette tâche. Ils commissionnent des auteurs, ils peuvent engager des correcteurs, sous-traiter les services de production et de distribution. Ce rôle d'organisateur capable est crucial.

La figure 2.3 donne une brève description des diverses fonctions de l'édition scolaire. Cette chaîne varie selon la nature du mécanisme de l'édition, par exemple dans une économie de marché, l'édition met l'accent sur la commercialisation tandis qu'une situation de monopole ignore ce concept. Les modes d'essayage, d'évaluation et d'approbation des livres de texte diffèrent selon les pays.

L'édition d'ouvrages scolaires peut s'organiser de plusieurs façons. Il y a tant de possibilités dans la préparation de manuscrits, la production, la distribution et le financement d'ouvrages scolaires qu'il faut considérer ces fonctions d'abord séparément et puis ensemble afin de pouvoir trouver la solution la plus efficace dans un type d'édition précis.

Nous ne devrions pas estimer qu'une méthode spécifique – qu'elle soit publique ou privée, du milieu ou étrangère, ou toute autre – est bonne ou mauvaise, mais chaque méthode devrait être analysée dans le contexte de l'environnement de l'édition. Les éléments les plus importants en ce qui concerne les résultats d'une entreprise d'édition sont la qualité, la disponibilité et le prix des produits.

Comme dans tout autre entreprise, une maison d'édition a, outre ces fonctions, besoin d'une gestion, d'une comptabilité et d'une administration adéquates pour pouvoir bien fonctionner.

Les rôles des participants

Les rôles principaux dans l'édition scolaire sont identifiés selon leurs fonctions – voir figure 2.4.

Dans un système strictement centralisé où les ouvrages scolaires sont subventionnés à cent pour cent par le gouvernement, il se peut que le Ministère de l'éducation soit à la fois le fournisseur et l'acheteur. Les manuscrits sont préparés par le Ministère qui se charge aussi de la production et de la distribution. Pour les autorités, le mécanisme est souvent considéré comme portant sur l'achat des livres de texte plutôt que leur publication. Le rôle des écoles est de fournir des informations sur leurs besoins et de recevoir les produits, tandis que toutes les décisions sur les quantités, les dispositions financières et la qualité sont prises par des autorités centrales ou régionales.

Dans un système de marché, l'utilisateur (l'école) détermine ses propres besoins et achète en fonction de ceux-ci. Souvent, il peut choisir parmi plusieurs titres. Les éditeurs commerciaux – qu'ils soient publics ou privés – assument la totalité du mécanisme de l'édition, depuis la préparation des manuscrits jusqu'à la distribution des livres et ils couvrent leur coût en vendant les livres avec un profit.

Figure 2.3 Les fonctions de l'édition de livres de texte: profil

Fonction	*Contenu*
1 **La préparation de manuscrits** • Ecriture • Correction • Illustration • Conception	Le contenu d'ouvrages scolaires doit être basé sur les lignes directrices générales de l'éducation exprimées dans le programme scolaire des divers sujets. Le développement de programmes scolaires est une précondition pour l'édition scolaire mais n'en fait pas partie. La préparation d'un manuscrit est un processus créatif nécessitant une gamme de compétences. Souvent une équipe d'experts peut mieux réussir un ensemble de texte et d'illustrations. Les compétences de l'équipe doivent porter sur le sujet, la situation en classe, l'écriture, la correction, la conception et l'illustration. Les fonctions de la rédaction sont de première importance, non seulement pour la préparation de manuscrits mais aussi pour la coordination de tout le processus de la publication. Les Chefs de rédaction sont responsables de la qualité et l'économie. Ils doivent donc comprendre le processus entier de l'édition scolaire, et pouvoir coordonner la longue chaîne des activités diverses. Les illustrateurs et les concepteurs sont responsables de la typographie, la mise en page et de l'utilisation du matériel graphique (photographies, illustrations) d'un ouvrage scolaire de façon appropriée au groupe cible.
2 **Essais et évaluation**	La qualité d'un ouvrage scolaire doit être testée avant son utilisation dans les écoles. Un éditeur peut aussi utiliser des déclarations d'enseignants expérimentés et d'experts pédagogiques. Il peut aussi faire des essais sur le terrain dans certaines écoles afin de vérifier l'utilité d'un titre nouveau. Il faut aussi obtenir des réactions continues sur des titres déjà utilisés en classe afin de profiter des expériences des utilisateurs pour les éditions révisées du livre.
3 **Approbation**	De façon générale l'approbation formelle d'ouvrages scolaires, surtout au sein de systèmes d'édition centralisés, est faite par les autorités scolaires (Ministère de l'éducation par la voie de comités pour les ouvrages scolaires). Comme dans un grand nombre d'économies de marché on peut aussi laisser l'approbation finale et la sélection d'ouvrages scolaires aux écoles, aux enseignants et aux parents. Le rôle de l'éditeur au niveau du contrôle de qualité est central depuis le premier stade de l'écriture du livre et la décision finale de publier un nouveau titre est souvent la responsabilité de l'éditeur lui-même.
4 **Reproduction** **Impression** **Reliure**	Le processus technique de la production d'ouvrages scolaires consiste en la création intellectuelle et pratique du livre (travail pré-impression), l'impression et la reliure. Il n'est pas nécessaire que l'éditeur dispose lui-même de toutes les installations de production. Souvent il sous-traite les services d'impression. La sous-traitance accorde à l'éditeur la possibilité d'arranger le processus technique de façon flexible selon les spécifications des titres. L'éditeur peut utiliser les imprimeurs du milieu ou étrangers. Le papier est la plus importante matière première des livres. Dans des grands tirages d'ouvrages scolaires le coût du papier peut monter jusqu'à 50 pour cent du coût total de production.
5 **Commercialisation:** • **Promotion** • **Vente** • **Distribution**	Les fonctions de commercialisation comprennent la publicité, la vente et la distribution. La circulation de l'information est un élément critique de la commercialisation: les clients (acheteurs et utilisateurs des ouvrages scolaires) sont informés sur les livres disponibles et les informations sur leurs besoins sont recueillies en même temps. Un système fiable est indispensable afin de pouvoir organiser les commandes, la livraison et la facturation. Souvent la distribution est le lien le plus faible de la chaîne de l'édition scolaire car elle dépend de l'infrastructure générale: réseaux routiers, services de poste, télécommunications ou de la capacité de transport.
6 **Orientation d'enseignants**	Les livres de texte ne peuvent être utilisés que si les enseignants sont (a) bien informés sur le caractères de l'ouvrage et (b) formés à leur utilisation. Ceci est très important si les livres introduisent de nouvelles idées pédagogiques.

Entre ces deux extrêmes on trouve une vaste gamme de systèmes centralisés et décentralisés. Par exemple, l'achat peut être centralisé même si plusieurs éditeurs publient d'autres titres similaires ou, une production et une distribution privées peuvent être utilisées même si la publication des livres est centralisée.

Toutefois, quel que soit le régime de production de livres, les rôles doivent être clairs, surtout au niveau de la coordination qui est l'une des fonctions les plus importantes de ce mécanisme. Les opérations doivent être gérées par une seule autorité: l'éditeur professionnel. La planification et l'établissement d'un calendrier, la supervision du processus et son contrôle doivent rester entre les mains d'un professionnel capable. La responsabilité globale ne peut être divisée entre plusieurs fonctions ce qui est souvent typique des régimes d'édition centralisés et résulte en un manque de coordination.

Figure 2.4 Les rôles de l'édition de livres de texte

Fonction	*Ministère*	*Editeurs*	*Imprimeurs*	*Distributeurs*	*Ecoles*
Préparation de manuscrits • écriture • correction • illustration • conception	Seul ou en collaboration avec les éditeurs fournit les auteurs, les ressources, définit les besoins.	Publics ou privé; du milieu ou étrangers, les éditeurs commissionnent les auteurs pour developper de nouveaux titres/séries.	Aucun rôle.	Aucun rôle.	Source d'informations – réactions pour les révisions – nouveaux besoins.
Production • travail pré-impression • impression, • reliure	Utilise l'imprimerie du gouvernement ou sous-traite au secteur privé.	Publics ou privé; du milieu ou étrangers les imprimeurs impriment et relient les livres selon les spécifications.	Publics ou privé; du milieu ou étrangers les imprimeurs impriment et relient les livres selon les spécifications.	Aucun rôle.	Aucun rôle.
Commercialisation I: • publicité • vente	Fournis par le ministère: les livres sont subventionnés à cent pour cent par le gouvernement ou des projets.	Les livres sont empruntés ou vendus aux élèves par le gouvernement.	Aucun rôle.	Distributeurs nationaux ou régionaux et libraires collaborent avec un ou plusieurs éditeurs sur de nombreux titres.	Receive, borrow or buy books.
Commercialisation II: • distribution	le ministère /gouvernement assure la distribution par leurs propres organisations.	Les éditeurs établissent leurs propres réseaux de distribution ou utilisent des grossistes.	Aucun rôle.	Distributeurs nationaux ou régionaux, centres de distribution et libraires sont les responsables.	

L'organisation et la structure commerciale

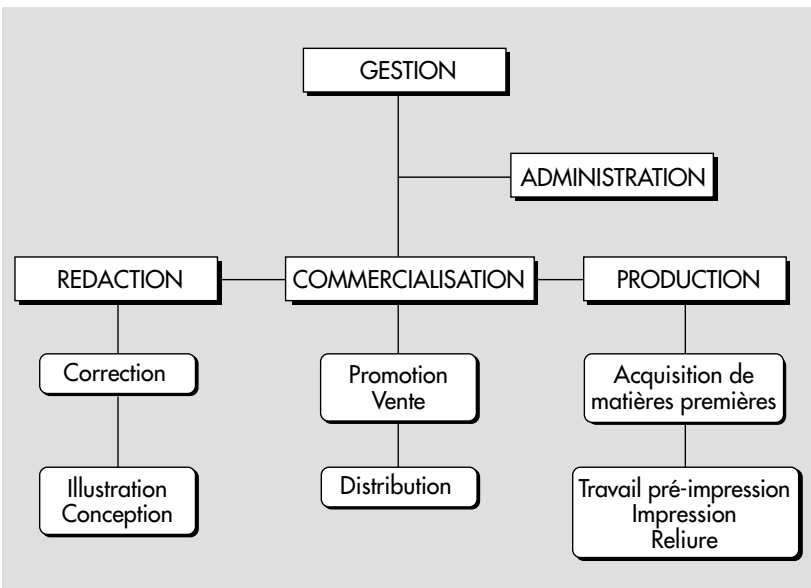
Edition signifie responsabilité du développement de produits et du financement et de la coordination des activités de l'édition et la publication. Afin de pouvoir gérer et organiser ces activités, l'éditeur a besoin d'un personnel professionnel comprenant aussi bien des correcteurs, des concepteurs, des illustrateurs que des commerciaux, des experts de la production et des administrateurs. L'éditeur n'a pas besoin d'une grande entreprise pour traiter ces activités si elles peuvent être sous-traitées. Il peut utiliser des collaborateurs extérieurs pour la rédaction, ou sous-traiter la production et la distribution.

La figure 2.5 décrit la structure simplifiée d'une maison d'édition de taille moyenne avec trois services principaux: rédaction, production et commercialisation. Le service administratif est en outre utilisé pour la gestion du personnel.

La *rédaction* est responsable de l'élaboration d'ouvrages scolaires et comprend la correction, la conception et l'illustration. Ce service commissionne les auteurs et le personnel rédactionnel nécessaire à la préparation de manuscrits et collabore activement et quotidiennement avec eux. La rédaction des grandes maisons d'édition est parfois divisée en départements selon les sujets, de sorte qu'un département est responsable pour les langues, un autre pour les mathématiques etc.

Le *service de la commercialisation* informe les clients (écoles, étudiants) des livres disponibles, et organise les ventes et la distribution, tandis que le service *de la production* prend soin des activités techniques de la publication, prépare les contrats avec les imprimeries, achète le papier et les matériaux de reliure lorsque cela est nécessaire et

Figure 2.5 La structure d'une organisation professionnelle de l'édition



suit les opérations de tirage. Le *département administratif* est responsable de l'administration du personnel, des finances et de la comptabilité.

La qualité du produit dans l'édition ne se rapporte pas seulement à la qualité des livres produits par la maison d'édition. La publication de livres de texte de haute qualité doit s'intégrer aux services fournis par l'éditeur au niveau de la gamme des titres disponibles, de la disponibilité des livres et du délai de livraison. Pour le client, les prix aussi jouent un rôle important.

Aspects importants

Certains des aspects importants du domaine de l'édition d'ouvrages scolaires sont décrits ici en termes généraux et seront repris dans l'analyse de résultats spécifiques dans les chapitres trois à sept.

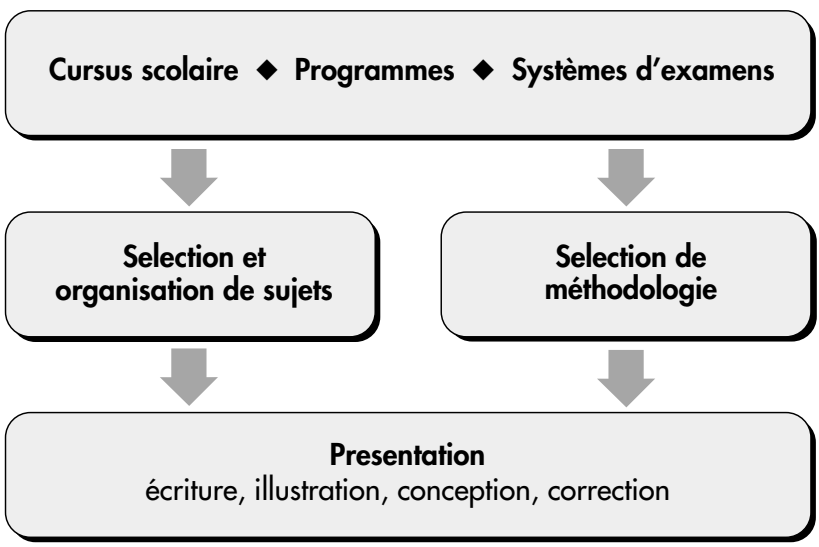
1. L'évolution des ouvrages scolaires

La figure 2.6 décrit la progression des ouvrages scolaires à trois stages importants qui sont tous liés à la politique pédagogique dans les domaines du cursus scolaire, des programmes et des modes d'examen.

La disponibilité d'auteurs compétents et capables est indispensable à la production d'un livre de texte de qualité. A l'exception de quelques auteurs dans des pays à très large population, la plupart des auteurs travaillent à mi-temps et n'écrivent un livre que de temps en temps. Il n'existe quasiment pas d'auteurs professionnels de manuels scolaires en Afrique.

Il est dans l'intérêt essentiel de l'éditeur qu'il établisse un réseau d'auteurs compétents. La difficulté à trouver de bons auteurs est liée au

Figure 2.6 Le développement de manuscrits de livres de texte



type d'expertise requise. Il est très rare qu'une personne soit à la fois un expert sur un sujet donné en même temps qu'un bon pédagogue, un auteur créatif et au courant des usages pratiques dans les salles de classe auxquelles l'ouvrage est destiné. Souvent, seul un groupe de collaborateurs peuvent ensemble couvrir tous les aspects de la rédaction d'un ouvrage scolaire de bonne qualité. Outre leur compétence individuelle, les membres de ce groupe auront aussi besoin d'un bon esprit d'équipe.

Un éditeur a besoin d'un réseau efficace de contacts pour pouvoir trouver de bons auteurs parmi ceux qui ont déjà de l'expérience ou pour évaluer le potentiel des nouveaux arrivants dans la profession. Il faut des années pour acquérir l'expérience nécessaire à la rédaction d'ouvrages scolaires. Les nouveaux éditeurs, pour leur apprentissage, commencent souvent par utiliser des auteurs surs et des projets surs sur une petite échelle.

2. La coordination

La longue chaîne d'activités décrite plus haut requiert aussi une bonne planification, de la coordination et un contrôle du processus d'édition. Les acteurs principaux de cette activité ne peuvent travailler en isolation, mais ils doivent tous suivre le même plan afin d'assurer *la qualité, ainsi que le respect du programme et des allocations de coûts.*

La plupart de ces tâches de coordination sont souvent confiées à un chef d'édition parce qu'il ou elle est associé(e) à la plupart des étapes de ce processus. Un chef d'édition, par conséquent ne doit pas seulement connaître les fonctions de la rédaction, mais il doit aussi être au courant des techniques d'impression et du processus de commercialisation. Un bon coordinateur doit aussi avoir des connaissances financières élémentaires quant aux coûts de publication des livres de texte pour pouvoir respecter un budget donné. Par exemple, il se peut qu'un auteur désire fournir une large quantité d'informations supplémentaires aux étudiants et aux enseignants mais qu'il ne soit pas conscient du coût d'un tel projet. Le chef d'édition doit alors évaluer les coûts et décider ou aider à décider si de tels coûts sont justifiés d'une part, ou si d'autre part ils peuvent être couverts par une hausse des ventes ou des prix.

Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment l'éditeur utilise souvent des services d'impression et de distribution extérieurs à l'entreprise. Ces dispositions de sous-traitance requièrent une attention particulière pour trouver la solution la plus avantageuse. L'utilisation de personnel sous-traité nécessite en outre une programmation attentive et une grande surveillance des coûts.

3. Le financement

La production de livres de texte est une activité saisonnière. Les livres doivent être prêts et livrés aux écoles au plus tard au commencement de la nouvelle année scolaire ou du trimestre et l'éditeur doit établir son programme en conséquence. Cela rythme aussi les rentrées d'argent. La

majorité des livres de texte sont prêts à être tirés et distribués à certaines périodes de pointe et l'éditeur doit payer les matières premières, le tirage et la distribution plusieurs mois avant de recevoir les revenus de la vente des livres. Les besoins d'argent augmentent au fur et à mesure que les coûts augmentent. La plupart des maisons d'édition ont besoin de prêts à court terme ou d'autorisations de découvert afin de satisfaire leurs besoins de capital.

L'acceptation d'une demande de prêt bancaire dépend du succès des opérations antérieures et de la situation financière actuelle de la maison. De toutes façons, la banque demande une sécurité pour le prêt sous forme de garantie ou d'hypothèque. Les petits éditeurs ont rarement les moyens d'avoir une hypothèque et il leur est souvent difficile de trouver une caution qui convienne. Le problème est souvent identique pour les plus grandes maisons d'éditions et les arrangements financiers, surtout dans des pays en voie de développement, constituent l'une des difficultés les plus importantes des maisons d'édition.

4. Le contrôle de qualité, les essais et l'évaluation

Les auteurs, correcteurs, illustrateurs et concepteurs partagent la responsabilité de la qualité du contenu et de l'aspect extérieur d'un ouvrage scolaire. Ce dernier dépend aussi des résultats du travail de l'imprimeur.

Les éditeurs utilisent plusieurs méthodes pour assurer la lisibilité et la clarté des livres de texte. Il peuvent solliciter les commentaires et les déclarations des experts, ils peuvent demander à certaines écoles de participer à des contrôles ou des essais sur le terrain et ils peuvent organiser des expériences pour évaluer un manuscrit. Ces méthodes donnent rarement une réponse définitive aux questions de contrôle de qualité. Souvent ce n'est qu'en utilisant abondamment les livres de texte en classe et en obtenant les réactions d'un grand nombre d'utilisateurs qu'on peut obtenir une évaluation réaliste de la qualité d'un livre. Les livres de texte sont les outils des enseignants et des étudiants dans le processus d'enseignement et d'apprentissage et leur valeur se juge par rapport aux résultats scolaires.

STRUCTURES COMMERCIALES ET REGIMES D'EDITION

Politiques, objectifs, stratégies

Quelque soit l'endroit où les livres de texte sont publiés, il faut répondre aux questions:

- Quels sont les besoins?
- Comment peut-on satisfaire ces besoins?
- Existe-il d'autres possibilités de satisfaire ces besoins?
- Qui paye?
- Quelle est la rentabilité de l'édition de livres de texte?

Les éditeurs doivent comprendre les besoins et la logique de l'affaire afin de satisfaire ces besoins et de réaliser leurs objectifs commerciaux.

La structure du marché d'un pays donné fournit un cadre aux opportunités et aux possibilités offertes à un éditeur. Cette structure détermine les règles de la demande, la liberté d'action au niveau de la fourniture et le rôle des éditeurs. La politique de l'éducation, en outre, donne des directives générales au travail de l'éditeur. Les éditeurs fixent leurs objectifs et choisissent leur stratégie conformément à ces indications.

Une stratégie commerciale est une réponse à la question de savoir comment utiliser les ressources humaines, physiques et financières d'une organisation afin de réaliser les objectifs définis à court, moyen et long terme. Il existe toujours d'autres possibilités de gérer une maison d'édition, comme c'est le cas pour l'exécution d'un programme ou d'un projet. Les éditeurs doivent prendre des décisions sur la gamme des titres qu'ils voudraient publier, les dispositions financières qu'ils vont prendre et les moyens de susciter des manuscrits, ainsi que comment et où organiser la production et la distribution. Le résultat final prouve la capacité de l'éditeur à combiner ces décisions pour réaliser un projet commercial effectif. Si les décisions sont basées sur des objectifs clairs et une stratégie d'exécution bien formulée, il existe aussi une base logique aux mesures de correction lorsqu'elles s'avèrent nécessaires. Sans un plan adéquat, il y a un risque de perdre le contrôle des événements ou que l'affaire soit guidée par des décisions sans perspective et manquant

de coordination ou alors par des profanes qui la conduiront à leur guise.

Les choix stratégiques sont d'une importance fondamentale pour juger les facteurs de réussite de l'édition de livres de texte. La nature d'une stratégie particulière peut varier en fonction des différentes structures du marché mais les mêmes questions de la demande et de la fourniture demeurent qu'il s'agisse d'un régime centralisé ou de marché.

D'après les données recueillies pour cette étude il est évident qu'il n'existe pour ainsi dire pas de documents clairs sur les politiques, ni de plans stratégiques ni de plans d'ensemble. Les objectifs concrets à long ou à moyen terme apparaissent avoir été rarement fixés et s'ils l'ont été, ils sont rarement communiqués de façon efficace à l'industrie. La stratégie la plus commune est celle de la survie, que ce soit sur un base quotidienne, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle. Le développement de l'édition d'ouvrages scolaires selon un plan systématique, à court, moyen et à long terme comprenant les aspects financiers et exécutifs est presque inconnu.

Dans ce contexte, les agences de financement ont occupé le centre de la scène dans tous les schémas de fourniture de livres de texte et ont ainsi dirigé tous les efforts du continent concernant l'édition. Ces agences de financement disposent des ressources et de l'expérience nécessaires pour réaliser leurs propres plans et utiliser les meilleures compétences pour la gestion des projets. Elles influencent et dirigent par conséquent tout le système surtout si le pays hôte n'a pas développé de plan d'ensemble fournissant un cadre et un point de références. Si des plans existent, ils ont souvent été réalisés rétrospectivement pour tenir compte des progrès qui ont déjà eu lieu.

Les agences de financement sont les acteurs les plus influents dans le marché de l'aide et à cause de leur rôle essentiel dans le financement elles sont aussi les protagonistes les plus importants du marché des livres de texte. Il y a souvent une compétition plus dure entre les agences de financement qu'il n'y a dans le marché du livre de texte et cette forme de compétition ne bénéficie pas nécessairement à ceux qui reçoivent cette aide. Les financiers ont souvent des idées différentes quant aux moyens de mieux soutenir l'éducation. Les gouvernements financiers, leurs agences et leurs experts-conseils sont trop souvent attelés à la vente d'une certaine approche, à un certain type d'expertises ou à certains produits, en sachant parfaitement bien que les dons ne sont pas rejetés et que les prêts ne sont pas refusés.

La pauvreté des données reçues au cours de cette étude démontre que les représentants de l'industrie de l'édition en Afrique n'ont pas été capables, non plus, de se tirer d'affaires. Les associations d'éditeurs ne recueillent pas les données adéquates pour leur permettre de cerner la situation locale et baser sur des faits leurs discussions et communications avec les autorités. Les gouvernements et les éditeurs sont également incapables de quantifier la demande et la fourniture. Dans la plupart des cas, les informations sur la quantité de livres dans les écoles, le financement d'achats, la vente annuelle d'ouvrages scolaires, ou la

position financière des éditeurs relèvent de la devinette.

Tout le monde croit que l'éducation est le secteur vital du développement d'une nation, mais les actions tendent à démentir cet acte de foi. Nous n'avons trouvé aucune étude cherchant à exposer les causes principales du fossé existant entre des promesses solennelles et une réalité trop souvent misérable. A quel point ce déséquilibre est-il une question d'ignorance, de manque de jugement, de volonté politique ou d'intérêt ou une combinaison de tous ces éléments?

Il existe de nombreuses études sur l'édition scolaire et le secteur des livres ainsi que des projets et des compte rendus d'évaluation mais leur impact a été négligeable. Peut-être n'ont ils été ni lus ni compris? Peut-être étaient-ils trop techniques ou manquaient-ils de consistance? Peut-être se limitaient-ils à un seul aspect et ignoraient-ils l'aspect global de cette industrie complexe?

Il y a certainement des raisons extrêmement variées au déséquilibre existant entre le nombre de promesses et d'actions. Une des excuses les plus communes est celle du manque d'argent, c'est certainement vrai mais pas dans tous les cas. Le manque d'argent n'explique pas le manque de planification car, en fait, une planification soignée économise de l'argent. Une autre excuse à l'inaction est l'expérience d'une période de transition d'un type de marché à un autre dans laquelle un laps de temps insuffisant s'est écoulé pour montrer des résultats positifs. C'est aussi vrai, mais cela n'explique pas l'absence de stratégie pour guider ces transitions extrêmement importantes. Le fait demeure, hélas, que l'absence d'efforts systématiques de planification signifie que, souvent, il n'y a aucun objectif contre lesquels les résultats peuvent se mesurer. Dans les cas les plus mauvais, ce manque de planification a été la cause principale de l'incapacité à achever les résultats désirés.

Les plans, par conséquent, doivent être basés sur une peinture sérieuse et globale de la situation dans les écoles et de l'activité de l'édition. Ils doivent aussi être basés sur une politique nationale détaillée du livre tenant compte non seulement de la fourniture d'ouvrages scolaires de base mais aussi de l'élaboration et de la publication de matériel supplémentaire et d'autres formes de littérature.

Ensemble les autorités de l'édition et de l'éducation doivent créer un système d'information pour couvrir les besoins de la planification, de l'exécution et du contrôle de l'édition. Cela pourrait être effectué sous les auspices d'un conseil national du livre ou d'une organisation similaire réunissant des acteurs des secteurs tant privé que public pour aider à formuler les questions de politique et diffuser les idées et les informations.

Tendances actuelles

La plupart des pays d'Afrique sous-saharienne sont en train d'abandonner les régimes contrôlés d'édition et adoptent des régimes plus libéraux. Ils suivent ainsi une tendance universelle de soutien aux activités de marché.

La figure 3.1 présente trois structures du marché. La structure du marché détermine les conditions de la demande et de la fourniture: quels besoins seront adressés et comment ? La liberté d'action des éditeurs est la conséquence directe de la structure du marché.

Les structures de marché citées en exemple dans la figure 3.1 caractérisent des conditions de marché qui ne peuvent pas nécessairement être trouvées à l'état 'pur' dans un pays particulier. Les structures d'offre, de demande et celles de l'édition varient tant d'un pays à l'autre que la structure du marché dans un pays particulier peut être un mélange de ces caractéristiques. Par exemple, l'achat de livres de texte peut être strictement contrôlé par le Ministère de l'éducation, comme dans une situation

Figure 3.1 Structures des marchés et leurs domaines d'opération

Analyse du marche	*Structure du marche*		
	Monopole	*Transition*	*Libre marche*
Demande Besoins Clients	Les besoins sont définis par les autorités scolaires centrales, peu de différenciation, Ministère de l'éducation achète des ouvrages scolaires centralement pour les écoles.	Les besoins sont définis par les autorités et par les acheteurs/ utilisateurs. Livres sont achetés centralement et aussi directement par les écoles et les utilisateurs.	Les besoins sont définis par les acheteurs/ utilisateurs de livres de texte qui choisissent les titres selon leurs besoins spécifiques et achètent les ouvrages scolaires directement auprés des éditeurs ou des libraires.
Provision Qualité Disponibilité Service Concurrence	Système à un seul ouvrage scolaire sans choix; aucune concurrence.	Les livres sont publiés par le gouvernement et/ou les éditeurs privés. Parfois les livres sont importés dans des quantités importantes.	Des titres alternatifs de qualité et de prix différents pour le même sujet. Les livres sont publiés par les éditeurs commerciaux. concurrence surtout dans la commercialisation.
Les éditeurs Financement Capacité Organisation Rentabilité Gestion	Un seul éditeur; une unité, département ou sous-traiteur du Ministère, ou des compagnies para-étatiques. L'édition est financée par le budget du gouvernement. On ne mesure pas l'efficacité des coûts. Souvent l'édition fait partie d'une organisation bureaucratique.	Une gamme d'entrepreneurs, allant de nouveaux éditeurs à des maisons établies depuis longtemps. La plupart des éditeurs (surtout les nouveaux) commencent seulement à agrandir leur capacité.	Un nombre limité d'éditeurs "qualifiés"; plusieurs généralistes de grande ou moyenne taille et plusieurs spécialistes, publics ou privés, du milieu ou étrangers. Édition financée par les éditeurs par la vente de livres avec un profit. la gestion efficace et efficacité des coûts.

de monopole, mais il peut être possible aux éditeurs de fournir d'autres choix, comme dans une situation de libre marché. Une analyse des structures de marché aidera les planificateurs et les décideurs à identifier les caractéristiques typiques de leur propre pays ainsi que la voie à suivre pour la fourniture des livres de texte.

Structure du monopole

Dans une situation strictement contrôlée, l'édition scolaire est un monopole et la société (le gouvernement) représente à la fois les camps de la demande et de la fourniture. Il existe souvent un seul fournisseur et un seul acheteur. Les besoins sont définis par les autorités éducatives et les écoles reçoivent simplement les livres de texte sans avoir joué un rôle dans le processus de fourniture.

Normalement, la fourniture s'effectue dans l'une des deux manières suivantes: soit par un service dépendant du Ministère de l'éducation soit par une compagnie nationalisée. La première disposition signifie que l'édition, en tant que processus industriel, souffre de l'absence de la stimulation du marché et son domaine se trouve par conséquent limité. Ceux qui y sont mêlés peuvent être, ou ne pas être, des éditeurs professionnels mais l'expérience montre qu'ils tendent à mettre l'accent sur leur rôle d'éducateurs et d'administrateurs plutôt que sur celui d'éditeurs professionnels prenant des risques financiers ou autres en considération. Les fonctions de l'édition de livres de texte sont souvent éparpillées entre divers départements ou services sans réelle coordination globale. Les auteurs développent souvent le cursus scolaire qui commence le processus et prennent des décisions fondamentales libres de tout plan de publication, technique, financier et sans calendrier. Il n'existe aucun contrôle global de coût et donc le prix réel d'un livre de texte n'est pas connu.

Une société nationalisée séparée ou une entreprise para-étatique a de meilleures possibilités d'opérer en tant qu' éditeur professionnel qu'une unité ou un service du Ministère de l'éducation. Elle peut même avoir une base commerciale. La situation de monopole n'oblige pas l'organisation à considérer un autre choix de qualité ou à comparer son efficacité financière avec celle d'une organisation similaire.

Le système de monopole exclut toute possibilité de choix tant sur la qualité que sur les prix des livres de texte mais l'absence de choix ne signifie pas nécessairement que le seul et unique livre de texte est une mauvaise solution. La qualité d'un ouvrage détermine comment les besoins des utilisateurs sont satisfaits et un livre de texte de bonne qualité dans un système à livre de texte unique satisfait probablement mieux les besoins des utilisateurs que plusieurs ouvrages scolaires de mauvaise qualité dans un système à plusieurs ouvrages. Toutefois, dans un système à un seul ouvrage il n'existe pas de titres parallèles pour comparer la qualité.

Les comparaisons de prix sont aussi impossibles dans une situation

de livre unique. Les livres sont rarement disponibles sur le marché libre et s'ils le sont, leur prix n'est pas fixé correctement. Le coût des livres de texte ne tient généralement pas compte des frais généraux de l'édition. Seuls les frais directs sont connus et ils ne sont pas toujours inclus dans les calculs de coûts. En d'autres termes même si les livres sont disponibles sur le marché libre, le prix n'a souvent aucun rapport avec leur coût réel, car il est impossible de savoir quelles sortes de subventions sont comprises dans ce prix. Un calcul inadéquat du prix de revient entraîne souvent des prix nominaux bas et donne facilement la fausse impression que les livres produits par le ministère sont meilleur marché que ceux du secteur privé.

La logique d'un marché de monopole dans l'édition des livres de texte est d'habitude de maximiser l'utilisation de ressources réduites, surtout dans le domaine des ressources humaines. Malheureusement, souvent à cause d'un manque de planification claire à long terme, le marché de monopole à tendance à étouffer le progrès et l'expansion de ces ressources. L'édition des livres scolaires lorsqu'elle est comprise dans le cadre d'une association aussi étroite avec les autorités éducatives devient une responsabilité ou une charge pour le gouvernement plutôt qu'une ressource pour l'éducation.

Un exemple de monopole d'état de l'édition se trouve actuellement au Mozambique (voir l'étude de cas suivant) où le gouvernement a assumé la responsabilité totale de tous les aspects de la fourniture de livres de texte. Toutefois une nouvelle ère se prépare là aussi pour l'édition et la situation devrait se diriger progressivement vers une politique plus libérale de la fourniture des livres de texte.

Le monopole de l'édition est différent au Botswana car le gouvernement a passé un accord avec une maison d'édition étrangère qui est autorisée à publier tous les ouvrages scolaires fondamentaux.

ETUDE DE CAS: **MOZAMBIQUE**

Généralités

L'éducation au Mozambique a été décrite comme le fait d' 'enseignants mal ou pas formés essayant de fournir un programme scolaire inapproprié en utilisant des moyens inappropriés dans un nombre insuffisant d'écoles qui sont toutes mal organisées et mal équipées.' (*Un plan d'ensemble pour L'Éducation de Base au Mozambique,* Ministère de l'éducation, 1994). C'était la conséquence de l'expansion rapide de l'éducation primaire après l'indépendance et du manque d'enseignants qualifiés d'une part et de l'incompétence des cadres d'autre part. Toutefois, il y a eu des progrès considérables par rapport à la situation avant l'indépendance.

Les allocations du budget de l'état pour l'éducation sont insuffisantes. Seulement 50% de l'éducation primaire et 30% de l'éducation secondaire sont financés par le gouvernement. Les agences de

financement étrangeres contribuent au reste.

Les problèmes importants de la fourniture de livres de texte au Mozambique sont l'absence d'un plan bien coordonné et bien structuré de développement des programmes scolaires ainsi que des structures pauvres de distribution et du financement. Depuis 1989 le Ministère de l'éducation n'a pu réaliser aucune réforme importante des programmes scolaires.

Le développement et l'édition

Il n'existe jusqu'à présent qu'un seul éditeur de livres de texte, Editora Escolar. Il agit comme éditeur pour le matériel produit par l'Institut de développement du programme scolaire (INDE). Editora Escolar est l'employeur de la plupart de ses 43 salariés, il les paye sur ses propres fonds et peut trouver les sommes nécessaires à la maintenance et à l'amélioration de ses installations. La maison d'édition est pratiquement fusionnée avec DINAME, une compagnie de distribution nationalisée. Des efforts sont en cours pour commercialiser davantage l'édition et la distribution.

Editora Escolar est aussi la seule organisation à disposer d'un personnel compétent dans le domaine de la publication assistée par ordinateur. L'organisation a très bien organisé ses fonctions et réalise une impression professionnelle. Cela a été rendu possible par une aide. Depuis les années 70, l'Agence suédoise de développement international (Sida) en particulier a soutenu de nombreuses façons la maison d'édition en fournissant des facilités, des machines, de l'équipement et une aide technique.

Editora Escolar, toutefois, affronte de nombreux problèmes: les petits salaires rendent difficile l'emploi de personnel qualifié. Il y a aussi un manque de matériaux surtout de papier à imprimer, et une faible capacité à satisfaire les besoins de révision des livres de texte et de publication de nouveaux.

La production

La capacité de production domestique de livres de texte au Mozambique était largement suffisante jusqu'au années 90 mais maintenant presque tous les ouvrages scolaires sont imprimés à l'étranger. Les imprimeries en Mozambique ont eu des problèmes financiers importants qui ont entraîné une pauvre maintenance des machines et l'échec de leurs tentatives pour résoudre leur problèmes de gestion.

L'achat et la distribution

La fourniture de livres de texte au Mozambique a affronté d'énormes problèmes et après l'échec des tentatives de distribution de livres de texte gratuits aux élèves des écoles primaires, le Ministère de l'éducation et la Sida ont fait une étude approfondie des autres possibilités. Un des résultats de cette étude fût la création de Caixa Escolar. Avec Caixa Escolar les livres de texte sont vendus au prix du marché, mais les élèves les plus pauvres (ou leurs parents) sont subventionnés avec

l'aide des agences de financement. Cet arrangement pour une fourniture soutenue de livres de texte est maintenant menacée parce que la Banque mondiale voudrait que la gratuité des livres de texte soit assurée à tous les élèves. Ce serait ramener l'achat d'ouvrages scolaires au vieux système qui n'est pas soutenable à long terme.

Structures commerciales du marché de transition

De nombreux marchés du livre de texte montent sur le continent africain. Les anciens marchés nationalisés et les systèmes centralisés commencent à s'ouvrir vers l'édition compétitive. Il y a une volonté de donner aux éditeurs (publics et privés) la possibilité de publier des titres différents sur le même sujet et donner aux écoles la possibilité de choisir une sélection de manuels scolaires et de les acheter elles-mêmes. La transition d'une structure de monopole au libre marché ne signifie pas des dispositions identiques dans chaque pays. Au contraire, chaque pays doit trouver sa propre voie pour définir et appliquer de nouvelles stratégies d'édition.

La première démarche pour chaque pays doit être d'établir un environnement commercial propice à l'édition commerciale. Les conditions préalables principales de ce processus sont les suivantes:

- Décentralisation de fonds (ou au moins de l'autorité acheteuse) pour permettre aux écoles de choisir elles-mêmes les livres et les autres ressources qu'elles veulent utiliser et acheter.
- Consolider la profession pour accroître le nombre d'éditeurs qualifiés capables d'offrir des alternatives au niveau de la qualité et des prix.
- Etablissement à titre d'essai d'un système (différents types de processus peuvent être utilisés pour achever différents objectifs comme par exemple le maintien des normes éducatives ou assistance aux sélectionneurs de livres scolaires).
- Formation des administrateurs et des enseignants pour l'évaluation, la sélection et l'achat de livres de texte.
- Etablissement de systèmes d'information pour l'équipement en livres de texte.
- Etablissement de circuits de distribution commerciale.

Certains pays ont publié leur nouvelle politique pour la libéralisation de l'édition de livres de texte, mais ils n'ont pas encore fini de définir leur politique et des stratégies détaillées pour réaliser les objectifs généraux. Les études de cas sur le Malawi et la Tanzanie illustrent ce cas.

ETUDE DE CAS: **MALAWI**

Généralités

Le gouvernement du Malawi a annoncé l'introduction de l'éducation primaire gratuite en 1994 et ceci a entraîné une augmentation rapide des inscriptions dans les écoles qui sont passées de 1,8 à 3,2 millions d'élèves. Peu de ressources supplémentaires ont toutefois été affectées à l'éducation. Des classes de plus que 100 élèves sont tout à fait communes. La formation des maîtres a été réduite de deux à un an a pour augmenter le nombre d'enseignants.

Les éditeurs

Jusqu'à 1993-94 une maison d'édition – Dzuka Publishing Company (une partie du groupe nationalisé) – publiait des livres éducatifs mais elle était incapable de suffir aux besoins du système scolaire. L'Institut d'éducation du Malawi (MIE) était et est toujours une maison d'édition. La situation est en train de changer et l'Institut commence à passer des contrats avec des éditeurs locaux. Deux nouvelles maisons d'édition se sont établies en 1995, Macmillan Malawi et Jhango. En plus des maisons d'édition des livres de texte généraux, il y aussi Popular Publications qui a publié en outre des livres de lecture supplémentaires. Le marché du livre de texte au Malawi est aussi ouvert à d'autres éditeurs potentiels qu'ils soient du milieu ou étrangers.

Il n'existe pas, au Malawi, d'Association d'éditeurs ni de Conseil du développement du livre.

Le développement et l'édition

Tout le matériel primaire est mis au point par le MIE qui travaille actuellement à un programme pour mettre au point un matériel nouveau pour le chichewa, l'anglais et la culture générale. Les droits de publication de ces livres pour les classes 1 à 4 ont été accordés à Macmillan Malawi et à Jhango. Toutefois, les éditeurs ne sont impliqués dans le processus qu'après le placement initial de commandes en gros.

Les ouvrages primaires de science et d'agronomie sont développés sous un autre programme de financement de la Fondation allemande pour le développement international (DES – Aide Internationale) et par l'Agence allemande pour la coopération technique (GTZ) mais il seront publiés de la même façon que les autre ouvrages principaux.

La plupart des livres de lecture supplémentaires pour l'éducation primaire ont été fournis de l'extérieur du Malawi par l'Administration pour le développement outremer (ODA) du Royaume Uni.

Les livres de texte de secondaire sont choisis par les comités des programmes scolaires. La liste inclut essentiellement des titres étrangers et quelques livres ont été publiés spécifiquement pour les programmes scolaires du Malawi.

La production
La production de nouveaux titres essentiels a été coordonnée par le MIE et les livres ont été imprimés en Afrique du Sud après un appel d'offre.

L'achat et la distribution
La distribution des achats du Ministère de l'éducation se fait centralement. Les livres sont d'abord transportés aux bureaux des académies (régions éducatives) et de là aux écoles.

Le commerce du livre est très sous-développé. Le Service du livre du Malawi qui doit maintenant être nationalisé, s'est effondré il y a deux ans. Dzuka Publishing Company a un monopole informel avec la seule chaîne de librairies, Times Bookshops. D'autres éditeurs essaient d'établir des liens avec les chaînes de supermarchés.

Un service de distribution a été établi au ministère de l'éducation pour traiter les achats et la distribution de toutes les demandes de matériel éducatif.

Le financement
Les nouveaux livres de texte essentiels ont été ou seront publiés grâce à l'aide d'un prêt de la Banque Mondiale et sont livrés au écoles à titre gratuit.

L'Agence canadienne du développement international (ACDI) a contribué à la réimpression de livres du MIE pour les niveaux 1 à 4, ce qui diminuera la proportion de livres par élèves de pour 2 à 1 pour 1 avec un total de 5 millions de livres.

Il existe aussi un projet pour la production de livres de lecture supplémentaires fondé par l'ODA, qui a identifié 100 livres de lecture pour les niveaux 4 et 5. Huit mille sept cents copies de chaque ont été achetées et distribuées. Seulement cinq de ces titres sont publiés au Malawi.

Un projet proposé par la Banque mondiale vise à aider le MIE à réimprimer des livres pour les programmes scolaires du primaire et pour développer et fournir au cours des 10 prochaines années des livres pour les programmes scolaires du secondaire.

Problèmes de transition
Il est vraisemblable que la domination des agences de financement, du MIE et des productions étrangères se poursuivra au cours des prochaines années. Toutefois, il n'existe aucune indication de stratégie portant sur les étapes nécessaires, le calendrier de la période de transition, ou les conditions de son maintien.

ETUDE DE CAS: **TANZANIE**

Généralités
Une nouvelle politique sur la production et la distribution de livres de texte pour les écoles et les collèges a été annoncée en 1991 et a été

effective dès le 1er janvier 1992. 'La politique vise à transformer la production et distribution en un système complètement commercialisé dans lequel tout l'approvisionnement serait organisé par des éditeurs'. Cette nouvelle politique vise à améliorer la qualité des livres et à baisser les prix par la concurrence aussi bien qu'à accélérer les processus de production et de distribution des livres de textes. Le rôle du gouvernement sera de formuler la politique et de développer des programmes scolaires.

Les éditeurs

Il existe environ 25 éditeurs intéressés par la publication de livres de texte dans le cadre d'appels d'offre organisés par le Ministère de l'éducation et/ou l'Unité de gestion du livre (BMU). Toutefois, seul un nombre beaucoup plus petit d'éditeurs sont actifs et peu d'entre eux ont la capacité d'assumer toute la responsabilité de l'édition d'un livre de texte. La plupart des maisons d'éditions sont de petite taille et n'ont aucune expérience professionnelle de la rédaction. Elles n'ont pas non plus une capacité de commercialisation. Les plus grands problèmes communs aux maisons d'édition sont leur financement et l'absence d'un capital.

Le développement et l'édition

La première étape du programme de libéralisation a porté sur la soumission des manuscrits préparés par l'Institut tanzanien de l'éducation (TIE) qui est également responsable du développement de programmes scolaires. Certains éditeurs ont pris la responsabilité de la rédaction, l'illustration et la conception de manuscrits aussi bien que de leur production. Les appels d'offre ont eu lieu par l'intermédiaire de deux projets: le Projet pilote pour l'édition (PPP) financé par Sida pour les ouvrages primaires et par un projet de la Banque mondiale (IDA) pour certains titres secondaires. Le premier a appliqué des procédures d'appel d'offre compétitives à l'échelon national et le second a lancé des appels d'offre internationaux. Le PPP a fourni une assistance technique à l'Association des éditeurs et aux éditeurs individuels.

La deuxième étape permettra l'initiation de manuscrits par les éditeurs ce qui devrait signifier la publication de titres alternatifs sur le même sujet. Les conditions préalables à cet arrangement sont: la décentralisation de fonds au niveau régional et/ou de l'établissement scolaire pour l'achat des livres de texte, la sélection de titres appropriés au niveau régional et/ou de l'établissement scolaire, l'établissement par le Ministère d'un système à titre d'essai et l'augmentation de la capacité des éditeurs pour les aider à assumer toutes les fonctions de l'édition.

La production

De nouveaux titres ont été produits par les éditeurs qui ont remporté les appels d'offre (dans lesquels la qualité du produit est plus importante que son prix final). La production des réimpressions (de titres produits dans le marché fermé) a été financée et coordonnée par le

Ministère de l'éducation et/ou la BMU. La production de tous les titres, des nouvelles éditions et des réimpressions sera éventuellement financée et coordonnée par les éditeurs. Des entreprises nationales et internationales ont simultanément été utilisées pour l'impression des livres.

L'achat et la distribution
Tous les livres produits par les projets ont, à ce jour, été achetés par le Ministère. La première étape du programme a compris la livraison par les maisons d'édition à l'entrepôt central du Ministère. La distribution aux régions et aux écoles a alors été assurée par les services du Premier Ministre. Les nouveaux titres ont été placés sur le marché libre.

La prochaine étape est de demander aux éditeurs d'assurer la distribution d'abord aux régions et en suite aux écoles. Le préalable à l'achat et la distribution décentralisée est la disponibilité de financement au niveau de la région et des écoles.

Le financement
L'achat de livres est financé entièrement par le gouvernement et les agences de financement. La publication de titres soumis à un appel d'offre a été financée par les éditeurs depuis la rédaction jusqu'à la production et la livraison à l'entrepôt central du Ministère. Le développement du manuscrit est assuré par le Ministère par l'intermédiaire du TIE. Au stade suivant de la transition les éditeurs prendront eux-mêmes la responsabilité du financement de chaque étape de la publication.

Problèmes de transition
La majeure difficulté en Tanzanie a été la lenteur des autorités éducatives à prendre des décisions. Le BMU a fait quelques efforts pour établir une stratégie pour la période de transition, mais jusqu'à présent aucune proposition n'a été acceptée par les hauts fonctionnaires du Ministère de l'éducation. Il faut prendre des décisions sur la décentralisation du financement, le système d'essai et la formation d'orientation pour les acheteurs de livres de texte avant de pouvoir se diriger vers un système de publication commercialisée. En outre, le rôle et la position du TIE en tant que auteur des livres de texte n'a pas été clarifiée jusqu'en 1996 quant il a été décidé que le TIE n'écrirait plus les livres de texte, mais se concentrerait sur le développement de programmes scolaires et sur les programmes de recherche possible et d'orientation des maîtres.

Structure de libre marché

Une structure de libre marché (ouvert) rend possible la concurrence. Les prises de décision sur l'achat d'ouvrages scolaires sont décentralisées et les écoles agissent indépendamment. Le grand nombre et la variété d'acheteurs signifient que des livres divers couvrent des besoins divers

et cela donne aux éditeurs la possibilité de publier des titres variés sur les mêmes sujets. La concurrence est supposée améliorer la qualité, maintenir des prix raisonnables et offrir un meilleur service aux acheteurs.

Les structures du libre marché et la concurrence, toutefois, ne garantissent pas nécessairement de tels avantages. L'arrivée d'une possibilité de choix qualitatif et d'une pression sur les prix dépend de la nature de la concurrence. S'il n'existe qu'un seul éditeur ou un seul grand éditeur ceci mène facilement à une situation de monopole qui donne une grande liberté opérationnelle à l'éditeur, mais peu ou pas d'alternatives aux acheteurs. Mais, par ailleurs, une concurrence acharnée peut entraîner une situation dans laquelle des titres similaires sont vendus à des prix similaires ce qui n'offre pas non plus d'alternative à l'acheteur. La situation idéale du point de vue de l'acheteur est d'avoir plusieurs éditeurs également forts (généralistes et spécialistes) qui peuvent garantir un choix réel entre des titres parallèles et aussi des alternatives au niveau des prix.

Le rôle du Ministère de l'éducation, dans le libre marché, est limité au développement de programmes scolaires, à l'approbation éventuelle des livres de texte et au contrôle. Le gouvernement peut, toutefois, influencer l'édition d'ouvrages scolaires par des interventions positives ou négatives. La question la plus importante est celle du financement de l'achat d'ouvrages scolaires. Le soutien du gouvernement à l'éducation et aux besoins des étudiants est le moteur de l'économie pédagogique partout dans le monde.

Il n'existe aucun exemple d'une structure de marché entièrement 'libre' dans laquelle les éditeurs publient selon les besoins du marché et où les acheteurs sont financièrement indépendants. Un exemple d'une situation relativement libre est celui du Zimbabwe.

ETUDE DE CAS: **ZIMBABWE**

Généralités

Le Zimbabwe a l'une des meilleures industries de l'édition en Afrique, surpassée seulement par celle de l'Afrique du Sud. L'industrie de l'édition au Zimbabwe a toujours été une industrie privée et a toujours profité du soutien du gouvernement. Le gouvernement alloue annuellement 60 à 80 millions de Z$ à l'achat de logiciel éducatif mais les dépenses éducatives des parents et des associations communautaires sont supérieures à celle du gouvernement. Toutefois, en dépit de la situation positive de l'édition et de la distribution au Zimbabwe, la proportion réelle de livres par élève est généralement estimée à un pour sept. Le Zimbabwe est à la fois l'hôte de la Foire internationale du Livre du Zimbabwe (ZIBF), la première vitrine du livre en Afrique et de l'organisation des éditeurs africains, APNET. Le Zimbabwe compte de nombreux auteurs ainsi qu'une bonne industrie graphique.

Les éditeurs

Le Zimbabwe a 50 éditeurs qui, ensemble, sont tout à fait capables de remplir tous les besoins de livres de texte de l'éducation primaire et secondaire. Trois éditeurs parmi les 50 occupent 90% du marché de livres de texte. Bien qu'aucune indication précise sur le chiffre d'affaires de ces entreprises soit disponible, on peut estimer que, compte tenu de leur chiffre d'affaires et de leur rentabilité, ils se classent dans l'ordre suivant 1) Longman, 2) College Press 3) Zimbabwe Publishing House. Parmi les autres maisons d'éditions importantes figurent Mambo Press, Academic Group y compris Baobab Books, Grassroots et Zimbabwe Literature Bureau, qui publie surtout dans des langues de milieu au Zimbabwe.

Il existe, au Zimbabwe, une Association d'éditeurs (ZPA) et un Conseil du développement du livre.

L'achat et la distribution

Le chiffre d'affaires total pour l'industrie du livre au Zimbabwe est d'environ 130 millions Z$ parmi lesquels 20 millions sont attribués au marché général du livre. Le gouvernement a l'obligation de payer une bourse pour les livres de texte d'un montant de 25 Z$ par enfant dans les douze mois qui suivent l'annonce d'un budget. Le non-respect de cette obligation peut entraîner l'ouverture de poursuites légales contre le gouvernement. Bien que cette somme soit insuffisante à satisfaire les besoins de livres de texte, ce versement régulier permet aux éditeurs de planifier leur stratégie de commercialisation pour conserver leur part du marché.

Une des forces de l'édition au Zimbabwe réside dans son infrastructure de distribution relativement bien établie. Il existe de nombreuses librairies au Zimbabwe bien que, comme partout en Afrique, elles soient presque toutes dans des villes. Grâce à un bon réseau de routes praticables par tous les temps rendant la plupart des régions accessibles, les commandes reçues à Harare de la plupart des centres régionaux du pays peuvent être traitées et les livres expédiés dans les 24 à 30 heures. L'achat de livres est décentralisé aux écoles mais les autorités locales et les associations de parents achètent aussi régulièrement des livres de texte pour les écoles. Le gouvernement partage la responsabilité de la distribution avec les éditeurs.

Le développement et l'édition

Parce que l'édition de livres de texte est stable au Zimbabwe et s'est développée au sein du secteur privé, elle n'a pas subi les bouleversements constatés dans les pays qui ont conservé des monopoles d'édition d'état ou para-étatiques. Un contentieux existe toutefois au sein du marché du livre entre les éditeurs et les libraires sur le droit de ces derniers à être les seuls détaillants. Les éditeurs qui ont des représentants bien établis dans tout le pays sont tentés de vendre directement aux écoles ce qui est interdit par la réglementation du commerce du livre et ils disent que les libraires ne sont pas assez actifs et les privent des ventes qu'ils peuvent faire directement eux-mêmes.

Il existe aussi des ressentiments latents entre les petits éditeurs locaux et les deux géants, College Press et Longman mais ils sont en quelque sorte absorbés au sein du ZPA, les associations des libraires et le Conseil pour le développement de livres au Zimbabwe.

La production
Le Zimbabwe est un des premiers pays de la région pour l'impression mais il connaît des problèmes de papier car sa seule papeterie à Mutare ne peut pas satisfaire tous ses besoins. Il importe son papier essentiellement d 'Afrique du Sud. La coopération entre le Ministère de l'éducation et les éditeurs au Zimbabwe – et en particulier la volonté de l'Unité de développement de programmes scolaires de collaborer avec les éditeurs pour que les livres soient approuvés avant leur publication – est devenu le modèle à suivre pour les autres pays de la région.

Le financement
En plus de l'allocation du gouvernement de 60 à 80 millions de Z$ par an pour les ouvrages scolaires et la contribution des parents et des conseils régionaux, l'aide des donneurs de fonds est une composante importante du financement des livres de texte. L'Union européenne s'est engagée à une contribution régulière jusqu'à ce que la proportion de livres par élèves soit de un pour deux. Les gouvernements du Danemark et de la Suède ont également pris des engagements importants de soutien et la fourniture de livres de texte figure de façon proéminente parmi ceux-ci. L'UNICEF, l'ODA et le British Council, l'UNESCO et les organisations suivantes: GTZ, Redd Barna et USAID sont aussi des contributeurs importants.

Autres scénarios

Trois cas supplémentaires de fourniture de livres de texte suivent. Les situations au Mali, au Kenya et au Namibie sont toutes différentes et ne constituent pas un exemple orthodoxe entrant dans l'une des catégories précédentes. Elles soulignent toutefois l'importance d'identifier les caractères d'un système de fourniture en relation avec les buts et les cibles de ce système.

ETUDE DE CAS: **MALI**

Généralités
Le Mali a été, pendant longtemps, un des pays d'Afrique où le gouvernement a poursuivi une politique socialiste et a cherché à contrôler tous les secteurs sociaux y compris celui de l'éducation. Jusqu'aux années 80, la Librairie Populaire du Mali (LPM) et l'Édition et l'Imprimerie du Mali ont contrôlé la distribution de livres ainsi que

l'édition et l'impression. Il est, toutefois, important de souligner que l'édition de livres de texte n'a été contrôlée par le gouvernement que du point de vue pédagogique et non pas au niveau de sa fabrication. Les fonctions de la rédaction et de la production étaient assurées en France par des éditeurs français, commissionnés ou recrutés par des appels d'offre. La compagnie Nouvelles Éditions Africaines (NEA) basée à Dakar appartenait aux gouvernements du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Togo qui détenaient 60 pour cent des actions d'une part et aux compagnies françaises Edicef, Armand Colin, Nathan, Présence Africaine et Le Seuil d'autre part avec 40% des actions. Ils publiaient des livres pour la plupart des pays francophones d'Afrique occidentale, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Guinée et le Bénin. Ceci était possible parce que les systèmes éducatifs de ces pays étaient les mêmes et étaient copiés sur le système français.

Les éditeurs

Dans *Le répertoire du développement de l'édition de milieu en Afrique* compilé par Carol Priestley et publié en 1995, deux éditeurs sont cités: Éditions Jamana et EDIME. Pendant une visite au Mali, en 1996, de l'un des collaborateurs de l'étude, trois autres organisations ont été identifiées: les Éditions Donniya, les Éditions Sahélien et les Éditions Fayida. SeuIes les Éditions Jamana, avec un catalogue de 61 livres sont considérées sérieusement. On estime que les Éditions Donnya ont des chances de succès car elles font partie d'un groupe de media qui détient une station de radio F.M. Au moment de la visite d'un membre de l'équipe de cette étude, les Éditions Donnya venaient de publier une nouvelle édition d'un dictionnaire bambara-français.

Le développement et l'édition

La publication de livres de texte au Mali est effectuée ainsi: L'Institut pédagogique national (IPN) prépare les manuscrits sur des sujets divers basés sur les programmes scolaires. Les auteurs sont des spécialistes dans leur domaine. Après avoir écrit un premier texte et avant de le soumettre à un appel d'offre, un autre groupe d'experts au sein de l'Institut évalue le texte.

Si les ressources financières le permettent, on fait un *appel d'offre* et tous ces appels d'offre sont à niveau international. Les conditions de leur participation sont si lourdes pour les éditeurs du milieu que jusque là aucun éditeur malien n'a pu, seul, remporter un appel d'offre de publication d'un livre de texte. Selon deux des éditeurs interrogés, Jamana et Librairie Nouvelle, il est peu probable que, compte tenu des conditions actuelles, la situation change pour les éditeurs du milieu dans le proche avenir. Les éditeurs qui, invariablement réussissent aux appels d'offre sont: Pierron, Serbedit, Hatier de France et Alfa Éditions de Tunisie.

Après avoir remporté un appel d'offre l'éditeur signe un contrat auteur-éditeur avec l'IPN. L'éditeur se charge de tout le travail de rédaction et commissionne les illustrations du livre. Lorsque tout le travail

précédant l'impression est réalisé conformément aux exigences de l'IPN, un *bon à tirer* est signé par l'IPN stipulant que le livre satisfait toutes les conditions requises et peut passer à l'impression. Contrairement aux déclarations de l'IPN selon lesquelles il dispose de toute l'expertise requise à la rédaction de manuscrits, des doutes ont été exprimés au sein du Ministère sur la qualité des manuscrits qui sont souvent en dessous des normes requises. Une des causes réside dans le fait que les auteurs des manuscrits de l'IPN ne reçoivent aucun droit d'auteur. Une autre doléance contre l'IPN est que trop de temps est passé à écrire des manuscrits au lieu de développer des programmes scolaires.

Les agences internationales qui soutiennent la production d'ouvrages scolaires au Mali sont le ACDI (Canada), l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique), la Banque mondiale (IDA) et l'USAID. Le gouvernement n'alloue des fonds pour les livres de texte que lorsqu'il n'y pas de financement des agences internationales et les fonds qu'il alloue sont souvent insuffisants pour atteindre l'objectif d'un livre pour trois à sept élèves.

La production

Parce que tous les livres sont imprimés en France, la production des livres de texte maliens est de très haute qualité. On se plaint, toutefois, que le processus d'appel d'offre, tel qu'il se déroule du début à la fin, est long et fastidieux. Un exemple a été donné montrant que les livres pour lesquels le processus avait démarré en 1992 sous le quatrième projet IDA n'ont été achevés qu'en décembre 1994 – soit trois ans plus tard – et que leur paiement n'a pas été effectué avant 1995.

L'achat et la distribution

La distribution d'ouvrages scolaires est la responsabilité de la Direction d'administration et des finances (DAF) tandis que les associations de parents sont responsables de l'achat des livres. La DAF contracte le distributeur le plus important au Mali, Librairie Nouvelle (ancienne Librairie Populaire du Mali, achetée au gouvernement en 1989) pour distribuer les livres. Trois autres librairies importantes font également office de distributeurs, il s'agit de la Librairie Traore, la Librairie Jamana et de la Papeterie du Soudan, toutes sont situées à Bamako.

Le financement

Le problème principal de l'édition au Mali est le financement, mais ceci n'est pas aussi handicapant que l'héritage de la domination française. Toutefois, ces deux problèmes combinés donne une image désespérante de la situation l'édition dans ce pays. La faible base commerciale des éditeurs du milieu, même sans les conditions très défavorables de leur participation aux appels d'offre internationaux à la publication de livres de texte, les rend incapables de développer une capacité d'édition telle qu'ils puissent traiter plus que quelques livres de texte avec un petit tirage.

Les problèmes de transition

Le gouvernement a annoncé la libéralisation de certains aspects du processus de publication qui appartenait jusque – là au domaine d'IPN. Désormais des auteurs privés pourront soumettre des manuscrits de livres de texte à l'approbation d'IPN. Si son manuscrit est accepté, l'auteur signera un accord avec l'IPN qui traitera le manuscrit comme étant le sien. Les éditeurs pourront aussi préparer des livres de texte pour les soumettre à l'examen et l'approbation de l'IPN. L'IPN et la DAF préparaient, en mai, une Politique nationale du livre conçue pour tous les livres et on estimait que cette mesure pourrait aider à créer un milieu plus propice à la fourniture de livres de texte.

ETUDE DE CAS: **LE KENYA**

Généralités

Au moment de l'indépendance en 1963, il n'existait aucune compagnie d'édition au Kenya, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public, mais certaines compagnies privées, bien qu'appartenant à des étrangers, telles que Longman et Oxford University Press avaient établi des bureaux. En 1964 et 1965, deux organisations gouvernementales, l'Institut d'éducation de Kenya (KIE) pour le développement de programmes scolaires et la Fondation Jomo Kenyatta (JFK) avaient été créées pour permettre le développement de livres et leur publication. D'autres entreprises d'édition, du milieu ou transnationales se sont établies au cours des années qui ont suivi et au milieu des années 70 il y avait au Kenya, une industrie de l'édition florissante dans laquelle les livres de texte des éditeurs privés étaient en concurrence libre avec les livres de la JFK. Les livres pour les écoles primaires étaient achetés et distribués de manière centralisée par le Projet pour l'équipement des écoles du Kenya (KSES) établi dans les années 70 et dépendant du Ministère de l'éducation. Le Ministère cherchait à réduire la main mise que les compagnies transnationales avaient sur le noyau de l'édition primaire en recommandant les livres de texte de base, mais, comme les livres de la JFK n'étaient pas encore disponibles, c'était loin d'être une situation de monopole.

L'édition a commencé à décliner après l'éclatement de la Communauté de l'Est de l'Afrique en 1977 qui fournissait un marché important aux éditeurs du milieu kenyen en particulier, et un certain nombre n'ont pas survécu à son rétrécissement.

Toutefois, l'édition de livres de texte a connu une autre période de prospérité après 1985 avec l'introduction du système d'éducation dit 8-4-4 qui exigeait de nouveaux programmes et un nouveau matériel. Les éditeurs déjà bien établis ont développé de nouveaux livres de texte pour ce nouveau système mais un certain nombre de manuels d'une qualité inférieure mis au point par des éditeurs inexpérimentés ont été

lancés sur le marché trop vite. Le résultat a entraîné la confusion dans les écoles. Le gouvernement a alors pris une mesure extrême et n'a recommandé que les livres de texte de JKF et du Bureau kenyen de littérature (une autre compagnie nationalisée). Bien que les éditeurs les plus importants aient pu tenir le coup dans cette situation de quasi monopole on redoute que, si le gouvernement ne relâche pas sa main, beaucoup d'entre eux ne s'effondrent. Deux des plus grandes compagnies transnationales – Heinemann et Longman – ont entre-temps été achetées par des entrepreneurs du milieu. Ceci diminue encore plus les raisons de l'état de vouloir garder un monopole de l'édition.

La plupart de l'industrie de l'édition concerne au Kenya les livres de texte qui constituent jusqu'à 90% du chiffre d'affaires de cette branche d'activités. Environ 40% du marché total repose sur des importations et les 60% restants sont produits par des compagnies du milieu. Ce marché, à cause de la politique gouvernementale de publication par l'état, est divisé entre les maisons d'édition de l'état (37%) et les éditeurs privés (23%)

Le Kenya a établi une infrastructure d'édition privée dynamique comparée à celle de beaucoup d'autres pays de l'Afrique. Les problèmes principaux des éditeurs privés sont le manque de personnel formé et le désaccord entre les divers groupes intéressés (les associations d'éditeurs, les libraires et les distributeurs) ainsi que la discrimination du gouvernement à l'égard des livres de texte publiés par le secteur privé.

Une autre restriction réside dans le coût du papier et des autres matériaux de production qui rendent le prix de livres très élevé pour les parents, surtout compte tenu du fait que le gouvernement ne subventionne pas le prix des livres sauf dans les régions les plus désavantagées: 93% de tous achats de livres de texte sont généralement effectués par les parents.

Les *éditeurs*

De nombreuses maisons d'édition du milieu se sont, au cours des dix dernières années, établies au Kenya. Il existe aussi un nombre important d'éditeurs privés (de 60 à 70), mais seulement une douzaine d'entre eux peuvent être considérés comme actifs et viables. Parmi les éditeurs actifs, deux d'entre eux (Heinemann et Longman) ont été récemment achetés par des entrepreneurs du milieu ne laissant que Evans, Macmillan et Oxford aux mains de capitaux étrangers. Les éditeurs de l'état, KLB et JFK ainsi que nous l'avons déjà indiqué, ont un quasi monopole dans le marché du livre de texte.

Il existe une Association d'éditeurs au Kenya (KPA) ainsi que d'autres organisations professionnelles du commerce du livre.

Développement et édition

La politique du gouvernement du Kenya sur l'édition nationalisée et la stricte recommandation des livres de texte produits par les deux compagnies nationalisées est fortement critiquée. Les éditeurs privés ont pris certaines mesures pour combattre ce monopole et placer des

livres de texte publiés par le secteur privé sur la liste de livres recommandés pour les écoles. Les livres de texte publiés par l'état sont de plus en plus critiqués par les utilisateurs et même par les auteurs de la politique comme étant le résultat d'un travail d'amateurs et d'une qualité inférieure. On considère que les ouvrages scolaires publiés par le secteur privé sont meilleurs tant au niveau du contenu, des illustrations, de la rédaction qu'à celui de la durabilité.

La distribution

La distribution de livres est relativement bien développée au Kenya. Il existe environ 600 librairies couvrant la plus grande partie du pays. Certains des distributeurs tel le Centre d'ouvrages scolaires sont des organisations énormes disposant de réseaux étendus de librairies.

Malgré ce réseau de distribution bien établi il existe encore beaucoup de problèmes à la base de la distribution de livres au Kenya. Il existe un certain manque de compréhension entre les éditeurs, les libraires et les distributeurs. Les libraires ressentent le fait que les éditeurs puissent vendre directement aux utilisateurs (les écoles, autres organisations scolaires) et les éditeurs reprochent aux libraires de ne pas faire assez d'efforts.

Les autorités ont pris note du besoin d'une politique nationale du livre et il est évident à l'heure actuelle que les décideurs apportent leur soutien à l'établissement d'un Conseil national du développement du livre pour réguler les activités dans le domaine de la publication et pour harmoniser les rapports entre l'état et les éditeurs privés.

Le financement

Le gouvernement n'assure plus le financement des livres de texte. Des sondages récents révèlent que 93 pour cent des achats de livres de texte sont effectués par les parents avec de l'aide de leurs familles et que le gouvernement ne subventionne que le sept pour cent restant.

Sous les mesures dites de 'partage des coûts'' (le secteur de l'éducation tombe dans cette politique) les parents doivent couvrir les prix élevés de livres qui sont à peine abordables lorsque l'on considère les autres dépenses auxquelles ils doivent faire face.

Actuellement il existe plusieurs agences de financement qui fournissent une aide financière au Kenya: la Banque mondiale, CODE, Sida, ACDI, UNESCO, UNICEF, ODA, la Fondation Obor, la Fondation Dag Hammarskjöld participent tous au soutien de l'industrie de l'édition mais l'aide ne suffit pas aux besoins.

Sources

Costs and financing of teaching today and learning materials study, ARA Sage Management Consultants, 1995.
The book market in Kenya today, Lily K. Nyariki and Ruth L. Makotsi, 1994.

ETUDE DE CAS: **NAMIBIE**

Général

Le gouvernement de Namibie procure une éducation primaire gratuite et obligatoire. Le Ministère de l'éducation et de la culture essaie en même temps de procurer l'éducation secondaire à titre gratuit pour tous ceux qui réussissent à compléter leur éducation primaire avant l'âge de seize ans. Après l'indépendance en 1990, un nouveau programme scolaire a été mis en place pour remplacer le programme scolaire de l'Afrique du Sud. Le lancement de ce nouveau programme a placé tous les éditeurs sur un pied d'égalité car ils ont tous dû développer des livres complètement nouveaux. Le marché est grand ouvert à l'expansion et donne aux éditeurs les plus ambitieux l'opportunité de relever un défi.

Les éditeurs et l'édition

Il existe quatre éditeurs namibiens spécialisés dans les livres de texte. Il appartiennent tous au secteur privé ou sont affiliés à des éditeurs étrangers divers sud-africains ou britanniques. Les éditeurs ont utilisé leurs liens avec l'étranger pour reproduire en Namibie, sous licence ou avec des droits de reproduction, des livres initialement publiés outre-mer. L'adaptation de livres étrangers était nécessaire compte tenu de l'introduction rapide des nouveaux programmes scolaires qui ne permettait pas de procéder au développement normal des livres de texte. Il existe en Namibie une Association d'éditeurs et un Conseil du développement du livre.

Depuis l'indépendance trois projets importants pour le développement d'ouvrages scolaires en science, en anglais et en sciences sociales ont été initiés par l'organisation hollandaise non-gouvernementale Ibis, NAMAS (organisation namibienne de Norvège) et le Centre pour les sciences sociales appliquées (CASS).

La production

Seules trois des imprimeries de Windhoek produisent régulièrement des livres de texte. En général, l'impression de livres ne couvre qu'une toute petite proportion de l'ensemble de leur travail et profit. Windhoek Printers, l'imprimerie la plus grande de Namibie, imprime seulement 10 pour cent des livres de texte dont près de 70 pour cent sont imprimés en dehors de la Namibie. Les principales raisons de l'impression des livres de texte à l'étranger sont les coûts élevés et les longs délais de livraison des imprimeurs du milieu.

L'achat et la distribution

Un nouveau système d'appel d'offres a été organisé en 1994 entre le Ministère, les librairies et les éditeurs. Sous ce système chaque école est contactée directement par une librairie et les éditeurs font une promotion plus énergique de leurs produits au sein des écoles. Les écoles continuent de sélectionner leurs livres de texte mais elles ne

choisissent pas le distributeur ou le vendeur, puisque ceci est arrangé sous un système d'appel d'offres par le Ministère des finances et de l'éducation et la culture. Les écoles placent leurs commandes auprès du Ministère. Sous le nouveau système d'appel d'offres c'est la responsabilité de la librairie de distribuer les livres directement aux écoles. Le problème essentiel pour les écoles réside dans une manque de place pour le stockage des livres.

Le financement
Le Sida a aidé l'achat de livres de texte pour les nouveaux programmes des collèges secondaires en fournissant 888 494 Rands en 1991. La Communauté européenne a fourni 3 103 030 Rands en 1992 pour le même projet. Il n'y a pas de nouveaux projets en cours sur le développement de livres de texte et il n'est pas certain qu'il y en ait au cours des prochaines années ou qu'une aide financière soit allouée.

Source: *Study on Textbook Provision and the Feasibility of Cooperation among SADCC Countries,* R.C. West and E. Maasdorp, 1994.

Figure 3.2 Modes de fourniture des livres de texte en Afrique sous-saharienne

Pays	***Education primaire***		***Education secondaire***	
	Simple	***Multiple***	***Simple***	***Multiple***
Bénin	✓	✓		
Botswana	✓		✓	✓
Cameroun		✓		
Ethiopie	✓		✓	
Ghana	✓			✓
Kenya		✓		✓
Lesotho	✓	✓	✓	✓
Malawi	✓			✓
Mali	✓			✓
Mozambique	✓		✓	
Nigeria		✓		✓
Sénégal	✓	✓		✓
Tanzanie	✓		✓	✓
Togo	✓			
Ouganda	✓			✓
Zambie	✓			✓
Zimbabwe		✓	✓	✓

Source: Ministères de l'éducation de chaque pays

Modes de fourniture des livres de texte

La figure 3.2 présente les diverses modes de fourniture de livres de texte dans un échantillon de pays sous-sahariens. Ces modes de fourniture correspondent à un milieu de l'édition nationalisé ou contrôlé par l'état (le système à un seul ouvrage scolaire), ou à un environnement compétitif ou commercial de l'édition (système à plusieurs ouvrages scolaires).

Huit des 17 des pays-échantillons continuent d'utiliser le système du livre de texte unique pour la publication de matériel éducatif dans le primaire. Un de ces pays permet aussi le choix de titres parallèles pour certains sujets. Le système à livre de texte unique signifie un marché réglé par le gouvernement mais certains de ces pays (par exemple, le Malawi, la Tanzanie et la Zambie) sont en transition vers des marchés ouverts et la libéralisation de l'édition des livres de texte. Dans trois pays il existe un choix de titres parallèles pour chaque sujet. Cinq pays accordent des possibilités limitées de titres alternatifs pour certains sujets seulement.

La variété d'ouvrages scolaires disponibles dans un système à plusieurs livres de texte souligne la possibilité pour l'acheteur de choisir librement parmi plusieurs titres. La concurrence dans un tel système devrait en principe fournir une gamme de choix de qualité et permettre de maintenir les prix à un niveau raisonnable.

Les titres parallèles sont plus fréquents au niveau secondaire qu'au niveau primaire. Une des raisons à cela est que plusieurs pays ont à la fois des écoles secondaires privées et publiques et que les écoles privées sont libres d'utiliser n'importe quel livre. En principe, l'accès à des titres alternatifs crée des opportunités commerciales aux éditeurs, mais elles sont souvent limitées. Le nombre d'utilisateurs possibles des livres de texte est souvent si petit que le volume des ventes ne permet pas aux éditeurs d'investir dans la production de livres de textes de haute qualité ou de mettre en place des réseaux de vente et de livraison étendus.

Conclusion

Les comparaisons entre les systèmes divers d'approvisionnement ne doivent pas être trop simplifiées. La pertinence d'un certain système est lié au fonctionnement du système en termes réels et à la façon dont il soutient les buts scolaires établis.

Le système d'approvisionnement seul est insuffisant pour donner une vue d'ensemble de l'édition. Les auteurs de la politique ne doivent pas être incités à croire en des solutions de 'libération' simplistes ou autres. Par exemple, le passage d'un système centralisé à un système libéralisé en matière de l'édition de livres de texte n'entraînera pas nécessairement l'amélioration des services et de la qualité. Les politiques seules ne suffisent pas. Des stratégies claires et des plans sont nécessaires pour l'application de politiques et pour concrétiser les questions de fonctionnement.

Il serait présomptueux de fournir des recommandations globales pour obtenir un système d'édition et de fourniture qui convienne. Un système qui marche (du point de vue aussi bien de la demande ainsi que du fournisseur) doit tenir compte de la situation de chaque pays: par exemple, le climat général industriel, les politiques, le niveau des entreprises d'édition en place ainsi que les demandes et besoins en livres de texte. Il existe plusieurs alternatives entre un système nationalisé ou strictement contrôlé par le gouvernement et un système complètement libre. Même dans un système spécifique il existe plusieurs options possibles pour chaque fonction. Un système contrôlé par le gouvernement n'est donc pas nécessairement une structure dont toutes les fonctions sont complètement closes. Ce système peut, par exemple, utiliser des services du secteur privé pour la production et la distribution.

Il y a actuellement, dans plusieurs pays africains, une tendance de libéralisation et d'ouverture des systèmes d'édition. Les systèmes libres donnent plus de choix aux utilisateurs des livres de texte et aux éditeurs que les systèmes de monopole. Un système libre devrait toutefois être une fin en soi. Sa valeur doit être mesurée par l'équilibre qu'il achève entre la demande et la fourniture et répondre à la question: comment la liberté d'édition soutient-elle la liberté de choisir des outils appropriés à l'enseignement et à l'apprentissage? La société (par l'intermédiaire du gouvernement et du Ministère de l'éducation) peut influencer cet équilibre par des interventions liées au financement, au développement des programmes et à l'approbation des livres de texte.

DEMANDE ET FOURNITURE

Les décisions sur le type de livre de texte à publier devraient être basées, ainsi que nous l'avons indiqué dans le chapitre deux, sur des appréciations quantitatives, qualitatives et financières. Le point de départ devrait être une idée sur les moyens de couvrir au mieux les besoins pédagogiques et leurs coûts en ce qui concerne le processus technique de l'édition. En principe, ces considérations devraient être les mêmes que les livres soient publiés dans un système centralisé ou par des éditeurs commerciaux et qu'il s'agisse d'un système à livre unique ou à choix multiple.

Qualité et quantité des livres de texte

La qualité d'un livre de texte dépend du *contenu* (la couverture, l'objectivité, l'accent et l'organisation du matériel), la présentation (le livre est-il approprié à la situation en classe? le vocabulaire convient-il? quels sont ses facteurs de motivation?) aussi bien que de *la conception* et *des illustrations* (l'à propos du format, de l'utilisation des couleurs, l'équilibre entre le texte et les illustrations, la typographie, la qualité du papier). Tous ces éléments doivent être étudiés avant de commencer à préparer un manuscrit. Examiner sérieusement certains de ces éléments importants signifie aussi prendre en considération les coûts d'un livre de texte: le nombre de pages, le format, l'utilisation de couleurs, la typographie et les matières premières affectent tous directement les coûts.

Malheureusement, l'examen simultané des questions financières et qualitatives n'est pas coté très haut dans l'édition africaine. L'une des principales raisons à cela est la prédominance des systèmes à livre unique contrôlés par le gouvernement ce qui veut dire qu'il n'y a pas d'alternatives qualitatives à utiliser comme base de comparaisons sur le prix ou la qualité. Les administrations des maisons d'édition commerciales, par ailleurs, devraient se concentrer davantage sur le rapport qualité/coûts pour assurer leur concurrence et leur rentabilité au nom des propriétaires des maisons devant lesquels ils sont en fin de compte responsables.

Les besoins quantitatifs de manuels scolaires sont liés à la population

scolaire, au nombre de sujets et au nombre de titres nécessaires par sujet. Le nombre de livres nécessaires dépend aussi du nombre de copies achetées par élève et de la durée de vie du livre. Plusieurs élèves sont souvent obligés de partager un livre et ce livre est utilisé par trois ou quatre tranches d'âge. Le lectorat (qui devrait être examiné comme le nombre d'utilisateurs potentiels) est toutefois un question différente de celle du nombre d'exemplaires nécessaires. Les estimations de la production doivent être basées sur:

- le nombre de nouveaux exemplaires nécessaires
- le nombre potentiel d'exemplaires en stock
- les besoins de remplacement des vieux livres de texte

Les figures 4.1 et 4.2 montrent le nombre de sujets, les proportions de livre par élève et la durée de vie des livres de texte pour l'éducation primaire et secondaire dans certains des pays – échantillons.

Le nombre de sujets enseignés ne varie pas énormément d'un pays à l'autre. Les objectifs pour l'éducation primaire sont souvent liés aux notions élémentaires de la lecture, des maths et des sciences. Le nombre de sujets est par conséquent réduit tout comme le nombre de titres. Le très grand nombre de copies de chaque titre dont a besoin l'éducation primaire représente, toutefois, un grand défi du point de vue de l'édition et de l'achat de livres.

Les objectifs pour le rapport de livre par élève dans l'éducation primaire varient de un pour un à un pour trois (un livre par sujet et par classe pour chaque élève, ou des livres partagés par deux ou trois élèves pour un sujet spécifique). Selon la majorité des réponses reçues au cours de cette étude, ces objectifs sont généralement atteints. Ces informations ne sont toutefois pas dignes de foi car il n'existe que très rarement des statistiques ou un compte-rendu systématique des données concernant la situation des écoles.

Pour les pays où cette information est disponible, la moyenne de vie des livres de texte est de trois ans. Généralement les livres appartiennent à l'école et sont réutilisés par les élèves de différentes tranches d'âge.

Plus importante que le nombre de livres dans les écoles serait une information sur l'utilisation du livre. Il est évident que dans certains pays, même si les livres sont disponibles il ne sont pas toujours utilisés. Il y a des raisons variées à cela: les directeurs d'écoles veulent garder pour l'avenir des livres qu'ils ne reçoivent que rarement et les enseignants ne savent pas comment utiliser les livres de texte, etc.

Il y a d'habitude un plus grand nombre de sujets dans l'éducation secondaire que dans l'éducation primaire et par conséquent un plus grand nombre de titres est nécessaire. En outre, l'importance relative de livres de texte (pour travailler indépendamment) est plus grande au niveau secondaire et il existe une volonté de fournir aux étudiants un exemplaire individuel des livres lorsque c'est possible. Un rapport de un livre par étudiant est par conséquent un objectif commun.

Figure 4.1 Nombre de sujets, proportion livre/élève et durée de vie des livres dans l'éducation primaireion

Pays	*Education primaire*			
	No. de sujets de base	*Proportion livre/élève*		*Durée de vie des ouvrages scolaires (ans)*
		Planifié	*Actuel*	
Botswana	5	1:1	1:1	3
Cameroun	5	NP	NP	NP
Ethiopie	4	1:2, 1:3	1:2, 1:3	3
Sénégal	5	1:1	NP	3
Tanzanie	5	1:3	NP	3
Togo	4	1:1	1:1	3-4
Zambia	5	1:2	1:4	3
Zimbabwe	5	NP	1:7	3

Source: Ministères de l'éducation de chaque pays NP: non précise

Figure 4.2 Nombre de sujets, proportion livre/élève et durée de vie des livres dans l'éducation secondaire

Pays	*Education secondaire*			
	No. de sujets de base	*Proportion livre/élève*		*Durée de vie des ouvrages scolaires (ans)*
		Planifié	*Actuel*	
Botswana	10	1:1 – 1:6	1:1 – 1:6	3
Cameroun	5	NP	NP	NP
Ethiopie		1:2, 1:3	1:2, 1:3	3
Tanzanie		1:1	NP	3
Togo	5		1:10	3-4
Zambie	5	1:1	1:2	4
Zimbabwe	8	NP	NP	3

Source: Ministères de l'éducation de chaque pays NP: non précise

Comme nous l'avons indiqué plus haut, il existe souvent un choix libre de livres de texte pour l'éducation secondaire dans les pays appliquant le principe du monopole de l'édition à l'éducation primaire. Ceci présente des opportunités aux éditeurs privés mais il arrive que ces possibilités ne soient pas rentables. Le nombre d'utilisateurs potentiels (souvent dans les écoles privées seulement) est petit et donc le nombre de copies requises est beaucoup plus bas que pour les titres primaires. Ceci n'encourage pas de grands investissements en qualité. La concur-

rence étrangère est aussi difficile dans l'éducation secondaire et il est quelquefois plus facile aux éditeurs du milieu d'adapter un titre étranger que de recommencer à zéro. A la base d'une telle décision doit être une comparaison des coûts de licence et d'adaptation contre les coûts de développement d'un matériel nouveau, outre une analyse des éléments commerciaux comme l'attachement du client à des titres existants.

NOTES A FIGURE 4.3:

Le chiffre d'inscription d'élèves (1)
Pendant la période de trois ans utilisée dans l'exemple le chiffre d'inscription d'élèves dans l'éducation primaire et secondaire a indiqué une tendance à la hausse.

Les déterminantes quantitatives (2)
Celles-ci sont les variantes définies dans la politique de l'éducation pour les écoles publiques. Elles ne reflètent pas la situation réelle dans les écoles privées surtout dans l'éducation secondaire.

Le nombre de titres est lié aux sujets pour lesquels des livres sont nécessaires. Les chiffres prennent une moyenne de titres comme exemple et ne tiennent pas compte de variations annuelles possibles.

La proportion de livre par élève dans l'éducation primaire est de 3 (1 pour 3) c'est à dire que trois élèves partagent un livre. La proportion correspondante de livre par élève dans l'éducation secondaire est 1 pour 2 (deux élèves partagent un livre).

Les besoins (3)
Les besoins sont calculés selon des déterminantes quantitatives. Les chiffres dans cet exemple sont des moyennes et ne reflètent pas nécessairement les variations de chaque titre. Il n'est pas possible d'obtenir un chiffre précis de livres stockés par les écoles.

La production (4) et la distribution (5)
Elles sont présentées en chiffres totaux sans distinction entre les secteurs primaire et secondaire.

On a fait des comparaisons entre la production actuelle et les besoins ainsi que entre la distribution actuelle et la production actuelle et enfin entre la distribution actuelle et les besoins (5.3)

Conclusion
La production annuelle de livres de texte a été inférieure aux besoins estimés pour cette période de trois ans. Des difficultés de distribution ont également entraîné une réduction du nombre de livres de texte disponibles.

Les raisons essentielles pour lesquelles la fourniture n'a pas couvert la demande résident dans l'absence d'informations commerciales et le manque de fonds.

Figure 4.3 Besoins contre production et distribution

1 Inscriptions	***1993***	***1994***	***1995***
Primaire, classes 1-7	3,733,000	3,793,000	3,872,000
Secondaire, classes 1-6	168,000	174,000	184,000
TOTAL	3,901,000	3,967,000	4,056,000
2 Déterminantes de quantités			
Nombre de titres			
Education primaire	5	5	5
Education secondaire	7	7	7
Proportion livre/élève (1=1:1 etc.)			
Education primaire	3	3	3
Education secondaire	2	2	2
Durée de vie des livres (Taux de remplacement)			
Education primaire	60	60	60
Education secondaire	65	65	65
3 Besoins			
Primaire, classes 1-7	3,733,000	3,793,000	3,872,000
Secondaire, classes 1-6	382,200	395,850	418,600
TOTAL	4,115,200	4,188,850	4,290,600
4 Production			
(a) Actuelle	*1993*	*1994*	*1995*
TOTAL	3,393,000	4,161,000	2,293,000
(b) Différence entre la production actuelle et les besoins			
	1993	*1994*	*1995*
TOTAL	-722,200	-27,850	-1,997,600
5 Distribution			
(a) Actuelle	*1993*	*1994*	*1995*
TOTAL	3,230,000	3,608,000	2,853,000
(b) Différence entre la distribution actuelle et la production actuelle			
	1993	*1994*	*1995*
TOTAL	-163,000	-553,000	560,000
(c) Différence entre la distribution actuelle et les besoins			
	1993	1994	1995
TOTAL	-885,200	-580,850	-1,437,600
% Différence	-21.5	-13.9	-33.5

Sources: Basic Statistics in Education 1991-95, MoEC, 1996.

Dans un système centralisé, l'édition de livres de texte est plutôt orientée vers la production que vers la commercialisation. En principe, les éditeurs d'un monopole devraient connaître le nombre exact d'utilisateurs de livres de texte (voir plus haut) et produire un nombre déterminé de copies selon des objectifs spécifiques. Toutefois, en pratique la production est faite souvent sans aucune considération des besoins réels des utilisateurs: les écoles reçoivent les livres selon un plan sur lequel elles n'ont aucune influence réelle et résultant en une fourniture sans rapport à leurs besoins.

Dans un système de libre marché, si un choix de plusieurs titres alternatifs est proposé aux clients, les éditeurs doivent aussi tenir compte de la concurrence. Donc, les estimations de ventes comprennent toujours *un élément de risque.* Les éditeurs essaient de prédire leur ventes afin de produire approximativement le nombre de livres qui suffira à la demande. S'ils ne produisent pas assez d'exemplaires, des clients seront mécontents et s'ils produisent un trop grand nombre de livres, ils encourront des coûts supplémentaires de stockage.

Une estimation précise de la production des ouvrages scolaires devrait être aussi bien dans l'intérêt des éditeurs de monopole que des éditeurs commerciaux. De telles estimations doivent être basées sur un *système d'information* fiable pour que tous les variantes du rapport ventes/production et de la distribution soient connues: le nombre de copies nécessaires selon le chiffre d'inscription des élèves, la proportion de livre par élève, la durée de vie des livres, leur taux de réutilisation et la quantité de livres stockés.

Les données actuelles indiquent qu'aucun des pays sous-sahariens ne dispose d'un système d'information aussi étendu. La conséquence, hélas, d'un tel manque d'informations est que la fourniture de livres scolaires ne peut satisfaire les besoins, ou si les besoins sont satisfaits c'est plutôt par hasard que à la suite d'une planification rigoureuse.

En faisant des estimations, les éditeurs privés doivent être encore plus précis que les éditeurs de monopole parce qu'ils assument eux-mêmes la responsabilité de leur erreurs. Malheureusement, les éditeurs et les autres participant au marché du livre commercial considèrent les informations liées aux ventes ou à leur part du marché par exemple, comme étant des informations sensibles et souvent ils ne veulent pas les partager avec les auteurs d'une recherche de marché.

La figure 4.3 ci-contre fournit une base pour des analyses de la fourniture de livres de texte. Les chiffres sur les besoins, la production et la distribution sont fondés sur la situation en Tanzanie (voir aussi l'étude de cas: Tanzanie, page 00). Elle compare les résultats de la fourniture de livres de texte avec les objectifs afin d'obtenir fournir une vue d'ensemble de la situation. Toutefois, un système efficace de planification et de contrôle nécessite des informations plus détaillées sous forme d'analyse par classe et par titre et qui ne sont pas présentées ici à cause d'un manque de données. Les données financières ne sont pas

disponibles pour cet exemple et par conséquent nous nous appuyons seulement sur les quantités globales de livres de texte.

Besoins financiers

Les besoins financiers, pour la publication ou pour l'achat, peuvent être calculés directement à partir du nombre de copies nécessaires. Les écoles, aussi bien que les autorités régionales et centrales devraient pouvoir facilement estimer la somme nécessaire pour financer les ouvrages scolaires, même à long terme, du moment que le nombre des inscriptions, le nombre de titres, le prix des livres et d'autres variables sont connus. Ces estimations doivent faire partie du plan d'ensemble de l'achat de livres de texte.

On retombe sur les questions de variables qualitatives et quantitatives d'ouvrages scolaires lorsqu'on manque de fonds: combien de livres sont nécessaires et quelle devrait être la qualité des livres de textes afin d'atteindre les objectifs scolaires voulus? Malheureusement, dans les pays africains, ces considérations ne sont pas basées sur des *comparaisons entre plusieurs alternatives.* Les déterminantes techniques (le nombre de pages, le format, les couleurs utilisées, ou les matières premières) ne sont ni chiffrées ni comparées avec des variables qualitatives. Si les fonds sont disponibles, même les pays les plus pauvres achètent pour chacun des livres imprimés avec des couleurs éclatantes (ou ils sont équipés de tels livres par les agences de financement).

Conclusion

Le point de départ à une décision sur le type de livre à publier devrait être une idée sur les moyens de couvrir au mieux les besoins pédagogiques et sur les coûts du processus technique d'édition. Les estimations de production doivent être basées sur le nombre de nouvelles copies nécessaires, la taille éventuelle du stock et les besoins de remplacement de livres périmés. Tout cela nécessite un système d'informations valable ce qui est, en fin de compte, la base des opérations réussies dans la fourniture de livres de texte. Ce système devrait être mis en place par les ministères de l'éducation en collaboration avec les éditeurs.

LES MAISONS D'EDITIONS: TAILLE, PRODUIT ET PROPRIETAIRES

Personnel et efficacité

La figure 5.1 donne des informations importantes concernant un échantillon de 34 éditeurs de 12 pays (Bénin, Botswana, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Namibie, Sénégal, Togo, Zambie, Zimbabwe). Les données sont classées en catégories selon le nombre moyen d'employés de chacun des 34 éditeurs.

Au cours de l'étude, un nombre limité d'éditeurs a donné des informations sur leur chiffre d'affaires et leur part du marché. Le total des trois groupes (I-III) d'éditeurs dans la figure 5.1 est donc inférieur au nombre global de l'échantillon. Les éditeurs qui ont fourni des informations quantitatives sur les ventes sont groupés dans trois catégories: I (chiffre d'affaires en 1995 supérieur à un million de US$), II (chiffre d'affaires en 1995 inférieur à un million de US$ et supérieur à un demi million de US$) et III (chiffre d'affaires en 1995 inférieur à un demi million de US$). Le nombre d'éditeurs dans chaque catégorie est indiqué à côté de la rubrique de chaque catégorie.

Figure 5.1 Chiffres importants pris dans un échantillon d'éditeurs

Données	*Editeurs*			
	Tous (34)	*I (5)*	*II (4)*	*III (7)*
A Nombre moyen de personnel permanent	23	49	18	10
• Nombre moyen de personnel rédaction et de conception	4	7	4	2
• Nombre moyen de personnel de vente	3	5	4	2
• Nombre de personnel restant (Administration, gestion, etc.)	16	37	10	6
B Chiffre d'affaires moyen, 1995, US$	NP	1,250,000	682,000	154,000
C Chiffre d'affaire/personne, US$	NP	25,510	37,889	15,400

Echantillon: 34 éditeurs de 13 pays NP: non précisé

Le nombre moyen de personnel permanent des éditeurs-échantillons est 23. Les plus grands éditeurs (Catégorie I) disposent en moyenne de 57 employés, les éditeurs en Catégorie II de 18, et les éditeurs en Catégorie III ont en moyenne 10 salariés.

Le nombre de personnel comparé avec le chiffre d'affaires peut fournir une idée de l'efficacité de la production de livres de texte d'une compagnie selon ses ressources humaines. Bien que les données financières de la figure 5.1 n'ont été fournies que par un nombre limité d'éditeurs (16) elles permettent néanmoins de faire certaines observations générales.

Le rendement le plus élevé par personne est en Catégorie II. Ces éditeurs réalisent un chiffre d'affaires qui est presque la moitié de celui des entreprises de Catégorie I, mais leur personnel est de beaucoup inférieur à la moitié de celui des plus grands éditeurs. Les éditeurs de la Catégorie Il ont relativement davantage de ressources de rédaction et de commercialisation que les grands éditeurs, mais disposent d'un moins grand nombre d'effectifs pour la gestion et l'administration. La plupart des éditeurs de cette dernière catégorie sont des éditeurs privés et ils sont visiblement plus conscients des coûts de personnel que les plus grands éditeurs (cet échantillon comprend deux grandes maisons d'édition para-étatiques).

Volume et valeur des ventes

L'édition de livres de texte est une entreprise qui nécessite une période relativement longue de préparation des manuscrits (écriture, correction, illustration, test etc.), des ressources humaines qualifiées et qui ont de l'expérience aussi bien que la possibilité de financer un tirage souvent important. Un éditeur de livres de texte traite des ventes institutionnelles (Ministère, écoles) impliquant de longues périodes de crédit et des coûts d'intérêt élevés. Du point de vue financier il faut que l'éditeur vende un assez grand volume de livres afin qu'il puisse continuer son entreprise à long terme. Des titres qui se vendent régulièrement forment la base d'une entreprise bien établie.

L'éducation primaire présente les meilleures possibilités d'avoir des grands volumes de vente. Dans une situation compétitive c'est aussi le domaine dans lequel il faut faire les plus grands investissements au niveau de la qualité et des grands tirages. L'achat centralisé de livres primaires est souvent un grand handicap pour les éditeurs car cette opération n'est effectuée qu'auprès d'un nombre limité d'éditeurs (souvent des compagnies para-étatiques). Un système d'essai peut aussi éliminer des éditeurs potentiels s'ils ne peuvent remplir les exigences qualitatives (surtout si les critères de qualité sont subjectifs). Un système à titre d'essai peut aussi entraver de nouveaux éditeurs si le système n'est pas transparent et juste.

A part la vente de livres primaires, les autres possibilités sont souvent restreintes. Toutefois, dans les pays à population importante et

surtout dans ceux ayant un nombre élevé d'écoles privées les livres secondaires peuvent offrir un marché potentiel raisonnable mais, partout, les titres généraux se vendent mal et n'aident pas l'éditeur à établir une base solide à la demande d'édition de livres de texte.

Il n'existe pas de données fiables disponibles sur le volume (nombre de copies) et la valeur des ventes des livres de texte dans les pays africains. Les éditeurs considèrent qu'il s'agit d'informations trop sensibles dans un milieu compétitif et ne fournissent que rarement des chiffres détaillés. Des conclusions générales sur la taille de marchés potentiels et même sur les coûts peuvent être tirées en utilisant le modèle de la figure 4.3 où le nombre de copies peut être calculé à partir des chiffres d'inscription, des proportions de livre par élève, la durée de vie des livres et le taux de réutilisation. Malheureusement, ces estimations ne fournissent qu'une base théorique pour la vente de livres de textes et ne correspondent pas aux ventes annuelles réelles.

Certains ministères de l'éducation achètent des livres en gros pendant un an puis n'achètent plus un seul livre pendant plusieurs années. Une telle politique de fourniture est logique du point de vue de l'échelle des économies (un grand tirage entraîne une réduction des prix) pour l'acheteur, mais elle tend à signifier que les livres perdus ou abîmés ne peuvent pas être facilement remplacés et cela n'incite pas l'éditeur à développer ses ventes ou ses réseaux de distribution. Sans ventes continues les éditeurs vivent au jour le jour et ils dépendent entièrement de grands contrats occasionnels qui n'apportent pas une base solide à leur entreprise.

Gamme et spécialisation

Selon la figure 5.2 (page suivante) la plupart des 32 éditeurs des 12 pays de l'échantillon publient toutes sortes de livres. Dix éditeurs de sept pays toutefois semblent nettement se concentrer sur les livres de texte. La part moyenne des livres de texte dans leur chiffre d'affaire total est de 83 pour cent et la part des autres titres est de 17 pour cent. La raison principale de l'importance des livres de texte est qu'il s'agit du secteur du marché disposant du plus grand potentiel et que les informations nécessaires à leur rédaction sont plus accessibles que pour les ouvrages plus généraux des autres domaines. Mais la plupart des éditeurs de l'échantillon sont incapables de se concentrer seulement sur les livres de texte, ils essayent donc d'utiliser toutes les possibilités de ventes.

La majorité des éditeurs (88 pour cent de l'échantillon) publient à la fois les titres recommandés au niveau primaire et des titres plus généraux. Il n'existe pas de décompte des ventes par catégorie et nous ne connaissons pas l'importance réelle des ventes du primaire. Comme l'achat des livres de texte est centralisé dans de nombreux pays, il n'est pas possible que la publication des livres de texte soit, pour tous les éditeurs, aussi importante qu'ils l'ont indiqué dans leurs réponses. Ces dernières reflètent peut être leurs désirs plutôt que la réalité.

Figure 5.2 Types de livres publiés

Categorie de livre	*Nombre d'éditeurs*	*% de l'echantillon des éditeurs*
Livres de texte approuvés/prescrits pour le niveau primaire	28	88
Titres généraux	28	88
Matériel de lecture supplémentaire pour les élèves	26	81
Livres de texte approuvés/prescrits pour le secondaire	25	78
Livres d'enseignants	19	59
Livres non-approuvés pour le niveau secondaire	17	53
Livres non-approuvés pour le niveau primaire	16	50

Echantillon: 32 éditeurs de 13 pays

Néanmoins la publication de livres de texte du primaire représente, lorsque c'est possible, le pilier des affaires d'un éditeur car elle peut apporter du volume et parfois des ventes continues. De façon similaire, la publication de livres de lecture supplémentaires peut fournir une stabilité commerciale si les ventes aux écoles sont continues et si les acheteurs privés s'intéressent à ces livres aussi.

Le nombre des nouveaux titres publiés au cours des trois dernières années et les estimations pour 1996 indiquées dans la figure 5.3 expliquent plus clairement la nature de l'édition africaine même si l'échantillon est un peu petit pour des comparaisons. Le tableau montre un volume de publication relativement petit. Même le nombre de nouveaux titres publiés par les plus grands éditeurs est petit et cela signifie qu'il est peu vraisemblable que des titres nouveaux soient publiés dans toutes les catégories. (Voir figure 5.2) chaque année. Beaucoup de petits éditeurs produisent au mieux quelques titres nouveaux chaque année et parfois aucun.

Le nombre de livres sur *la liste de fond* (voir figure 5.3) indique combien de titres un éditeur a en vente à un moment précis. Un nombre élevé de titres qui se vendent bien sur la liste de fond garantit la sécurité financière d'un éditeur. Une bonne gestion de la liste de fond, toutefois, implique la disponibilité des livres selon une estimation de ventes annuelles ou saisonnières.

Les propriétaires de maisons d'édition

Selon la figure 5.4 ci-dessous, les propriétaires sont essentiellement des éditeurs du milieu. Dans le cas de 80 pour cent des maisons d'éditions utilisées pour l'échantillon, les propriétaires du milieu représentent plus de 50 pour cent des propriétaires ce qui signifie qu'ils détiennent

Figure 5.3 Moyenne de nouveaux titres publiés annuellement en 1993–95 et projetés pour 1996 plus livres en fond

Année	*Grands éditeurs* Total du personnel: 30 or more	*Editeurs de moyenne taille* Total du personnel: between 10 and 30	*Small publishers* Total du personnel: less than 10
1993	26	8	6
1994	20	8	3
1995	19	11	4
1996 projetés	20	19	5
Livres en fond	*375*	*118*	*16*

Echantillon: 21 éditeurs de 11 pays

Figure 5.4 Propriétaires de maison d'édition du milieu et étrangers

Propriétaire	*Propriétaire du milieu 100%*	*Propriétaire du milieu entre 50 et 100%*	*Propriétaire du milieu entre 0 et 50%*	*Propriétaire étranger 100%*
Editeurs	17	7	2	4
Pourcentage (%) du total (30)	57	23	7	13

Echantillon: 30 éditeurs de 12 pays

une autorité certaine. Plus de la moitié des maisons d'édition appartiennent totalement à des propriétaires du milieu.

Toutefois, même si le pourcentage de maisons d'édition appartenant entièrement à des compagnies étrangères est relativement faible, leur influence est souvent beaucoup plus grande. Les ressources financières et humaines des compagnies étrangères sont souvent meilleures que celle des entreprises du milieu et les entreprises dont le siège est à l'étranger peuvent soutenir leur parent local de façon importante et variée. Bien que l'influence des éditeurs étrangers soit considérée négativement dans l'édition africaine, une propriété ou une administration étrangère fournit aussi des possibilités de collaboration et de transfert de savoir-faire et de technologie.

Conclusion

La conclusion la plus évidente et la plus significative de ce chapitre est que les gouvernements doivent trouver des fonds supplémentaires pour l'éducation. L'édition scolaire ne peut survivre si les fonds nécessaires à

l'achat de livres de texte ne suivent pas. Ceci ne s'applique pas seulement à l'achat de matériel essentiel mais aussi à l'achat régulier de matériel supplémentaire pour aider à établir et maintenir les réseaux de vente et de distribution du matériel éducatif. Il va de soi que ce financement doit être fait dans le contexte de la fourniture de services à l'éducation et non pas en tant que soutien spécifique à l'industrie de l'édition.

La résistance des éditeurs commerciaux à révéler des informations spécifiques sur leurs entreprises souligne la nécessité d'un échange d'informations à grande échelle. Le mieux serait que les organisations de l'industrie et le gouvernement travaillent ensemble pour analyser les marchés tant du point de vue de la demande que de celui de la fourniture.

Une priorité spéciale devrait être rapidement accordée à la formation d'administrateurs qui constituent l'élément fondamental de la bonne gestion des maisons d'édition. Les associations d'éditeurs, avec le soutien financier des gouvernements, doivent mettre en place une formation du personnel à tous les stades de l'édition. Cette formation devrait être intégrée aux études des média dans les Universités ou les Instituts universitaires.

LES FONCTIONS DE L'EDITION DANS UN ENVIRONNEMENT EN MUTATION

Etude du marché

Une étude de marché est rarement faite dans l'industrie de l'édition africaine et même dans les études spécifiques sur les livres de texte il est difficile de trouver une analyse appropriée des informations relatives aux marchés et à la commercialisation. Par ailleurs, lorsque l'édition est contrôlée par le gouvernement, les éléments tels la taille du marché, ses secteurs, le développement, la concurrence, les parts du marché et le pouvoir d'achat de clients actifs et potentiels n'intéressent pas les acteurs de ce système.

Il est tout de même surprenant que les groupes d'éditeurs comme l'APNET et les associations nationales d'éditeurs n'aient pas encore recueilli de données sur le marché du livre. L'analyse des problèmes de l'édition en général et de l'édition de livres de texte en particulier est, par conséquent, plutôt basée sur des opinions et des conjectures que sur des faits. Il va de soi que les décisions reflètent plutôt les points de vue des hauts fonctionnaires que les résultats d'une recherche ou des opinions professionnelles.

Influence des politiques pédagogiques

Les gouvernements africains, en tant que fournisseurs principaux de l'éducation, ont une lourde responsabilité sur la formulation de politiques qui influencent l'édition de livres de texte et l'éducation en général. La gamme de politiques concernant l'édition des livres de texte est vaste. Le monopole de l'état sur la fourniture de l'éducation, à l'exclusion de tout autre agent et compte tenu des ressources limitées de l'état est significatif. Le contrôle (en particulier par des processus d'approbation) du contenu des livres de texte a aussi une influence importante sur l'édition pédagogique. Le degré de risques pour un éditeur investissant dans un nouveau titre dépend beaucoup du système d'approbation et dans quelle mesure le manuscrit ou le livre doit être un produit final. Si le titre est rejeté, l'éditeur qui a dû présenter un livre imprimé pour l'évaluation va perdre un investissement de beaucoup

supérieur à celui d'un éditeur qui a pu présenter pour l'évaluation un manuscrit ou seulement une épreuve. Des systèmes d'approbation transparents, flexibles et précoces présentent moins de risques que des systèmes demandant des investissements coûteux sous forme de livres de texte déjà faits.

Des changements fréquents et non planifiés du programme scolaire figurent parmi les autres aspects de la politique pédagogique qui influencent l'édition scolaire. De tels changements peuvent entraîner des pertes financières importantes voire la faillite des éditeurs qui ont dans leurs entrepôts de grands stocks de livres devenus tout d'un coup invendables.

Toutefois, aucune des politiques scolaires décrites plus haut n'influence l'édition autant que l'absence, en général, d'un financement approprié aux besoins de l'éducation (voir aussi *Contrôle de la politique,* Figure 8.2 pages 104–5).

Préparation et évaluation de manuscrits

La figure 6.1 montre les options des éditeurs en ce qui concerne l'acquisition de manuscrits. Les options A et B sont les plus répandues au sein de l'édition complètement commerciale mais les modes E et F peuvent aussi servir des points de départ pour des éditeurs débutant dans l'édition de livres de texte et ne pouvant pas mettre au point des manuscrits en partant de zéro. L'option C est fréquente dans des situations de transition. L'option D opère dans l'édition d'état et représente un modèle de monopole dans lequel le développement du manuscrit est le travail exclusif d'une seule institution.

L'écriture est de plus en plus l'activité d'un groupe, même chez les éditeurs commerciaux, parce que la collaboration entre plusieurs auteurs tend à produire de meilleurs manuscrits que le travail d'un seul

Figure 6.1 Sources de manuscrits pour les livres de texte

Source de manuscrits	*Nombre d'éditeurs*	*% du total (30)*
A Les auteurs proposent du matériel non-commissionne	25	83
B L'éditeur commissionne des auteurs	25	83
C L'éditeur fait une offre pour des manuscrits écrits centralement par une organisation de développement de programmes scolaires	13	43
D L'éditeur reçoit automatiquement des manuscrits écrits par une organisation de développement de programmes scolaires	7	23
E Un éditeur publie sous licence des manuscrits étrangers	10	33
F L'éditeur adape des manuscrits à partir de matériel existant	12	40

Echantillon: 30 éditeurs de 13 pays

auteur. L'intérêt financier est un facteur important de motivation des auteurs et de l'écriture absent dans les pays où les auteurs du développement des programmes sont aussi les auteurs des livres de texte. En tant que fonctionnaires salariés, les auteurs des livres de texte employés par des organisations chargées du développement de programmes scolaires ne reçoivent que rarement des droits d'auteur. Les défenseurs de l'édition privée affirment que c'est vraisemblablement pour cette seule raison que les livres commissionnés à des auteurs par les éditeurs privés sont meilleurs que ceux qui sont produits par des organisations de développement de programmes scolaires.

Parmi les raisons données pour justifier l'utilisation des auteurs de développement des programmes pour la rédaction de livres de texte figure l'absence d'auteurs de livres de texte qualifiés. Ceci peut être vrai mais dépend aussi de la politique en vigueur sur les auteurs et l'édition de livres de texte. Aucun auteur individuel ou éditeur ne gaspillera son temps ou son argent à écrire ou publier des livres de texte s'il sait que son livre ne sera pas considéré par le système éducatif. De plus, l'écriture de livres de texte, comme toute autre aptitude, doit être développée par la formation et une pratique continue.

Si la publication doit être complètement commercialisée ainsi que les changements de politiques l'exigent dans de nombreux pays, des hommes et des femmes ainsi que des groupes identifiés par les éditeurs devront être investis de la qualité d'auteurs. Les organisations de développement de programmes scolaires devront alors retenir un rôle de conseiller auprès des éditeurs pendant l'élaboration du manuscrit afin que celui-ci soit du niveau fixé par les ministères de l'éducation. Une autre façon d'encourager les auteurs serait d'autoriser des enseignants, y compris ceux qui travaillent au développement des programmes, de passer des contrats individuels avec les éditeurs pour pouvoir préparer des manuscrits appropriés durant leur temps libre.

Dans chaque pays, il est indispensable que les éditeurs reçoivent l'assurance que leurs livres ont une chance égale d'être adoptés par le système scolaire avant qu'ils avancent les fonds nécessaires pour faire de leurs manuscrits des livres de texte.

Essais préalables et évaluation

Les résultats de cette étude montrent que, alors que l'essai préalable et l'évaluation des manuscrits sont souvent une exigence théorique des systèmes centralisés, cela n'est en pratique que rarement réalisé par les instituts de développement des programmes scolaires et presque jamais fait par les éditeurs commerciaux. Outre un manque de ressources financières pour ces exercices, il y a une tendance innée chez les auteurs à être satisfaits de leur travail s'ils sont protégés par une autorité officielle. L'essai est une entreprise coûteuse parce que des copies doivent être tirées en nombre suffisant pour qu'il soit significatif et même si elles ne sont que polycopiées, le coût peut être considérable. Un essai préalable doit couvrir des écoles de diverses régions pour être représen-

tatif et nécessite des ressources pour couvrir de nombreux coûts.

Les essais préalables et l'évaluation doivent toujours être exigés dans le développement de livres de texte parce que seule leur utilisation dans le contexte de la classe peut répondre aux questions que l'on se pose sur leur efficacité. Les organisations de développement de programmes scolaires devraient envisager leur responsabilité importante dans le processus d'évaluation des manuscrits et elles devraient encourager et aider les éditeurs à faire de l'essai préalable une étape régulière précédant la publication d'un livre de texte. Cela semble bien marcher au Zimbabwe et pourrait être imité par d'autres pays.

La question de l'évaluation des coûts des manuscrits pour les éditeurs est souvent posée. Il est compréhensible que les ministères de l'éducation et/ou les organisations de développement des programmes ne peuvent pas se permettre d'utiliser leur personnel pour évaluer gratuitement le coût des manuscrits pour les éditeurs. Mais par ailleurs, il est hors de question pour les éditeurs de publier des livres s'ils ne sont pas certains que ces texte seront approuvés ou recommandés. Les informations reçues des éditeurs indiquent qu'ils sont disposés à payer ce service surtout si c'est raisonnablement rapide et ne compromet pas le bon déroulement de leur calendrier.

Approbation

L'approbation des livres de texte est une question discutée au sein de l'édition africaine. Les deux méthodes actuellement utilisées sont:

- la prescription automatique des livres de texte écrits par les organisations de développement de programmes scolaires en tant que seuls ouvrages acceptables;
- la recommandation de plusieurs ouvrages scolaires outre celui écrit par l'organisation de développement des programmes scolaires.

Lorsqu'un seul livre de texte est autorisé sur l'ensemble du territoire, par classe et par élève, on ne peut qu'espérer qu'il sera aussi bon que possible. Dans une situation de compétition, ce sont les acheteurs et les utilisateurs qui déterminent la qualité des livres de texte en faisant un choix informé basé sur le prix et la qualité de chacun.

L'absence de compétition entre des livres de texte réalisés par des éditeurs différents doit être acceptée comme étant l'une des raisons de la lenteur du développement de livres de texte de qualité en Afrique. Par conséquent le mouvement de libéralisation de l'édition de livres de texte qui est en cours dans un certain nombre de pays ne sera achevé que lorsque plus d'un livre de texte sera approuvé par sujet et que les écoles ou les autres organisations agréées tels les comités locaux (régions) d'éducation pourront choisir, parmi plusieurs, le livre de texte qu'ils préfèrent.

Dans le cas où un système d'approbation est souhaité, il faudra, pour construire un système effectif, évaluer et définir ses objectifs, ses

critères d'approbation, les exigences de l'analyse ainsi que les besoins du système. Il y a un risque que sans des objectifs et des critères bien définis, un système d'approbation devienne une opération de longue haleine, coûteuse et, en dernier ressort, un obstacle au développement des livres de texte.

La figure 6.2 ci-dessous récapitule les aspects du développement des livres de texte du point de vue de l'appréciation et de l'évaluation. Différentes combinaisons de critères d'appréciation peuvent être appliquées en fonction des objectifs du système.

Si on veut un système d'approbation et de recommandation de nouveaux titres, il faut examiner attentivement la production et la valeur de ce système ainsi que les sommes nécessaires pour couvrir ses coûts. Plus le système est général, plus on a besoin de ressources humaines, d'argent et de temps. Toutefois un grand champ général d'action du système ne garantit pas toujours la qualité des livres de texte. La

Figure 6.2 Exemples de systèmes d'approbation

Definition des objectifs	***Criteres d'évaluation***	***Besoins du l'analyse***	***Besoins du systéme***
Aider les enseignants à choisir des livres de texte de qualité.	Contrôle de qualité basé sur la qualité du contenu et/ou la qualité apparente des livres de texte: • sont-ils adaptés au groupe cible • exactitude • lisibilité • clarté • durabilité .	Evaluation pédagogique: • essais sur le terrain • analyse d'experts selon certains critères sur un résumé du livre et /ou de chapitres échantillons ou de manuscrits complets avec de mises en page possibles ou des livres imprimés ou des combinaisons.	Critères à établir. • Système d'essai • Etablir un groupe d'experts • Estimer les coûts du système: réfléchir aux dispositions sur le financement
Maintenir le niveau de prix désiré.	Contrôle de prix basé sur les informations d'éditeurs et sur un prix abordable pour les acheteurs.	Evaluation financière contre des calculs préparés par des éditeurs et des variables économiques générales.	Etablir des formules de détermination de prix et des coûts.
Vérifier si correct dans le contexte socio-politique.	Contrôle du contenu basé sur des critères de la bienséance socio-politique.	L'analyse expert contre certains critères.	Etablir des critères.
Couvrir les besoins d'information de la classe et au niveau du livre de texte.	Prendre note des besoins minimum basés sur l'a propos pédagogique, leur exactitude et la qualité technique.·	Evaluation d'échantillons utilisant un liste directrice.	• Etablir une liste de contrôle. • Faire l'inscription de titres. • Etablir un système d'informations.

valeur finale et l'utilité des livres de texte ne peuvent souvent être constatées qu'après un usage intensif des livres de texte en classe sur une longue période de temps. Par conséquent, les ministres de l'éducation doivent considérer, alors qu'ils établissent ou qu'ils améliorent un système d'approbation, quels sont les aspects du contrôle des livres de texte qui devraient être pris en charge par les autorités et ceux qui peuvent être confiés aux éditeurs.

Aspects de la production

Publication assistée par ordinateur

La publication assistée par ordinateur (PAO) permet aux éditeurs de faire, seuls, du manuscrit un document prêt à l'impression. Cette technique fournit des moyens révolutionnaires de préparer des manuscrits d'une qualité supérieure et à un meilleur rapport coût-efficacité.

Le nombre d'éditeurs africains utilisant les techniques de PAO a augmenté considérablement au cours des dernières cinq années. Toutefois il est évident d'après la figure 6.3 que moins de la moitié des éditeurs fournissent ce service. Même s'ils ne possèdent pas leur propres ordinateurs, les éditeurs ont accès relativement facilement à des services de secrétariat qui agissent également en tant que spécialistes de la publication assistée par ordinateur (PAO). L'évolution de la PAO a eu un impact très positif sur la publication en Afrique et a été responsable de l'amélioration de la qualité des livres du point de vue de la conception et de la correction.

Le développement et la croissance de cette technique en Afrique comme partout ailleurs a été d'un grand bénéfice et a augmenté la capacité des éditeurs à contrôler la rapidité de création de leurs livres. Toutefois une idée fausse s'est répandue selon laquelle n'importe qui peut, maintenant, devenir un maître de la conception s'il a accès à la

Figure 6.3 Services de photocomposition utilisées par les éditeurs

Services de photocomposition et installations	*Nombre d'éditeurs (sur 26)*
Appartiennent à l'éditeur	12
Services extérieurs	7
Services extérieurs et intérieurs	8
Services étrangers	10 (32% des titres en moyenne)
L'installation de photocomposition appartient à l'éditeur	12
L'installation de PAO appartient à l'éditeur	9 Macintosh 6, IBM 3

Echantillon: 26 éditeurs de 10 pays

PAO. Des individus ayant moins qu'une maîtrise professionnelle de la PAO et de la conception se sont établis comme des spécialistes de la PAO et l'inclination des éditeurs à se reposer sur eux pour la mise en page et la conception a souvent produit des résultats désastreux.

Le fait est que, autant aujourd'hui que par le passé, la conception est un art spécialisé qui requiert une formation et une pratique constante. Les éditeurs ne devraient pas laisser cette responsabilité importante à d'autres à moins d'être surs qu'ils sont des professionnels qualifiés. Les éditeurs et en particulier les responsables de la rédaction doivent être capables de communiquer avec les responsables de la mise en page utilisant maintenant la PAO aussi bien qu'avec les imprimeurs. Il n'y a, aujourd'hui, aucune alternative à l'étude de la conception ainsi qu'à la compréhension des processus de production et cela qu'il s'agisse de l'éditeur ou du concepteur.

Les systèmes de PAO les plus appréciés sont les ordinateurs Apple Macintosh et les imprimantes à scanners pour les illustrations. Avec l'arrivée de logiciels basés sur Windows, l'avantage compétitif de Apple Mac sur les ordinateurs compatibles avec les IBM a disparu et les systèmes IBM sont de plus en plus utilisés.

La capacité en PAO est surabondante dans certains pays. En fait l'idée que chaque éditeur doit posséder un tel outil lorsqu'une unité peut être largement utilisée par plusieurs éditeurs devrait être considérée plus sérieusement par les éditeurs africains. La plupart d'entre eux ont des petites entreprises et n'ont pas des ressources financières et humaines leur permettant de publier plus que quelques livres par an. Étant donné les mises de fonds nécessaires à l'acquisition d'un dispositif de PAO tout équipé, il serait logique que deux ou trois petits éditeurs en partagent le coût plutôt que de devoir l'assumer seul. Une autre possibilité serait qu'une association d'éditeurs possède un dispositif et que ses membres louent ses services ainsi que c'est le cas en Tanzanie. Une telle disposition aurait en outre le bénéfice de fournir une source de revenus de fonctionnement à l'association.

Capacité de production

La capacité de production de livres, dans la plupart des pays africains est faible parce que l'installation de production est âgée ou périmée ou, et c'est le cas le plus souvent, parce l'administration manque d'expérience. Les services de production sont souvent achetés à l'étranger (Voir figure 6.4).

Il est évident que l'édition peut prospérer davantage là où l'industrie de l'impression est bien développée. L'Afrique du Sud, l'île Maurice, le Nigéria, le Zimbabwe et le Kenya ont les meilleures industries d'impression de l'Afrique sous-saharienne. L'île Maurice dans l'Océan Indien a une des meilleures industries de l'impression du monde et fait concurrence aux pays du Sud-est asiatique en offrant ses services aux pays d'Afrique et d'Asie. En Afrique francophone, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont des industries d'impression relativement bonnes. La déva-

Figure 6.4 Services de production achetés à l'étranger		
Services de production	***Moyenne (%) de services***	***Gamme (%) de services***
Services de photo composition achetés à l'étranger	12	0–97
Livres de texte imprimés à l'étranger	35	0–70
Autre services de production achetés à l'étranger: – papier (3 mentions) – services cartographiques(2) – encre (1) – film (1) – conception (1) – formation (1) – services d'experts conseils (1)		

Echantillon: 26 éditeurs de 12 pays

luation du franc CFA a contribué à rendre l'impression dans ces pays compétitive par rapport à l'impression en France.

La situation au Nigeria mérite quelques commentaires particuliers. Bien que ce pays dispose de tout ce qu'il faut pour avoir une industrie de l'impression aussi bonne que n'importe laquelle ailleurs dans le monde, il a été profondément affecté par les remous politiques aussi bien que par une distribution erratique du papier dûe à des fluctuations des taux de change pour les importations ainsi que le rationnement de l'énergie et des obstacles bureaucratiques concernant le paiement des éditeurs et des imprimeurs pour la fourniture de livres.

Dans un certain nombre de pays comme la Tanzanie, il existe une capacité adéquate d'impression depuis longtemps. Les politiques de monopole d'état qui ont confiné l'impression de livres de texte aux entreprises para-étatiques et exclu les imprimeurs privés ont été responsables du déclin des industries. L'absence de compétition pour les entreprises para-étatiques a entraîné un manque de soin, le gaspillage et une mauvaise qualité d'impression. Cette situation est train de changer en faveur de la compétition, d'une meilleure administration des ressources et d'une meilleure qualité d'impression.

Les matières premières

Pour les éditeurs et les imprimeurs les matières premières de base sont le papier et le carton de la couverture. Les autres matières premières comme l'encre, les pellicules et les matériaux de reliure ne présentent pas de dépenses importantes. Le coût du papier et du carton à relier pour de longs tirages revient à plus de 50% du coût total de production.

L'insuffisance de l'approvisionnement de papier est au coeur du problème dans les pays africains. L'autre problème important est la mauvaise qualité du papier. Peu de pays africains produisent du papier d'une qualité suffisante et en quantité suffisante pour satisfaire leurs besoins.

Figure 6.5 Accès à des matières premières du milieu		
Matériel	***Disponibilité dans le milieu***	
	No. d'éditeurs	***Disponibilité (%)***
Papier	14	55
Carton de reliure	11	64
Encre	8	74
Matériel réprographique	8	74

Echantillon: 31 éditeurs de 12 pays

Si du papier n'est pas disponible localement ou si la fourniture est inférieure à la demande, les marchands de papier profitent de la situation en accumulant des stocks et en vendant ensuite le papier à des prix supérieurs à ceux pratiqués sur le marché global. Les éditeurs ou les imprimeurs qui veulent acheter du papier à l'étranger ont besoin de devises fortes ou de larges sommes de devises locales en argent liquide pour importer du papier. Très peu d'éditeurs en ont les moyens.

Un autre aspect du problème réside dans l'efficacité du responsable des matières premières à éviter des gaspillages inutiles ou à prévenir les vols de papier car ceci a une influence importante sur les contrôles de coûts.

Commercialisation: circulation d'informations, vente, distribution

Informations des utilisateurs et libraires par les éditeurs

Les éditeurs utilisent des outils commerciaux variés pour informer leurs clients (utilisateurs, libraires, distributeurs) du contenu de leurs listes comme les titres disponibles et les prix.

La figure 6.6 indique comment un échantillon de 18 éditeurs dans 12 pays regardent l'importance de leurs outils de commercialisation. Les méthodes les plus répandues comprennent des annonces publiques, des listes de livres de texte et des catalogues. Ceci reflète une situation de commercialisation où le manque de livres de texte en général et de choix en particulier rend cette sobre information sur la disponibilité des produits suffisante.

On pourrait s'attendre à voir des méthodes de commercialisation personnelles jouer un rôle plus grand en Afrique où le dialogue est infiniment plus efficace qu'un catalogue impersonnel mais une information écrite est la façon la moins chère d'atteindre des groupes variés. Des méthodes personnelles plus coûteuses (comme les visites aux écoles ou des expositions) jouent un rôle de pivot lorsque la compétition augmente.

Figure 6.6 Importance des outils de commercialisation			
	No (of sample) regarding A-G as:		
Outil de commercialisation	***Plus important***	***Important***	***Moins important***
A Liste de livres de texte	10	5	2
B Catalogue de l'éditeur	4	4	1
C Visites aux écoles des représentants	4	7	3
D Catalogue national de livres de texte	3	2	0
E Distribution	3	3	3
F Publicité	2	3	4
G Expositions	0	5	6

Echantillon: 18 éditeurs de 12 pays

Figure 6.7 Méthodes utilisées par les libraires pour informer leurs clients			
Outil de commercialisation	***Utilise normalement***	***Parfois***	***Jamais***
Visites aux écoles	10	11	2
Annonces dans les journaux	6	13	4
Lettres	6	14	1
Expositions	6	12	4
Copies échantillons	5	7	4

Echantillon: 29 libraires de 15 pays

La figure 6.7 présente les méthodes utilisées par les libraires pour informer leurs clients. Les données ont été recueillies auprès de 29 libraires dans 15 pays. Il faut noter que, comparer aux éditeurs, les libraires utilisent des méthodes de commercialisation plus personnelles vis à vis de leurs clients.

En plus des méthodes de commercialisation décrites ci-dessus certains libraires utilisent aussi le téléphone (3), la radio (2), la télévision (1), les dépliants publicitaires (1) et des panneaux d'affichages.

Vente et distribution

Les éditeurs, distributeurs et les libraires utilisent chacun leur propres méthodes de vente et de distribution de leurs livres et déterminent leurs propres conditions commerciales. La figure 6.8 décrit les méthodes utilisées par des libraires afin de se procurer certains titres. Les deux premières méthodes – les éditeurs publient et offrent individuellement

Figure 6.8 Méthodes utilisées par les libraires pour s'approvisionner en livres		
Methode	***Oui***	***(%) du total***
Les éditeurs offrent des titres directement	19	76
Le libraire propose aux éditeurs de vendre leurs livres	18	72
Le libraire participe à un appel d'offres sur la distribution de livres publiés centralement	8	32
Le libraire représente un ou plusieurs éditeurs étrangers	8	32
Le libraire représente un ou plusieurs éditeurs du milieu	8	32

Echantillon: 25 libraires de 15 pays

Figure 6.9 Méthodes de commande utilisées par les libraires			
Methode de commande	***Utilise d'habitude***	***Parfois***	***Jamais***
Visites des clients aux librairies	27	2	0
Les commandes sont prises par le personnel de ventes	16	7	5
Formulaires envoyes aux clients	5	16	3
Commandes par la poste à l'initiative du client	3	13	7

Echantillon: 29 libraires de 15 pays

leurs titres directement à la librairie ou les librairies proposent aux éditeurs de vendre leurs livres – ne sont pas très différentes. Dans la plupart des pays d'Afrique sous-saharienne il n'existe qu'un petit nombre de librairies en dehors des capitales. De même, il n'existe que peu de maisons d'édition, seulement un ou deux dans certains pays.

Il y a donc voir une dépendance mutuelle plus étroite entre les libraires et les éditeurs qu'il y aurait dans une autre situation professionnelle car l'un et l'autre n'ont jamais autant dépendu de leurs confrères. Un des bénéfices de ces liens est que les informations circulent et que les relations personnelles sont très bien organisées.

La figure 6.9 démontre l'importance de visites personnelles, qu'il s'agisse des acheteurs – institutionnels ou privés – au libraire (normalement à une librairie) ou des vendeurs aux écoles ou aux responsables des achats de livres au niveau régional. Les méthodes de vente personnelles des libraires soutiennent leur contribution à l'information personnelle, ainsi que le montre la figure 6.8.

Les remises accordées par les éditeurs à leurs clients pour les livres de texte (voir figure 6.10) sont inférieures à celles des livres généraux qui peuvent atteindre jusqu'à 35 pour cent pour les détaillants et davantage pour les grossistes. Les remises plus basses aux acheteurs reflètent le haut volume de ventes de livres de texte aussi bien que la confiance

Figure 6.10 Remises accordées par les éditeurs (pourcentage moyen/ variation/nombre de réponses)

Acheteur	*Remise*	
	Livres primaires	*Livres secondaires*
Grossistes	15% /30–10/ 10	15% /20–10/ 10
Gouvernements	11% /25–2/ 12	11% /25–2/ 14
Détaillants	11% /20–2/ 15	10% /20–2/ 17
Ecoles	10% /20–3/ 16	10% /20–3/ 17
Particuliers	6.5% /20–0/ 14	6.5% /20–0/ 14

dans le marché et par conséquent les faibles coûts de stockage. Les remises plus basses reflètent aussi un risque de crédit moins élevé pour les détaillants ou les grossistes car les sources de financement des livres de texte sont généralement plus sures.

La remise aux acheteurs individuels demeure un objet de curiosité. On ne sait pas à quel point cette pratique est courante, mais le principe en tant que tel pourrait inciter les libraires à poser quelques questions sur le prix de détail.

La figure 6.11 montre que les éditeurs vendent normalement à crédit et que dans certains cas la période de crédit est considérable. Les gouvernements sont les plus mauvais payeurs et, avec eux, les périodes de crédit moyennes peuvent varier de deux à plusieurs mois. D'autres périodes de crédit sont relativement longues. En fait n'importe quelle période de crédit est un lourd fardeau financier lorsqu'elle est comparée soit avec la demande normale de paiement d'avance en espèces pour les services commandés par les éditeurs auprès des imprimeurs soit avec le taux d'intérêt élevé exigé par les banques.

On dit souvent qu'en Afrique sous-saharienne, les mauvaise routes et l'absence d'autres modes de transport présentent un obstacle important

Figure 6.11 Ventes par les éditeurs au comptant et à crédit

Acheteur	*Argent comptant*	*Credit*	*Période moyenne de credit (gamme)*
Particuliers	13	3	30 jours (30)
Détaillants	5	11	46 jours (30–90)
Grossistes	4	12	49 jours (7–90)
Gouvernements	4	12	64 jours (14–180)
Ecoles	3	13	43 jours (7–120)

Echantillon: 16 éditeurs de 10 pays

Figure 6.12 Délais de livraison des libraires pour les livres de texte	
Location	***Delai de livraison moyen (étendue de la durée)***
Environs de la capitale	4 jours (1–30)
Villes principales	5 jours (1–20)
Régions rurales	9 jours (3–45)
Régions éloignées	12 jours (3–60)

Echantillon: 19 libraires de 12 pays

à la distribution de livres. Toutefois, on peut voir dans la figure 6.12 et après des entretiens avec des éditeurs et des libraires que, en général, dans chaque pays, il est possible de transporter des livres aux régions les plus éloignées et que les livres arrivent à leur destination dans un délai de deux semaines. Les raisons pour lesquelles ces livres n'arrivent pas à leur destination doivent être cherchées ailleurs que dans le manque de moyens de transport. Contrastant avec la distribution planifiée des départements gouvernementaux, le secteur privé peut utiliser (et payer pour) une variété de mode de transport et de distribution et il choisira le moyen le mieux adapté à la destination, au délai de livraison et aux coûts. De plus, il est possible que le manque de motivation, l'incertitude au niveau du paiement après la livraison et l'absence de pression par les autorités scolaires contribuent aux délais notés de livraison.

Conclusion

Le succès dans l'édition qui a été défini comme étant: avoir le bon livre au bon endroit au bon moment et au bon prix ne peut être obtenu avec des dispositions *ad hoc* et des procédures inconsistantes. Il est de même pour les efforts au niveau de la commercialisation. Atteindre le 'bon' ne peut se faire qu'après une recherche persistante et il faut commencer cette recherche en étudiant les besoins des acheteurs et des utilisateurs.

Seul un climat de compétition peut fournir des alternatives réelles de sélection qualitative des livres de texte. La concurrence doit aussi mener à la naissance de services de commercialisation améliorés comme une meilleure information des utilisateurs par les fournisseurs, des procédures de commandes faciles, une bonne disponibilité de livres de texte et des livraisons rapides. De tels efforts nécessitent des investissements à long terme consistants.

CARACTERISTIQUES DE L'ACHAT ET DU FINANCEMENT

L'achat de livres de texte

Dans certains pays les livres de texte ont été et sont toujours distribués gratuitement. Ceci toutefois ne va pas durer dans les pays où les gouvernements n'ont pas les ressources financières nécessaires pour poursuivre une fourniture gratuite de livres. A cours et moyen terme toutefois, les gouvernements vont continuer de supporter la plus grande partie de ce fardeau.

L'industrie de l'édition dans la plupart des pays d'Afrique se trouve à des stades de développement différents et dans certains pays le contrôle de l'édition par les gouvernements va durer longtemps. Dans d'autres pays, le processus de transition du marché contrôlé au système de libre marché a déjà commencé. Dans ceux-ci, les gouvernements seront les moteurs de la croissance de l'industrie du livre de texte. Le marché très vraisemblablement se développera vers un plus grand choix de livres de texte basé en fonction de leur qualité et du pouvoir d'achat des parents et de leurs associations. Ceci mènera inévitablement à une réduction du rôle du gouvernement.

Il est clair que si des livres de texte de bonne qualité ne sont pas disponibles dans une proportion de un pour trois l'avenir de l'éducation africaine sera compromis quelque soit le fournisseur. Il est donc essentiel que d'autres organisations suppléent les efforts des gouvernements et des parents. Les organisations de donneurs de fonds aussi bien que les ONG (organisations non gouvernementales) régionales et internationales jouent déjà un rôle clef dans le financement des livres de texte. Les églises et d'autres organisations religieuses fournissent des livres aux écoles qui leur appartiennent ou qu'elles gèrent et à l'avenir elles devront assumer davantage ce rôle car les gouvernements n'arrivent pas toujours à atteindre leur objectif quant au nombre de livres par élèves.

Il n'y aurait que très peu ou pas de livres de texte dans la plupart des pays de l'Afrique sous-saharienne sans les donneurs de fonds et leurs aides de financement qu'ils s'agissent de bourses ou de prêts. Il reste à savoir si cette fourniture financière de livres de texte fait partie de la "gestion de l'édition en Afrique". Le fait que ces dons sont condition-

Figure 7.1 Financement d'achats 1995-96

Pays	*Source de fonds (%)*					
	Ministère	*DEO, PEO*	*Ecole*	*Parent*	*Projet*	*Autre*
Bénin	N/P		N/P	N/P	30 USAID, Banque mondiale	
Botswana	100					
Cameroun				100		
Ethiopie	30	ensemble			Sida 70	
Kenya	7			93		
Lesotho	100					
Malawi	10				90 Banque mondiale, ACDI	
Mozambique					100 Banque mondiale, Sida	
Sénégal	70			20		NGO 10
Tanzanie	20				80 Sida, Banque mondiale	
Togo					100 Japon, AfDB, Banque mondiale	
Zambie	40				60% Sida, FINNIDA, ODA, Banque mondiale, UE, UNICEF, British Council	
Zimbabwe	N/P			N/P	8 Sida, UE	

Source: Ministères de l'éducation pour chaque pays N/P: non précisé

nels aux bonnes relations entre le donneur et le bénéficiaire et que les prêts sont soumis à certaines conditions constituent deux des raisons de l'absence de plan à moyen et long terme dans le secteur du livre de texte et de l'éducation en général en Afrique. Ceci renforce aussi le rôle que les planificateurs africains jouent auprès des représentants des donneurs de fonds et des prêteurs. Les solutions au problème de la fourniture de livres de texte sont par conséquent inséparables des réponses au problème général de la dépendance du changement de la structure interne à des agents et facteurs extérieurs.

Disponibilité

Les figures 7.2 et 7.3 indiquent la disponibilité de titres scolaires dans les librairies et les ventes des libraires dans les différentes régions du pays.

Selon l'échantillon, une vaste majorité des libraires vendent tous les titres primaires et secondaires, mais seulement certains des livres de lecture supplémentaires. Les ouvrages scolaires de base représentent des ventes fiables tandis que les livres de lecture supplémentaires représentent des ventes moins certaines.

Les libraires sont plus sélectifs lorsqu'il s'agit des ventes de livres de littérature générale. Malheureusement, les données disponibles n'apportent aucune indication sur la densité du réseau de librairies ni sur les volumes de ventes dans les différentes régions du pays. Une estimation basée sur l'expérience indique, toutefois que la vente de livres est concentrée dans les villes les plus grandes et que les réseaux de librairies dans le reste du pays sont généralement plutôt rares. Jusqu'à quel point ceci est la conséquence d'un faible pouvoir d'achat et d'une distribution centralisée? Ceci devra être, pour les éditeurs, le but d'une étude de marché bien documentée.

Figure 7.2 Titres éducatifs disponibles dans des libraires

Ventes	*Primaire*	*Secondaire*	*Livres de lecture supplementaires*
Tous titres	24	22	7
Quelque titres	4	7	22
Aucune vente	2	1	0

Echantillon: 30 librairies de 15 pays

Figure 7.3 Ventes de librairies selon le territoires de ventes

Ventes	*Actives*	*Basses*	*Aucune vente*
Toutes régions	10	12	1
Régions sélectionnées	11	3	1
Quartiers sélectionnées	8	3	2
Villes sélectionnées	12	0	2

Echantillon: 22 librairies de 15 pays

Qui achète les livres de texte?

Selon la figure 7.4 les gouvernements sont les plus grands acheteurs de

Figure 7.4 Acheteurs auprès des éditeurs par pourcentage de volume		
Acheteurs	***Livres primaires***	***Livres secondaires***
Min de l'éducation/Siège	38	20
Ecoles	27	22
Librairies	17	42
Elèves/parents	14	12
Compagnie de distribution	4	4
Min de l'éd/Antenne régionale	0	0
Min de l'éd/Délégué local	0	0
TOTAL	100%	100%

Echantillon: 11 éditeurs de 9 pays

livres de texte, soit qu'ils les achètent directement de l'imprimerie dans des systèmes de monopole où les gouvernements eux-mêmes et les entreprises nationalisées sont les éditeurs, soit qu'ils se les procurent grâce à des dons financiers aux régions ou aux écoles pour l'achat des livres auprès des éditeurs du secteur commercial. Dans la plupart des pays les allocations budgétaires pour les livres diminuent et d'autres acteurs – les défenseurs de l'éducation en Afrique – interviennent de plus en plus souvent pour suppléer les faibles ressources financières allouées par les gouvernements à l'achat de livres.

Les ONG les plus importantes dans le domaine de l'éducation en Afrique sont les églises ou les organisations religieuses. Leur participation à la fourniture de livres de texte consiste en l'achat direct de livres de texte et leur distribution aux élèves de leurs propres écoles. Si elles ne sont pas propriétaires d'école, ces églises ou ces organisations participent indirectement à la fourniture de livres de texte en octroyant de bourses aux écoles et aux communautés. D'autres ONG donnent des livres ou soutiennent la publication de livres et des projets de rachat dans lesquels un nombre déterminé de livres est acheté à l'éditeur et offert à des bibliothèques.

Il n'existe pas d'informations ni de données disponibles sur l'étendue des contributions de parents et d'associations de parents à l'achat de livres de texte dans les pays d'Afrique sous-saharienne. Leur contribution est plus importante dans certains pays que dans d'autres. Dans les pays ou l'édition commerciale est le système principal, leur contribution tend à être plus grande que dans les systèmes de monopole centralisé.

Livres gratuits ou partage des coûts?

La raison d'être de la gratuité des livres de textes existe toujours mais partout la tendance est vers le partage de coûts et il ne semble pas possible de l'éviter. La question qu'il faut se poser est de savoir si l'ensemble de la population d'un pays donné est incapable de contribuer à l'achat de livres scolaires ou si de nombreux parents pourraient participer à l'acquisition des livres de texte si on leur donnait la possibilité de choisir les méthodes et le moment du paiement? L'opinion a été exprimée que de nombreux parents pourraient contribuer en nature ou espèces à l'achat des livres s'ils pouvaient être convaincus que les livres ne sont pas un droit lié à l'éducation et si leur contribution pouvait être abordable et organisée de façon efficace. Il ne faut pas sous-estimer non plus l'importance des associations parents-enseignants.

Les systèmes d'approvisionnement

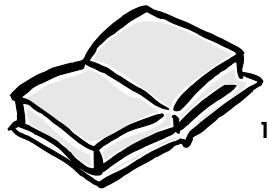
Les systèmes d'approvisionnement sont enracinés dans les systèmes de valeurs politiques adoptés par les pays soit tout de suite après l'indépendance, soit en résultat de l'expérience de leurs premières années d'indépendance. Le système de libre marché et ceux contrôlés par les gouvernement déjà décrits dans le chapitre 3 ont des dimensions politiques bien que leur aspect idéologique puisse être et soit souvent exagéré. On trouve des systèmes contrôlés par le gouvernement dans les pays où le libre marché opère et dans les pays au fonctionnement contrôlé par le gouvernement on trouve aussi des aspects du libre marché.

Les critères pour ces systèmes d'approvisionnement ont été basés sur les prévisions d'efficacité, d'égalité et de gestion des ressources. Le système de planification centrale était fondé sur les économies d'échelle: c'est à dire que l'utilisation d'une seule source spécialisée de manuscrits avec un seul éditeur et un distributeur unique entraînerait une intégration et une maximalisation de l'efficacité et des économies. L'expérience a prouvé le succès limité de ce modèle par rapport au modèle plus libre qui a fait la preuve de sa réussite en produisant davantage de livres ainsi que des livres de meilleure qualité.

La transition du système contrôlé par le gouvernement à un système de libre marché libre pose un nombre de questions sur les nouveaux critères pour l'approvisionnement. Ces questions portent sur:

- l'étendue de la gratuité et du partage de coûts,
- l'opération et la gestion des fonctions de l'édition et de la distribution dans les cas où la capacité institutionnelle est faible ou absente,
- les maisons d'édition du milieu contre les maisons d'édition transnationales,
- la base réaliste des appels d'offres compétitifs à titre international, en tenant compte du fait que de tels systèmes n'adressent que rarement le processus entier d'achat et de livraison à l'utilisateur final.

Figure 7.5 Structure du coût moyen d'un ouvrage scolaire



PRIX DE DETAIL	**100%**
Remises libraires	23%
Paiement à l'auteur (rémuneration)	11%
Coût de production (matières premières, travail pré-impression, impression, reliure)	32%
Commercialisation (publicité, vente)	9%
Distribution	9%
Frais généraux de l'éditeur et profit (personnel, gestion, financement, profit)	16%

Sample: 23 éditeurs de 12 pays

Structure des coûts

La structure de coûts de l'édition en Afrique n'est pas fondamentalement différente de ce qu'elle est ailleurs dans le monde. Les différences se situent au niveau de la disponibilité des ressources et de l'efficacité de la direction, l'échelle des opérations et dans la taille du marché. Dans la figure 7.5, la structure des coûts moyens d'un livre de texte est divisée en fonction de ses éléments importants, et on a montré la proportion qu'ils représentent dans la structure de coûts du prix de détail.

1. Coûts de production

La production représente le principal coût individuel (32 pour cent du prix de détail). Le coût de production comprend les matières premières (le papier, le carton de reliure, les pellicules, les plaques, l'encre), le travail avant le tirage (composition, travail pré-impression, assemblage, fabrication des plaques) l'impression et la reliure.

Le coût des apports, du papier et des autres matériaux qui sont souvent importés en Afrique est l'élément le plus important de la production. Le coût du papier seul peut revenir à 80 pour cent des dépenses totales de la production d'un livre dans certains cas (26 pour cent du prix de détail dans le cas mentionné ci-dessus).

Les coûts de production varient énormément entre les titres nouveaux et les titres réimprimés. De plus, ils dépendent de déterminantes techniques tels la taille d'un livre, le nombre de pages, le nombre de couleurs utilisées, le type de papier, le type de reliure etc. Ces choix importants doivent être effectués au début du processus. Ceux qui participent à la préparation d'un manuscrit (auteurs, correcteurs, concepteurs, illustrateurs) doivent être au courant de ces coûts pour

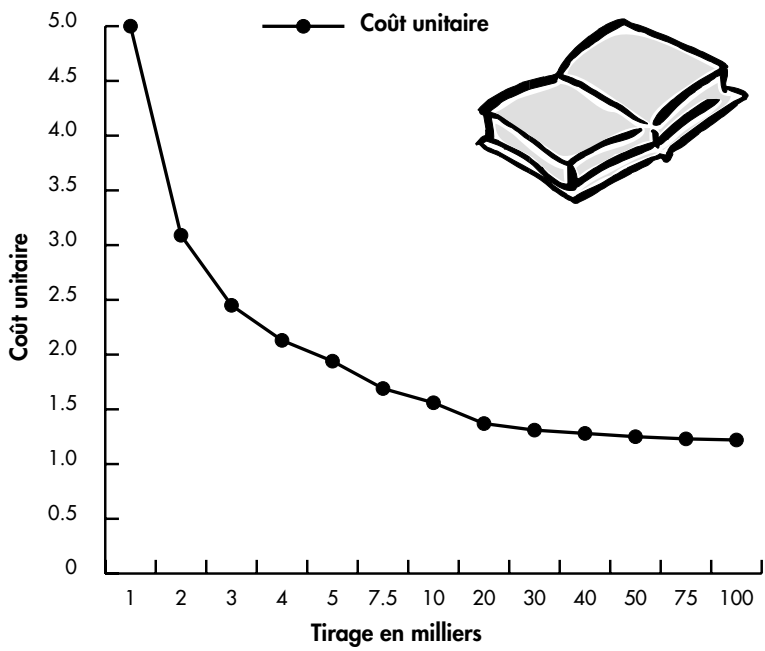
pouvoir offrir des solutions économiques. Les variables pédagogiques et techniques doivent être considérées ensemble afin d'arriver à une solution idéale. En d'autres termes, les coûts peuvent et doivent être planifiés. Puisque le papier est l'élément le plus cher, il va de soi que la décision la plus importante au sein de la production sera le type et la qualité de papier à utiliser. Malheureusement, les éditeurs africains sont limités par le fait que le papier n'est souvent pas disponible et que lorsqu'il l'est, il existe rarement un grand choix de types, de qualité ou de prix.

Le prix d'un livre spécifique dépend de la nature du livre (taille, nombre de pages, couleurs), mais aussi du coût total divisé par le nombre de copies tirées. Ce dernier, le coût unitaire, est important dans la détermination du tirage optimal et pour fixer le prix de marché.

La figure 7.6 ci-dessous, donne un exemple de l'effet du chiffre de tirage sur le coût de production de l'unité d'un titre spécifique. L'exemple ne peut être considéré en tant que coût type car le coût change selon les spécifications d'un livre et selon l'équipement utilisé pour la production.

L'ensemble des coûts de production d'un livre peut être divisé en des *coûts fixes* et des *coûts variables.* Le total des coûts fixes (dépenses avant l'impression) n'est pas affecté par le nombre de copies imprimées. Ce chiffre comprend la transformation de textes et d'illustrations, le travail pré-impression, l'assemblage et la fabrication de plaques. Le coût de ce travail est le même quelque soit le nombre (1 000 ou 10 000) de copies imprimées. Les coûts variables changent selon le nombre de copies

Figure 7.6 Effet du tirage sur le coût unitaire de production



produites. Lorsque le chiffre de tirage augmente, la quantité de papier utilisée augmente, le nombres d'heures de fabrication augmente, etc.

Pour calculer le coût unitaire d'un livre, il faut diviser les coûts fixes et les coûts variables par le nombre de copies imprimées. Donc, le coût de l'unité diminue avec un plus grand nombre de copies imprimées. Dans la figure 7.6 on peut voir la vitesse à laquelle chute le prix de l'unité au fur et à mesure que le tirage augmente. L'avantage d'un grand tirage diminue toutefois lorsque le nombre de copies atteint 40 à 50 000 dans cet exemple. La part des coûts pré-impression (coûts fixes) par copie est si petite qu'un grand tirage ne réduit pas de façon signifiante les coûts unitaires.

En déterminant un chiffre de tirage optimal, l'éditeur doit considérer les *économies d'échelle.* Il existe un danger qui consiste à généraliser l'application du modèle de la figure 7.6. L'échelle de la production ne réduit pas les coûts de production mais elle augmente les coûts de production et diminue les coûts unitaires. L'idée qu'il est possible de faire des économies si on imprime 40 000 livres au lieu de 10 000 peut être fausse. Si on n'a besoin que de 10 000 copies (ou si on ne s'attend à n'en vendre que 10 000) l'investissement pour en produire 30 000 de plus afin de réduire le prix unitaire est un gaspillage ou implique des dépenses supplémentaires de stockage et de gel du capital jusqu'à ce que ces livres deviennent nécessaires.

Le point de départ d'une analyse des économies d'échelle ne peut pas se situer au niveau du processus de production. Les premières décisions doivent concerner la qualité du produit du point de vue de l'utilisateur (au niveau de la qualité technique et du contenu) et le nombre approximatif de copies nécessaires. Seulement lorsque ces objectifs auront été définis, l'éditeur pourra-t-il commencer à considérer les moyens de les atteindre. Dans le cas où ces objectifs optimaux se révèlent impossibles à atteindre du point de vue du prix ou de la technologie, il conviendra de les réviser et de revoir les moyens de les réaliser.

2. Coûts de commercialisation

Les coûts de commercialisation (remises, promotion, vente et distribution) comprennent toutes les démarches nécessaires pour livrer les livres aux utilisateurs. Ils représentent le plus grand pourcentage du coût, (dans la figure 7.5 ces coûts constituent 41 pour cent du coût total du livre et se décomposent ainsi: remises aux libraires 23%, commercialisation 9%, et distribution 9%). Cette proportion importante est compréhensible car l'édition dépend énormément des efforts de commercialisation: identifier les besoins, faire connaître les livres et les faire parvenir aux clients.

La commercialisation, ainsi que nous l'avons décrit précédemment (voir pages 63–67) est la plus grande faiblesse de l'édition africaine. Les études du marché, la promotion et la vente ne sont pas faites correctement et systématiquement ou des ressources insuffisantes leur sont allouées. Les coûts de distribution sont élevés à cause des défaillances

de l'infrastructure routière et ferroviaire et l'absence d'autres réseaux de distribution.

3. Coûts de développement

La rédaction, la correction, la conception, l'illustration appartiennent tous au processus de développement (la préparation d'un manuscrit). Certains des participants à ce processus peuvent faire partie du personnel permanent de l'éditeur, mais des rédacteurs, des illustrateurs et des concepteurs indépendants sont aussi souvent utilisés. Les coûts du personnel permanent sont inclus dans les frais généraux de la maison d'édition tandis que les coûts de personnel indépendant sont inclus dans le coût de production. Le pourcentage de frais généraux des éditeurs (16% dans la figure 7.5) comprend d'autres éléments et ne peut pas être seulement considéré comme coût de développement.

Dans des systèmes commerciaux, les auteurs ne sont pas, généralement, des auteurs professionnels à plein temps. Ils reçoivent normalement une somme calculée d'après un pourcentage spécifique des ventes du livre (droits d'auteur). L'auteur reçoit sa rémunération pendant la vie du livre pour chaque copie vendue. La rémunération moyenne de 11 pour cent dans la figure 7.5 représente les droits d'auteur pour les livres de texte du primaire et du secondaire.

4. Autres coûts

Les frais généraux d'édition comprennent le coût du personnel permanent et donc aussi le coût de la gestion et de l'administration. Les coûts de financement et les profits sont aussi inclus dans cet exemple.

Le chiffre de 16 pour cent de frais généraux de la publication est bas comparé à l'édition internationale où ce chiffre varie entre 25 et 35 pour cent. Cette structure différente peut avoir plusieurs raisons: on utilise plutôt du personnel indépendant que du personnel permanent, les pourcentages d'autres éléments des coûts sont exagérés ou non fondés sur la réalité, ou encore certains éléments de coûts divers sont définis de façon différente.

Un des autres éléments du coût dans de nombreux pays est l'impôt sur les ventes. Il y a en outre d'autres taxes comme le droit de timbre et l'impôt à la source. L'imposition des livres de texte n'est pas toujours logique surtout si le gouvernement est le seul acheteur: il prend alors, simplement, l'argent d'une poche pour le remettre dans l'autre. Les éditeurs se plaignent souvent que les taxes élevées sur les ouvrages scolaires et sur les matières primaires sont les seuls obstacles importants à l'industrie de l'édition. Toutefois, s'il est vrai que, appliquée attentivement la fiscalité peut aider l'édition, il demeure qu'une réduction de la taxation ne résoudra rien s'il y a des problèmes structuraux fondamentaux dans l'industrie de l'édition du milieu. Enfin l'imposition ne devrait pas pénaliser l'industrie du milieu en la plaçant dans une situation plus difficile que ses rivaux étrangers si l'objectif est la création d'une industrie du milieu.

Il n'y a aucune donnée disponible dans cette étude sur l'imposition des livres de texte dans les différents pays africains. C'est là une des informations que les associations d'éditeurs et l'APNET pourraient fournir pour clarifier les différences régionales dans le domaine des coûts.

Détermination du prix

Le processus de la détermination du prix de vente des livres est à la base de la production de revenus. Par conséquent chaque éditeur s'efforce de trouver de meilleurs moyens d'augmenter leurs revenus et d'obtenir le profit souhaité. Le prix de vente doit couvrir les coûts comme déjà indiqué dans ce chapitre, mais il doit aussi accorder un bénéfice (une marge) pour permettre la production de capital et pour rendre possibles les investissements de l'éditeur.

Pour des raisons déjà citées, les informations sur les coûts et les prix sont insuffisantes mais les données obtenues sont appliquées aux méthodes et principes suivants pour donner une vue d'ensemble de la situation en Afrique.

On peut présenter la détermination de prix comme une équation à trois éléments: *prix, coûts* et *profits.* Un des trois éléments peut former la base théorique de divers principes d'établissement du prix selon le facteur visé en tant que but économique commercial:

(a) Coût unitaire + profit = prix
(b) Prix – coût unitaire = profit
(c) Prix – coût unitaire = prix unitaire

La formule (a) *Coût unitaire + profit = prix* est encore courante en Afrique. Le principe indique une situation de marché où la concurrence est petite et dans laquelle un éditeur peut espérer obtenir le prix qu'il demande. Il calcule son coût unitaire, ajoute le bénéfice et arrive au prix de détail.

La formule (b) *Prix – coût unitaire = profit* convient à la situation où un certain niveau des prix doit être pris en considération en tant qu'élément capital d'un marché hautement compétitif. Grâce à une recherche de marché, l'éditeur connaît le prix qui convient à un livre spécifique. Il essaye ensuite d'ajuster son coût unitaire par rapport à ce prix de telle façon qu'il puisse obtenir le profit désiré.

La formule (c) *Prix – profit = prix unitaire* illustre la situation où le prix du marché est au point de départ mais dans lequel l'éditeur est prêt à ajuster son pourcentage de profit pour garder le coût unitaire à un niveau souhaité.

Les exemples (b) et (c) reflètent une situation compétitive dans laquelle les éditeurs doivent faire preuve d'une grande flexibilité pour ajuster les prix, les coûts et les bénéfices pour obtenir une équation bénéfique.

1. Marge supplémentaire

Le premier principe de la détermination de prix (a) est souvent appliqué à la marge supplémentaire. Le coût de production de l'unité est multiplié par un coefficient qui dépend de la structure de coût et des frais généraux de l'éditeur. Par exemple, si le coût de production de l'unité est d'environ un tiers du coût total, le coût de l'unité est multiplié par le coefficient 3 et donne le prix au détail:

Coût de production de l'unité x 3 = prix au détail
exemple: US$ 1,50x 3 = US$ 4,50

La méthode est très simple mais aussi peu exacte. Il vaut mieux n'utiliser cette méthode que pour des estimations approximatives afin de déterminer le niveau acceptable des coûts de production et de prix, sinon il serait dangereux de l'utiliser de manière mécanique et pour tous les types de titres sans considérer les variables au niveau des coûts. Il est essentiel d'utiliser une méthode plus précise, surtout en Afrique, où les coûts de financement et les taux d'inflation peuvent être très élevés.

2. Profit brut

Les deux autres principes (b) *Prix – coût unitaire = profit* et (c) *Prix – profit = prix unitaire* sont basés sur les situations dans lesquelles le but est soit le profit soit l'obtention d'un coût unitaire précis. Dans les deux cas, le prix est le point de départ et il reflète l'espoir de l'éditeur de trouver un équilibre entre le prix demandé et le prix que les acheteurs veulent payer. Dans une situation compétitive un éditeur doit aussi tenir compte des prix de leurs concurrents.

Si un profit est le but (formule b) il faut ajuster le coût de l'unité afin d'atteindre un prix raisonnable (acceptable par les clients). Au cas où le coût de l'unité (voir formule c) doit être fixé à un niveau défini, l'éditeur doit ajuster son bénéfice pour obtenir un prix acceptable.

Ces principes nécessitent parfois des calculs avec plusieurs choix de

Figure 7.7 Méthode de la détermination de prix basée sur le profit brut

		%
Ventes	80 000	100
remises (23%)	18 400	23
Ventes net	61 600	77
rémunérations (11%)	8 800	11
Chiffre d'affaires	52 800	66
coût de production (Ici: illustrations directes , conception, traitement de texte, impression, reliure)	25 600	32
Profit brut	**27 200**	**34**

Prix = US$ 4.00
Nombre de copies à vendre
= 20,000
VENTES = 20,000 x US$ 4.00
= US$ 80,000

prix, de coût unitaire et de marges. On utilise alors une méthode de "profit brut". Le profit brut (marge) est déterminé comme un pourcentage moyen qui doit contribuer aux frais généraux, aux coûts de financement etc. La figure 7.7 ci-dessous donne un exemple de cette méthode en utilisant les pourcentages de remises et de droits d'auteur de la figure 7.6.

Les données de la figure 7.7 sont similaires à celles d'un compte de profits et de pertes. Elles sont basées sur le même principe de comparaison du revenu et des coûts. Toutefois, cette méthode abandonne le calcul du bénéfice brut. Elle suppose qu'un pourcentage moyen spécifique couvre les frais généraux, les frais de financement et autres coûts moyens donnant un profit moyen désiré. Ce n'est pas toujours le cas dans la réalité surtout dans un milieu compétitif, lorsque les différents titres ont différentes exigences quant à la couverture de leurs coûts et profits. La structure de coût peut varier de titre en titre et cette façon de penser 'coût moyen' peut entraîner des résultats économiques désastreux. Cette méthode peut donc, elle aussi, être critiquée pour être simpliste et parce qu'elle ne réussit pas à donner une image réaliste de la détermination des prix.

Toutefois, si le calcul est poursuivi plus longtemps (en utilisant le compte de profit et perte comme modèle) il peut donner une vue d'ensemble de la structure de coûts et donc toutes les données nécessaires sur les prix.

3. Profit net

Cette méthode prend compte des variations entre des titres différents. Le calcul est le même que dans un compte de profits et de pertes (voir ci-dessus). Il est donc facile de comparer la rentabilité d'un seul titre avec celle d'un groupe de livres ou même de toute la compagnie.

Les éléments variés de coûts utilisés dans cette méthode reflètent les coûts directs et indirects. Les coûts directs tels les remises et d'autres éléments des coûts de commercialisation, droits d'auteur, et coûts de production peuvent être attribués à un titre spécifique. Au contraire, les coûts indirects tels les frais généraux peuvent être considérés comme des coûts moyens reflétant la structure de coûts d'une compagnie, plutôt que les coûts d'un seul titre.

Cette méthode facilite aussi l'évaluation des coûts de financement ce qui est indispensable dans les pays où les taux d'intérêt et d'inflation sont élevés. Malheureusement, beaucoup d'éditeurs oublient cette catégorie de coûts lorsqu'ils disposent de leur propre capital et ne la considèrent que lorsqu'il s'agit d'un prêt bancaire.

La figure 7.8a donne une exemple simplifié d'un calcul du profit net. Les éléments des coûts sont présentés selon les informations de la figure 7.4 et ils reflètent des coûts moyens d'un échantillon d'éditeurs.

Dans cet exemple le résultat économique estimé serait négatif. Le profit d'opération ne couvre pas les coûts de financement ni les taxes. Soit le prix est trop bas, soit les coûts sont trop hauts. L'éditeur peut

Figure 7.8(a) Méthode de détermination des prix par le profit net (1)

		%
Ventes	80 000	100
moins remises (23%)	18 400	23
Ventes net	61 600	77
moins rémunérations (11%)	8 800	11
Chiffre d'affaires	52 800	66
moins coût de production	25 600	32
Profit brut	27 200	34
moins frais généraux (34%): (rédaction, gestion, commercialisation, administration)	27 200	34
Profit d'opération	0	0
moins coûts de financement et intérêt	2 640	3.3
moins autre coûts (4%) (dépréciation, impôts)	3 200	4
Profit net	**5 840**	**11.06**

Prix = US$ 4.00
Nombre de copies à vendre = 20,000
VENTES = 20,000 x US$ 4.00 = US$ 80,000

Coût unitaire = US$ 1.28
Ventes estimées = 20,000 copies
COÛTS DE PRODUCTION = 20,000 x US$1.28 = US$ 25,600

Intérêt à 30% du coût total de production et fais généraux @ 20% de taux annuel. Durée du prêt: 10 mois.

essayer d'ajuster l'un ou l'autre ou les deux. Si le prix seul est ajusté, il faut une augmentation de plus de 30 pour cent pour atteindre un résultat positif. Avant d'augmenter le prix l'éditeur doit décider si les acheteurs sont disposés à payer ce prix.

Si, par contre, l'éditeur choisit d'ajuster seulement les coûts, cela sera plus facilement effectué en adaptant les coûts de production et de commercialisation, car ils sont plus flexibles que les autres. (Il serait peut être difficile de changer de manière unilatérale les remises des libraires, la rétribution des auteurs et les coûts de financement, ou de réduire les frais généraux dans un court délai). Dans l'exemple donné, une réduction des coûts de 25 pour cent serait nécessaire pour atteindre un profit net positif. Toutefois, les changements techniques nécessaires à la réalisation de ce profit pourraient altérer dramatiquement ce livre.

Donc, un éditeur peut plus facilement atteindre un résultat final positif en diminuant le coût de production et augmentant le prix de détail simultanément.

Dans la figure 7.8b les coûts de production ont été réduits de 15 pour cent. Ceci devient possible par exemple en réduisant le nombre de pages, la qualité du papier ou le nombre de couleurs. En même temps le prix au détail a été augmenté de 15 pour cent. Ces deux éléments ensemble donnent à peine un profit net positif. Quel devrait être le niveau satisfaisant de profit net? C'est à chaque éditeur de répondre à cette question selon ses objectifs commerciaux.

Figure 7.8(b) Méthode de détermination des prix par le profit net (2)

		%
Ventes	92 000	100.00
moins remises (23%)	21 160	23.00
Ventes net	70 840	77.00
moins rémunérations (11%)	10 120	11.00
Chiffre d'affaires	60 720	66.00
moins coûts de production	21 760	23.65
Profit brut	38 960	42.35
moins frais généraux (34%) (rédaction, gestion, commercialisation, administration)	31 280	34.00
Profit d'opération	7 680	8.35
moins coûts de financement et intérêt	3 713	4.04
moins autre coûts (4%) (dépréciation, impôts)	3 680	4.00
Profit net	**287**	**0.47**

Le prix a été augmenté de 15% et est passé de US$ 4.00 à US$ 4.60.
Nouvelles ventes = 20,000 x US$ 4.60.

Le coûts de production ont été réduits de 15%.

Le profit brut est passé de 34% dans la Figure 7.8(b) à 42.35%.

L'intérêt sur 30% du coût total de production et frais généraux @ 20% de taux annuel. Durée de prêt, 14 mois.

La méthode de profit net aide davantage l'éditeur à examiner toutes les possibilités d'équilibrer les coûts et les profits. Si l'éditeur désire effectuer d'éventuels ajustements de coûts, des estimations de profit et coût doivent être disponibles à un stade précoce du processus alors que des décisions importantes sur les variables techniques sont toujours possibles. Ces estimations peuvent alors permettre de diriger le processus dans la direction voulue.

Il n'est pas possible d'obtenir une idée absolument exacte des coûts d'un titre particulier dans n'importe lequel des modes de fixation des prix. Il est impossible d'attribuer tous les coûts à un poste spécifique car il y a toujours des coûts imprécis, tels les frais généraux, qui doivent être considérés qu'approximativement. Ces pourcentages sont souvent calculés d'après des comptes de profit et de pertes des années précédentes et ceux-ci, en tant que données historiques, ne reflètent pas la situation actuelle.

Par ailleurs, les mathématiques ne constituent qu'un des outils de la détermination de prix et parfois la situation commerciale et l'état de la concurrence auront un influence plus importante sur les prix. Un éditeur peut avoir pour objectif de conquérir une partie déterminée du marché et il peut, par conséquent, être disposé à abandonner des gros profits dans ce but.

Comparaison des prix

Le prix des livres de texte peut seulement être évalué au niveau de la qualité. Un acheteur veut savoir quelle qualité un éditeur peut offrir en relation avec le prix. Le rapport prix/qualité est justifié même s'il n'y a qu'un seul titre disponible.

Les comparaisons entre le prix et la qualité deviennent indispensables lorsqu'il existe un choix. De façon générale, on admet que à qualité égale le prix doit être égal et qu'une meilleure qualité justifie un prix plus élevé. La qualité d'un livre a souvent un sens différent selon l'acheteur, des comparaisons réelles et justes ne sont donc possibles que si les critères qualitatifs et les principes techniques de l'évaluation sont connus. La qualité doit être jugée en fonction du but pour lequel le livre de texte a été écrit. On doit aussi considérer les variables techniques tels la qualité du papier, le nombre de pages, la taille, ou le type de reliure. Dans le contexte africain certaines comparaisons de prix/qualité sont d'un intérêt spécial:

(a) entre les produits de maisons d'édition du milieu (entre concurrents);
(b) entre les produits de compagnies publiques et privées;
(c) entre les produits de compagnies du milieu et internationales.

Les comparaisons entre les produits de compagnies du milieu (a) montrent souvent que les éditeurs ont tendance à suivre de très près les prix de leurs concurrents. Des séries de livres ont le même prix même si les livres individuels sont très différents. On ne sait pas si ces prix sont basés sur des informations commerciales, sur les moyens de la clientèle ou si c'est simplement trop risqué pour les éditeurs de varier le prix des livres qui sont déjà sur le marché.

Les comparaisons directes entre les produits de compagnies publiques et privées (b) ne sont pas possibles. Les compagnies publiques de monopole ne prennent, d'habitude, pas en compte tous leurs frais généraux ni dans leurs études du prix de revient ni dans leur détermination de prix et c'est pour cette raison que leurs prix ne peuvent être comparés directement avec le secteur privé.

Dans les comparaisons à caractère international (c) les prix des livres de texte africains sont souvent bas. (Le fait qu'ils sont considérés élevés par rapport au pouvoir d'achat interne est un tout autre problème). A nouveau, il est souvent difficile de comparer des prix réels (par opposition aux coûts), en particulier dans le cas d'achats de gros, en utilisant un processus d'enchères qui n'inclut pas la totalité des fonctions de l'édition, telles la commercialisation et la distribution. Pareillement l'importance de conquérir un marché de taille joue un rôle primordial pour les entreprises internationales lorsqu'il s'agit de fixer un prix alors qu'une entreprise du milieu tiendra moins compte de cet objectif.

Rentabilité

Les figures 7.8a et7.8b présentent la rentabilité d'un seul titre, mais le même principe peut être utilisé pour un groupe de livres ainsi que pour l'ensemble d'une compagnie d'édition. Le profit mesure la capacité d'une entreprise à produire un revenu par les ventes comparées aux dépenses nécessaires pour réussir ces ventes. Cette mesure peut aussi être précisée par la comparaison des niveaux de profit de cette entreprise avec ceux d'autres éditeurs, ou en évaluant les fluctuations de leur part du marché.

Le profit brut moyen des éditeurs africains indiqué par cette étude était de 34 pour cent (12 éditeurs de 8 pays, variation entre 15 et 70). La portée est très large. Il en est de même de celle des autres éléments de coûts (voir Figure 7.9). Il est clair que les besoins de profit de chaque éditeur sont très différents, et que la question d'un niveau approprié de profit ne peut être abordée de façon générale.

Les pourcentages moyens et les calculs des exemples cités dans ce chapitre ne donnent qu'une vue d'ensemble sur l'étude de coûts et de la fixation des prix. Le profit varie entre chaque titre, entre les séries de livres et entre les entreprises. La fondation d'une bonne rentabilité consiste en une structure de ventes dans laquelle la majorité de ventes reposent sur des titres qui se vendent de façon régulière et avec un bénéfice. En général un éditeur de livres de texte peut espérer réaliser de telles ventes grâce aux réimpressions. Comme les coûts primaires (développement, l'illustration) sont déjà payés (on espère) dans le contexte de la première édition d'un livre, la réimpression devient plus avantageuse. Un éditeur qui peut prédire des ventes régulières aux réimpressions peut prendre les hautes marges de profit de ces réimpressions en compte lorsqu'il fixera le prix initial du livre (éventuellement en vendant à perte pendant la première année mais en recoupant ces pertes les années suivantes). Il peut, par conséquent, partager le bénéfice des ventes solides des réimpressions avec ses clients grâce à des coûts faibles, surtout dans le contexte d'une grande compétition.

Figure 7.9 Variations de la structure des coûts

Categorie de coûts	***Moyenne % du prix du détail***	***Variation en % du prix du détail***
Remises aux libraires	23	5-30
Rémunération	11	5-15
Coûts de production	32	15-60
Coûts de commercialisation	9	2-20
Distribution	9	8-30
Profit brut	34	15-70

Echantillon: 23 éditeurs de 12 pays

Dans l'industrie de l'édition africaine, il n'est pas toujours possible de tenir compte de vente solide à long terme à causes des incertitudes qu'affronte un éditeur. Par exemple, les restrictions budgétaires signifient que les ministères de l'éducation et les écoles sont incapables d'acheter des livres de texte de façon régulière. Les tirages différents auront donc des prix différents. L'éditeur et son client perdent tous les deux l'avantage des économies d'échelle.

Outre les ventes aléatoires, d'autres inconnues doivent être prises en considération dans la fixation des prix (comme le niveau d'intérêt élevé et le taux d'inflation, les retards de paiements, le risque de créances non recouvrables, ou de changement rapide du prix des matières premières). Malheureusement cette étude ne nous a pas fourni d'informations sur la façon dont les éditeurs, lors du calcul des prix, réagissent face à ces éléments divers. Il est clair que souvent ces incertitudes entraînent des prix beaucoup plus élevés que dans un pays où il existe une industrie bien établie et des conditions stables. L'établissement et la production d'industries d'édition du milieu en Afrique implique l'acceptation de prix réels plus élevés qu'ils ne le sont actuellement afin de créer les conditions nécessaires à une concurrence réelle.

Besoins financiers de l'éditeur

Ce qui suit est basé davantage sur des informations générales obtenues au cours de l'étude à l'issue d'entretiens que sur des données recueillies dans les questionnaires. Les informations reçues des éditeurs se sont présentées sous la forme de déclarations très générales et n'ont pas donné l'occasion de constats détaillés de leur situation financière ou de la situation dans les différents pays.

L'édition est une entreprise nécessitant une perspective relativement longue pour sa planification financière. Dans le cas d'une édition à longue échelle de livres de texte, il faut normalement deux à quatre ans pour la préparation de nouveaux manuscrits, les essais, la production, la commercialisation et la distribution. De façon similaire il faut plusieurs années avant qu'un nouvel éditeur puisse développer et commercialiser un nombre suffisant de titres afin de créer une base assez solide à des ventes continues. Seul un nombre suffisant de livres de texte se vendant régulièrement garantit, à l'entreprise, une opportunité soutenue de produire le capital nécessaire à ses futurs investissements.

1. Capital de travail

Les éditeurs de livres de texte ont surtout besoin d'un capital de travail. Ils doivent engager un capital à un stade précoce du processus de publication dès le développement du manuscrit. Il s'agit toutefois d'une somme assez petite comparée au capital nécessaire plus tard pour l'achat de papier et le paiement des factures d'imprimerie. Le papier est la matière première la plus importante et la plus chère de la production de livres et il doit être acheté bien en avance. Le traitement technique

des nouvelles éditions prend plusieurs mois selon le nombre de titres et de copies à produire. Le paiement des matières premières et des factures de la production de nouveaux livres et des réimpressions implique le besoin de prêts au moins à court terme avant que l'éditeur ne puisse recevoir de l'argent comptant grâce aux ventes de livres.

Un des risques majeurs de l'éditeur africain réside dans les retards de paiements, voir chapitre 6, figure 6.11. Certains clients ont des crédits de plusieurs mois auprès des éditeurs qui peuvent aussi accumuler des dettes très élevées.

2. Solvabilité

Le montant de crédit nécessaire à un éditeur dépend de plusieurs éléments, tels sa position financière actuelle, son niveau d'autarcie, le calendrier de sa production et aussi le temps nécessaire à la réalisation d'un revenu en argent comptant de ses ventes.

Aucun des ces éléments ne joue en la faveur des éditeurs africains et des autres entrepreneurs du marché du livre et les demandes de crédit sont nombreuses. De plus, les éditeurs ont souvent des difficultés énormes à satisfaire les conditions d'un prêt ainsi que les arrangements des garanties bancaires ou de prêts collatéraux à cause de ventes imprévisibles résultants des achats irréguliers des clients institutionnels. De plus, la rentabilité et les niveaux de capitaux propres sont bas et les taux d'inflation élevés rendent difficile la planification financière. Le financement a donc été identifié comme étant l'une des contraintes les plus importantes de l'édition de livres de texte en particulier et de l'édition en général. Malheureusement, les éditeurs ne sont pas les clients favoris des banques ou des marchés financiers. Pour les mêmes raisons, les éditeurs ne sont pas toujours qualifiés pour participer aux appels d'offres pour la soumission de livres de texte organisés par les agences de financement.

ETUDE DE CAS: **PERMETTRE LE FINANCEMENT**

Pendant un entretien sur le terrain, un distributeur ouest africain voulait participer à un projet de la Banque mondiale portant sur la publication de livres de texte qui a expliqué quelles en étaient les conditions et pourquoi il ne pourrait jamais participer à un tel projet.

Les documents et les garanties financières suivants étaient exigés:

- 50 000 francs CFA pour acheter les documents pour l'appel d'offre
- Une garantie bancaire de 2,5 pour cent de la valeur de l'offre
- Un certificat de paiement des impôts sur le revenu
- Un certificat de paiement de la sécurité sociale
- Une exemption de paiement des charges salariales égal à 1,5 pour cent du salaire de chaque employé

Sur un appel d'offre de 200 millions de Francs CFA (environ US$400 000) pour quatre livres d'élèves et quatre livres de maîtres, l'adjudicataire devrait fournir un total de 9,8 millions de Francs CFA (environ US$20 000) à titre de garanties, soit environ 5 pour cent de la valeur du contrat. L'adjudicataire devrait aussi montrer que sa compagnie bénéficie d'une situation financière saine depuis plusieurs années et dispose de biens représentant au moins quatre fois la valeur du contrat. Le gouvernement était prêt à avancer à l'adjudicataire 30 pour cent du prix du contrat, mais il exigeait aussi pour cette somme des garanties dont les conditions étaient, bien entendu, difficiles à remplir.

Une enquête et des entretiens supplémentaires ont montré que ces documents et garanties consistaient en des exigences provenant autant de l'agence d'achat du gouvernement que de la Banque mondiale et dont l'effet combiné était effectivement de doubler les garanties normalement demandées par la Banque mondiale. Selon des informations de cette dernière, des accords ont été passés pendant le séminaire de l'APNET sur la fourniture de livres de texte (Nairobi, mai 1995) selon lesquels, désormais, les contrats seraient plus petits pour limiter le niveau de garanties. En plus, les exigences sur le chiffre d'affaires de l'adjudicataire seraient limitées à la valeur du contrat en question. Ces accords, visiblement, n'ont pas été observés par tous les gouvernements concernés.

3. Options de financement

Il existe, théoriquement, pour les éditeurs, plusieurs possibilités de financement:

- emprunts bancaires
- les garanties d'un emprunt
- l'augmentation de capital

De plus, il existe dans certains pays des plans de garantie de capital et d'emprunts renouvelables. Le soutien externe est souvent lié à plusieurs des ces alternatives.

L'emprunt bancaire est d'habitude, pour une entreprise, la méthode la plus naturelle d'organiser le financement d'un projet. Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut les éditeurs africains rencontrent plusieurs difficultés au niveau des emprunts bancaires. Très peu d'éditeurs peuvent satisfaire les conditions des emprunts à cause de:

- la taille de la maison d'édition (souvent trop petite)
- des ventes imprévisibles
- le manque de biens
- des taux d'intérêt élevés
- le manque de capitaux propres ou de garanties collatérales

Les mêmes raisons peuvent être invoquées lorsqu'il s'agit de l'éventualité d'une augmentation de capital par actions. Il est difficile de vendre des actions à des investisseurs lorsqu'il s'agit d'une affaire de petite taille, ayant des ventes incertaines et un petit capital. Ces investisseurs peuvent facilement trouver des investissements beaucoup plus attirants.

Le manque de garanties est un des plus grands problèmes des petits éditeurs (et la plupart des maisons d'édition africaines sont de petite taille) car, normalement, ils n'ont pas de biens à utilisables comme sécurité.

Un plan spécial de garanties d'emprunts pour aider les éditeurs privés kenyens au niveau de leurs garanties bancaires avait été établi en 1989 avec la Fondation Dag Hammarskjöld (FDH) comme garant et une banque commerciale en tant que prêteur. Ce plan aide les éditeurs à gérer leurs besoins en capital. Sans cette aide, les éditeurs prennent un risque commercial normal et paient les intérêt du prêt aux taux bancaire. Jusqu'à présent les expériences de ce plan de garantie d'emprunt sont contradictoires. Il y a eu des impacts positifs sous la forme d'une augmentation de l'activité de l'édition mais par ailleurs trois des neuf bénéficiaires ont manqué à leur engagements. Il est évident que des expériences supplémentaires sont nécessaires pour convaincre d'autres pays d'essayer ce système.

Théoriquement au moins, les gouvernements et les agences de financement pourraient servir de garants potentiels. Toutefois, les agences sont souvent tellement impliquées dans le financement de projets variés qu'elles ne souhaitent pas nécessairement étendre leur contribution à des transactions financières dont le succès demeure incertain. Les gouvernements quant à eux croulent sous le poids de difficultés financières si nombreuses qu'ils ne souhaitent pas favoriser un des petits secteurs industriels en lui accordant des dispositions spéciales.

La question de la garantie n'est pas le seul problème que rencontrent les éditeurs qui essayent d'emprunter de l'argent. Même avec une garantie en place un éditeur peut avoir des problèmes au niveau des paiements. Il y a donc une demande importante de prêts souples à un taux d'intérêt réduit. Il n'existe, à ce jour, aucune information sur un projet éventuel de mise en place de tels prêts.

Interventions des gouvernements et agences de financement

1. Impôts et taxes

Les impôts et les taxes ont un impact important sur l'édition. La plupart des pays n'imposent pas de taxes d'importation sur les livres imprimés mais sur l'importation de papier dont elles peuvent atteindre jusqu'à 35 pour cent du prix. Les taxes à l'achat de papier produit localement sont similaires. D'autres taxes et impôts (taxes à la source, droit de timbre,

TVA) sont appliqués différemment selon les pays mais ils ont tous pour effet l'augmentation du prix des livres. Les imprimeurs du Kenya paient une TVA de 18 pour cent sur le papier et il est tout à fait naturel que cet impôt soit passé successivement à l'éditeur et au consommateur final.

Le papier et les autres matériaux utilisés par les ministères de l'éducation pour imprimer leur propres livres sont normalement exempts de taxes, ce qui leur donne un avantage injuste sur les éditeurs privés qui doivent payer la gamme complète d'impôts. Ceci fausse aussi la comparaison qualité/prix.

2. Subventions

Il y a un débat important sur la question de la nécessité et de l'à propos des subventions et, dans le cas d'une réponse affirmative, du moment opportun de leur intervention. Des expériences diverses indiquent que les subventions appliquées sans discrimination de temps dans le processus déforment l'étude de coûts de la détermination de prix des livres en donnant la fausse impression que les livres sont moins chers qu'ils le sont dans la réalité. Ceci est important au niveau du partage de coûts, surtout lorsque les subventions ne seront pas garanties pour toujours. Les éditeurs, qui reçoivent les subventions pour la production d'une première édition et qui doivent doubler le prix des réimpressions car ils ne reçoivent plus aucune subvention, savent qu'il est très difficile de vendre la réimpression à ce prix plus élevé et ils doivent affronter le mécontentement des acheteurs face à une augmentation de prix abrupte.

C'est exactement ce que disent les éditeurs privés en réponse aux déclarations des organisations de développement de programmes scolaires affirmant que leurs livres reviennent moins cher. Le fait est que nombreux sont les coûts de ces organisations qui devraient être incorporés aux comptes finaux et ne le sont pas car ils sont payés par le gouvernement (tels les salaires du personnel et des enseignants qui écrivent les ouvrages scolaires). Ces dépenses devraient être totalement intégrées aux coûts d'un éditeur privé et se refléteraient donc dans le prix plus élevé du livre.

La Sida qui a pendant longtemps subventionné l'édition en Tanzanie, en Zambie et au Mozambique en fournissant le papier et d'autres matériaux d'impression est arrivée à la même conclusion. Elle est maintenant convaincue que tous les coûts de la publication doivent se refléter dans le prix des livres et que, lorsqu'une aide est donnée, elle devrait porter sur l'achat de livres à leur valeur réelle. Cette constatation lui a aussi fourni l'opportunité de mettre un terme à des coûts élevés d'administration et de supervision du matériel. En observant la même logique, la Sida a également décidé de confier aux éditeurs et aux imprimeurs toutes les activités de l'édition et de l'impression. D'autres agences envisagent des stratégies similaires.

Bien que les nations prennent généralement leurs distances à l'égard des subventions sur la fourniture de livres de texte, il est peut être utile de faire le point:

- La subvention d'auteurs tend à signifier que les livres sont écrits sans se préoccuper de leur coût final et du calendrier.
- La subvention d'éditeurs dans une situation de monopole veut dire que le coût réel des livres de texte n'est pas connu et qu'on ne se préoccupe ni de la qualité ni du prix.
- La subvention de certains éditeurs dans un milieu commercial déforme le marché, décourage les nouveaux éditeurs et affecte la concurrence.
- La subvention de titres spécifiques est assez répandue, surtout si un titre n'est pas commercialement rentable (par exemple, pour certains sujets peu étudiés). En ce qui concerne l'édition nationalisée, les entreprises para-étatiques sont normalement contraintes à la publication de ces titres dans le cadre normal de leurs fonctions, quelqu'en soit le prix. Dans un climat compétitif, une telle exigence serait au détriment de l'éditeur et donc la publication de matériel non rentable devrait être soutenue par des garanties d'achat ou par une subvention de chaque copie vendue.
- La subvention spécifique qui encourage le développement de nouveaux titres est un phénomène relativement nouveau et dans lequel des subventions de développement sont payées à plusieurs éditeurs (choisis sur la base de plans ou de synopsis) pour un titre spécifique ou pour une série. Cette procédure revient relativement chère mais permet le développement assez rapide de plusieurs titres parallèles fournissant un choix aux éducateurs. D'une part, il a l'avantage d'éviter une situation de monopole et de fournir le financement avant le développement mais d'autre part il n'adresse pas le problème plus sérieux pour les éditeurs africains et portant sur le financement de la production et de la commercialisation.
- Les subventions pour la production ont été très fréquentes sous la forme de matériaux ou de paiements directs des coûts d'impression. Leur plus gros inconvénient est de déplacer la responsabilité des décisions de coûts et de calendrier qui passent des mains des éditeurs à celles des bureaucrates avec pour conséquence la déformation du processus de la publication.
- La subvention de la commercialisation ne semble pas avoir été appliquée en Afrique, quoique souvent les ministères achètent les livres en gros (auprès de fournisseurs nationalisés, privés ou internationaux) et délèguent la distribution aux autorités régionales (Tanzanie et Botswana) ou d'autres autorités similaires (Ouganda et Zambie). A nouveau, ceci provoque des déformations et un manque de motivation, car il existe alors peu de raisons de développer des services ou des réseaux de ventes surtout pour les éditeurs étrangers.

L'expérience a généralement prouvé que des subventions de la fourniture pouvaient être efficaces pour résoudre les problèmes à court terme

mais que les déformations ainsi créées sont préjudiciables à long terme.

Des subventions de la demande sont de loin le moyen le plus efficace d'aider l'approvisionnement en livres de texte. De telles subventions deviennent de plus en plus efficaces au fur et à mesure qu'on descend les échelons de la hiérarchie du système éducatif. En d'autres termes, des subventions directes aux parents, aux élèves et aux écoles aident à maintenir à un bas niveau les contributions locales et à ouvrir aux éditeurs de nouveaux marchés sans les déformer. Même dans des situations où les paiements des parents ou des écoles ne sont pas réalistes, les subventions de la demande sont efficaces pour autant que le point de départ de la sélection se fait au niveau de l'école puisqu'il s'agit du point de contact principal de l'éditeur et du libraire. Le désavantage de cette forme de subvention est que, de nouveau, elle ne s'adresse pas aux problèmes du financement du crédit des éditeurs à court terme.

3. Restrictions

En principe il ne devrait peser aucune restriction sur les éditeurs qui désirent publier des livres de texte. La seule exigence devrait être que, lorsque leurs livres sont publiés ils soient conformes au programme scolaire existant et pas en contradiction avec la philosophie scolaire fondamentale de ce pays. Il est, de plus, parfois suggérer que si un éditeur est assez sot pour publier un livre sans rapport avec les programmes scolaires et qui, par conséquent, ne pourra pas être approuvé, l'éditeur devra seul supporter les pertes inévitables qui suivront. De même, si une école ou un conseil choisit d'acheter un livre mal écrit ou mal imprimé, on doit les laisser faire. Un peu de bon sens devrait les empêcher de faire une telle erreur. L'objectif de cette attitude libérale est d'assurer que le plus grand nombre possible de livres soient sur le marché afin de permettre le plus grand choix possible.

Les restrictions existant dans des pays en transition comme la Tanzanie sont toujours centrées sur le développement de manuscrits. Là, jusqu'à ce que des preuves contraires soient évidentes, les organisations de développement se cramponnent à la rédaction des livres de texte et les ministères d'éducation n'ont pas encore accordé le feu vert aux éditeurs pour qu'ils puissent s'introduire dans le marché des livres de texte en développant leurs propres manuscrits. Aussi longtemps que les éditeurs ne sont ni autorisés ni même encouragés à développer leurs propres manuscrits la situation ne peut bouger. De toutes façons, de tels changements de politique ne signifient rien tant que le changement le plus élémentaire – la libéralisation de l'achat de livres et la dévolution de la responsabilité et des fonds aux écoles et aux régions – n'est pas intervenu. Un système à plusieurs ouvrages scolaires ne peut réussir que si l'achat de livres est fait au plus bas niveau et que si tous les livres approuvés ont une chance égale d'être vendus. L'arbitre final doit être une évaluation – de la qualité, des efforts de l'éditeur dans le domaine de la commercialisation, et finalement du prix du livre – basée sur son succès commercial.

4. Soutien

L'édition africaine n'a pas été une industrie de croissance et c'est peut être pour cette raison qu'elle n'a pas pu réussi à attirer l'attention des gouvernements africains ou le soutien des donneurs. Mais la vraie raison de cette négligence est que, même dans les pays développés, l'édition n'est pas bien comprise. Alors que les rôles des auteurs et des imprimeurs sont connus et appréciés, l'éditeur est souvent considéré comme l'exploitant de l'auteur plutôt que comme un faciliteur qui investit de l'argent et prend des risques dans le travail de l'auteur sans être jamais certain des profits de l'argent ainsi investi.

Dans de nombreux pays d'Afrique il n'existait aucune industrie de l'édition avant l'indépendance. Dans les pays anglophones où il n'existait pas de succursales des maisons d'éditions pluri-nationales, les gouvernements ont établi des maisons d'édition nationalisées avec souvent, pour associé, une multinationale. Même là où les maisons d'édition étrangères prospèrent, les gouvernements établissent des maisons d'édition nationalisées tout en autorisant les activités des compagnies privées. Au cours des dernières années, la tendance a été de supprimer progressivement les maisons d'édition nationalisées et, dans certains pays, les multinationales ont été rachetées par des entrepreneurs du milieu qui tentent de construire des maisons d'édition fortes.

Dans les pays francophones où les éditeurs français dominent l'édition, l'édition du milieu s'est développée de façon beaucoup moins rapide. A l'exception du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Togo où les Nouvelles Éditions Africaines sont actives, il n'existe pratiquement pas de maisons d'édition privées en Afrique francophone. Les trois entreprises des NEA appartiennent à part égale aux trois états avec une proportion substantielle d'actions entre les mains des compagnies actionnaires françaises. Il existe d'autres petites entreprises d'édition dont certaines comme les Éditions Clé au Cameroun appartiennent à des missions religieuses et d'autres comme les Éditions Jamana au Mali luttent contre des problèmes énormes.

Au cours des dernières années, un intérêt croissant pour l'édition africaine s'est développé. Après des colloques de référence sur l'édition en Afrique (le Colloque de la Fondation Dag Hammarskjöld (FDH) sur le développement de capacités autonomes en Afrique – Arusha, Tanzanie, 1984, la Conférence de Bellagio sur l'édition et le développement au tiers monde – Bellagio, Italie, 1991, et récemment un autre colloque FDH sur L'Avenir de l'édition du milieu en Afrique – Arusha, 1996), on a mis en place de nombreuses initiatives pour soutenir l'édition en Afrique. L'établissement du Réseau des éditeurs africains (APNET) et le soutien du réseau par le Groupe Bellagio (une association informelle de donneurs qui soutiennent l'édition en Afrique) ont permis aux éditeurs africains de se faire entendre et de s'organiser pour apporter une aide professionnelle à leurs membres. La plus importante activité de l'APNET est la formation de professionnels de l'édition africaine: rédacteurs, concepteurs, illustrateurs, cadres de l'administration, libraires etc.

Une autre opération de soutien a eu pour objectif de faciliter l'accès des éditeurs africains à certaines ressources financières par des programmes tels que le plan FDH pour le garantie de prêts au Kenya, le Projet pour les livres d'enfants en Tanzanie (commencé avec le soutien de l'Organisation canadienne pour le développement par l'éducation – CODE – et co-financé par DANIDA, Sida, le gouvernement hollandais et deux ONG), et le soutien financier pour aider les projets et associations d'auto-assistance d'éditeurs africains comme le collectif du livre africain qui commercialise et distribue les livres d'éditeurs africains en Europe, en Amérique du Nord et dans d'autres parties du Nord. Le Partenariat international de l'édition (basé à Ottawa, Canada) permet aux éditeurs canadiens de lancer des projets communs avec des éditeurs de pays en cours de développement sur des termes mutuellement bénéfiques au niveau du partage d'expertise, de crédit et des marchés.

Ces efforts louables sont loin de suffir aux besoins des éditeurs africains d'une manière extensive et permanente. Les organisations professionnelles en Afrique sont relativement faibles, comme l'indique la vue d'ensemble sur les groupes d'intérêt institutionnels. Il faut espérer néanmoins, que ces organisations continueront à se développer en tant que réseaux de soutien professionnel à cette industrie.

VUE D'ENSEMBLE: **GROUPES D'INTERET INSTITUTIONNELS**

Les associations d'éditeurs

Les associations d'éditeurs sont nouvelles dans l'édition africaine et sont apparues avec les maisons d'édition du milieu. Il n'est pas surprenant alors que la plupart des associations d'éditeurs se trouvent dans les pays anglophones où il existe un plus grand nombre d'éditeurs. Il existe des associations d'éditeurs dans les pays suivants: Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Mali, Namibie, Nigéria, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. Ces associations sont responsables de l'organisation de stages de formation pour les professionnels membres de leurs organisations et de celle de foires du livre ainsi que de la publicité donnée aux problèmes de l'industrie du livre dans les milieux gouvernementaux et au public en général. Les associations d'éditeurs travaillent contre la contrefaçon des livres et pour le respect des règlements et des lois sur le droit d'auteur. Plus récemment elles ont cherché à obtenir pour leurs membres un traitement plus favorable au sein des projets sur l'édition soutenus sur le plan national ou international.

L'APNET a été d'un grand soutien pour les associations d'éditeurs et les a aidé activement à établir des associations dans les pays où il n'en existait pas. Grâce à l'APNET et aux associations nationales d'éditeurs il a été possible de développer des liens professionnels entre les pays anglophones et francophones. La promotion de la Foire inter-

nationale du livre au Zimbabwe aussi bien que la Foire pan-africaine de livres d'enfants ont aussi rapproché les liens entre éditeurs de l'Afrique orientale et occidentale.

Ces associations d'éditeurs en sont encore à leur formation, fragiles et vulnérables au niveau financier. Ceci reflète la faiblesse générale de leurs membres.

Toutefois, étant donné ce qu'elles ont pu accomplir, ces associations doivent avoir le soutien de tous ceux qui ont la réussite de l'édition africaine à coeur. Des associations fortes seraient très utiles en tant que partenaires des donneurs pour résoudre les problèmes de l'industrie de l'édition, surtout pendant la période de transition de systèmes centralisés aux systèmes commerciaux.

Conseils du développement du livre

Les conseils du développement du livre (CDL) -à l'origine, une idée de l'UNESCO – n'ont pas eu grand succès en Afrique en dépit de leur potentiel évident sur le développement de l'industrie de l'édition. L'idée d'une organisation-cadre regroupant tous les participants au commerce du livre pour résoudre les problèmes de l'industrie est une démarche constructive dans des pays cherchant à développer une approche coordonnée à la fourniture de livres.

Le problème a été celui du mode de fonctionnement d'un tel conseil. Les professionnels du livre n'ont pas soutenu le développement des CDL car ils ont anticipé sur la tentation pour les gouvernements de vouloir, par l'intermédiaire de leurs ministères d'éducation, les utiliser en tant qu'instruments de contrôle de l'industrie et même de la censure. L'idéal serait en outre que les CDL représentent les associations professionnelles du marché du livre mais de telles associations sont pratiquement inexistantes ou alors très faibles et par conséquent les CDL sont privés des fondations dont ils ont besoin.

Des entretiens avec des professionnels du livre montrent qu'il existe un regain d'intérêt quant à la création d'un CDL au Kenya (Nyariki/Makotsi, 1995) et la relance du CDL du Zimbabwe.

Le CDL du Ghana est peut être le seul qui marche depuis des années et les leçons de cette expérience seront importantes lorsque d'autres pays essaieront d'établir des CDL.

Les chances de réussite de CDL sont peut être meilleures actuellement car il existe des associations professionnelles dans de nombreux pays en même temps qu'il est évident qu'un grand groupe de pression dans l'industrie serait plus efficace que de nombreuses petites organisations professionnelles.

Les associations de libraires

Les libraires en Afrique ont souvent les mêmes problèmes que leurs collègues de l'édition. La profession de libraire est relativement inconnue, elle demande un investissement d'avance important, elle requiert une formation et un savoir-faire professionnel et dépend de la

même société que l'édition: une société qui n'a ni le pouvoir d'achat ni même l'habitude d'acheter des livres.

Les deux professions d'éditeur et de libraire ne sont pas toujours d'accord. Leurs débats sur les remises et les termes de paiement et leurs disputes sur le droit des éditeurs de vendre les livres directement aux consommateurs sont plutôt nombreux. Pour cette raison seule, il faut souligner l'importance des organisations professionnelles fortes et de l'expérience individuelle pour assurer la continuité d'une industrie du livre réussie.

D'une façon générale les associations de libraires sont encore faibles dans tous les pays africains. Elles sont relativement fortes au Nigéria, au Zimbabwe et au Kenya. En Tanzanie c'est l'association des éditeurs qui aide les libraires à s'organiser car les membres de cette organisation réalisent qu'ils seront les gagnants si un système de ventes de livres bien organisé existe.

Les associations d'auteurs

La dernière mais pas la moindre parmi les organisations professionnelles est celle des auteurs. Parce que peu d'éditeurs effectuent un travail professionnel et qu'il n'existe que peu d'auteurs professionnels, ces deux corporations se trouvent l'une et l'autre sur un terrain fragile.

L'éditeur a l'avantage car l'auteur n'a pas un grand choix d'éditeurs. Les auteurs sont intimidés car ils ont peu d'expérience et ils veulent tellement être publiés qu'ils ne formulent pas souvent des demandes appropriées. La question du niveau de rémunération acceptable est surtout assombrie par des mythes sur l'exploitation des auteurs par les éditeurs, même quand ces derniers eux-mêmes ont du mal à faire un petit profit.

Les auteurs aussi ont besoin de fortes organisations capables de représenter leurs propres intérêts en même temps que de créer des possibilités de formation dans leur propre intérêt et dans celui de l'industrie de la publication. Les associations d'auteurs existent en de nombreux pays où les éditeurs du milieu sont actifs mais elles sont peu efficaces et pour la plupart n'ont que peu d'impact. Au Zimbabwe, au Nigéria et au Ghana elles sont plus actives que dans d'autres pays. L'Association des auteurs pan-africains (PAWA) est basée au Ghana mais ne reflète pas un caractère vraiment continental car elle n'a pas encore établie une présence suffisamment importante dans d'autres pays de l'Afrique.

Conclusion

Le problème de base de l'édition en Afrique est financier: manque de biens, faible niveau de capital, manque de capital d'exploitation et difficultés à s'acquitter des dettes. Les organismes de prêt en Afrique ne considèrent pas l'édition en tant que commerce viable. Et même si ils

changeaient d'avis, les taux d'intérêt actuels, qui montent jusqu'à 44 pour cent dans certains pays, sont inacceptables pour un éditeur.

La seule façon efficace de soutenir l'édition africaine, tout en prenant compte de la nature stratégique de cette industrie, serait que les pays africains, les institutions internationales de financement et les agences internationales d'aide au développement organisent ensemble un fond spécial substantiel auprès duquel les éditeurs pourraient emprunter à des taux d'intérêt raisonnables.

Une telle initiative irait de paire avec la formation des éditeurs à la gestion financière. Dans une période de cinq à dix ans l'édition en Afrique pourrait alors se lancer dans un développement qui se supporterait tout seul.

L'AVENIR: PROBLEMES ET PRIORITES

Ce chapitre présente une vue d'ensemble sur les principaux aspects de l'édition d'ouvrages scolaires selon les informations recueillies au cours de cette étude. Les recommandations qui suivent doivent être considérées comme des cibles prioritaires pour la fourniture de livres de texte. Toutefois, même les problèmes généraux diffèrent de pays en pays, et le but n'est pas d'arriver à des conclusions spécifiques pour chaque pays, mais plutôt de suggérer des lignes générales pour l'application de stratégies avec un partage de responsabilité entre le gouvernement, le Ministère de l'éducation et les éditeurs.

Contraintes principales

1. Absence de politique, de plan et de stratégie

Compte tenu des informations recueillies et de la pauvreté de certaines informations dans cette étude il est clair que le plus grand obstacle à une industrie durable de l'édition de livres de texte en Afrique sous-saharienne est le manque de politique, de stratégie et de plan d'ensemble clairs. Il n'est pas possible de faire des efforts systématiques pour obtenir des résultats précis s'il n'existe aucun programme logique mis au point par *les participants du milieu* et auquel ces participants se sont engagés. Actuellement dans le cas où il existe des plans, les stratégies sont conçues et les plans sont souvent préparés par des agences extérieures, par ou au nom des donneurs. Les plans sont souvent acceptés par les gouvernements en tant que conditions de l'aide financière. Ce système a, dans le pire des cas, provoqué de nombreux projets, tous visant l'édition mais avec des perspectives diverses et selon des objectifs dictés par les financiers.

Le manque de planification à moyen et à long terme empêche les acteurs de voir ou de profiter des possibilités qui existent. Ceci reflète le manque de compréhension du rôle de l'édition dans le développement national. Cette ignorance entraîne des préjugés contre les éditeurs du milieu et même parfois peut provoquer le ridicule des ressources domestiques. Le manque de plans empêche les acteurs de considérer leurs

chances et leurs possibilités dans le temps: que pourrait-on faire demain si on commençait à faire des efforts systématiques, aujourd'hui? A la place, les politiques, si elles existent, demeurent des documents inutiles et dépourvus d'une base concrète nécessaire à leur execution.

Le gouvernement ou le ministère de l'éducation joue un rôle clef dans l'édition d'ouvrages scolaires en déterminant les besoins et en agissant souvent en tant que financier et/ou acheteur. Il devrait donc accepter la responsabilité principale en prenant l'initiative dans les domaines les plus importants de l'édition de livres de texte. Cela pourrait être réaliser ainsi:

- *rendre publique la politique de la fourniture de livres de texte.* L'établissement d'une politique nationale du livre (PNL) ne s'est pas encore concrétisé dans la plupart des pays de l'Afrique bien que le désir en ait été exprimé. Au lieu d'attendre les résultats d'un processus prolongé précedant la mise au point de PNL détaillées, les secteurs scolaires devraient au moins développer rapidement leur propre politique sur les livres de texte. Cette tâche appartient aux ministères de l'éducation car ils sont responsables du développement scolaire en général.
- *concrétiser cette politique en collaboration* avec les éditeurs et leur organisations et avec d'autres groupes d'intérêt de l'édition. L'utilisation de tout le savoir-faire et la transparence du processus de planification sont les fondations de ce processus.
- *recueillir, en collaboration avec les autres agences impliquées dans la fourniture de livres de texte, des données et des statistiques afin de construire une base solide à la planification.* Une planification réussie ne peut être basée que sur des informations convenables concernant le marché, la disponibilité d'ouvrages scolaires et le financement.

2. Imprévisibilité de la fourniture de livres de texte

Les gouvernements sont les principaux acheteurs et aussi les financiers des livres de texte. La plupart d'entre eux dépendent énormément d'un soutien extérieur et ne contribuent qu'un peu ou pas du tout au financement des livres de texte. La conséquence principale du manque de plans à long terme est donc *le manque de prévisibilité.* Ce que le gouvernement finance ou achète une année ne sera pas à nouveau acheté pendant plusieurs années. Une régularité d'achats des gouvernements est inconnue dans la plupart des pays. Ceci se traduit par des incertitudes dans un domaine d'importance fondamentale pour les éditeurs. Cela rend les livres plus chers et ne consolide pas les investissements. Il n'est pas surprenant que les investisseurs évitent le commerce de l'édition en Afrique.

La responsabilité du gouvernement à long terme pour l'éducation en Afrique et sa participation au financement sont capitales pour l'édition scolaire. Les éditeurs ne peuvent pas faire grand chose sans une base financière solide et avec un financement insuffisaut du gouvernement.

Le manque d'argent est, bien sur, la raison essentielle de l'état lamentable du matériel scolaire dans de nombreux pays. Mais cette situation peut aussi être considérée comme étant le résultat de l'incapacité politique à chercher d'autres solutions tel le partage de coûts. Lorsque des promesses fermes ont été faites sur la gratuité de l'éducation, les hommes politiques et les autorités sont incapables de poser la question des méthodes de financement alternatives et de transfert de responsabilité aux communautés et aux parents. Paradoxalement, le transfert se fait souvent par nécessité. Ceci conduit alors à une situation où le gouvernement demande une aide supplémentaire aux financiers mais ne cherche pas activement des solutions durables au sein des communautés et des familles. Il en suit donc que:

- *les achats d'ouvrages scolaires doivent être programmés comme étant des investissements à court, moyen et à long terme dans la qualité de l'éducation aussi bien que dans la quantité et la qualité du matériel scolaire.* Enfin les autorités scolaires centrales et régionales doivent considérer toutes les possibilités de financement et ajuster les quantités et la qualité des livres en fonction des fonds disponibles. Seulement un programme de financement à long terme peut accorder la sécurité aux investissements des éditeurs.

3. Contraintes financières

Un éditeur doit investir des sommes relativement importantes dans son fond de gestion. Parce que le temps nécessaire à la production d'un nouveau titre varie de quelques mois à trois ou quatre ans, une certaine somme reste bloquée dans les dépenses pré-impression, dans l'impression et la commercialisation avant que l'éditeur ne puisse recevoir les revenus des ventes de livres. Les éditeurs ne disposent que rarement de sommes d'argent comptant suffisantes pour financer la production de plusieurs titres en même temps et il leur faut donc un crédit à court terme. Les banques sont normalement les sources d'aide financière les plus utilisées par les entrepreneurs, mais peu d'éditeurs peuvent remplir les conditions de prêts et certains éditeurs ne peuvent même pas payer leur prêts aux termes bancaires normaux.

L'industrie de l'édition a certainement besoin d'un soutien financier pour faciliter les arrangements des prêts, mais elle n'a pas besoin de subventions directes. C'est très difficile de subventionner directement une seule branche d'une industrie parce que cela requiert l'implication d'étrangers aux risques commerciaux d'une entreprise individuelle.

L'industrie de l'édition seule ne constitue qu'une toute petite partie de l'ensemble de l'industrie. Elle n'emploie que quelques personnes et son chiffre d'affaires est aussi relativement limité. Toute son importance réside dans une influence sociale essentielle. Cette "entreprise sociale" a donc besoin du soutien de la société. Ceci peut être réalisé par une:

- *Fourniture de facilité de crédit aux éditeurs:* Les gouvernements

devraient faciliter aux éditeurs l'accès à des garanties bancaires et à des prêts favorables, mais doivent aussi éviter des subventions directes.

4. Gestion et compétences du personnel

La majorité des problèmes internes des entreprises sont partout le résultat d'une mauvaise gestion. Les données recueillies pour cette étude ne présentent pas une vue complète de l'état des compétences du personnel et de l'administration, mais elles permettent de tirer des conclusions générales.

La plupart des pays sous-sahariens se tournent vers une forme d'édition commerciale. Toutefois, le milieu industriel dans de nombreux pays est encore peu avancé ou au moins très jeune, ce qui signifie que les expériences de gestion sont faibles. L'édition n'est pas une exception. Les possibilités d'acquérir une éducation bonne et bien structurée dans le domaine de l'édition sont très limitées ou inexistantes. La formation à l'étranger n'est possible qu'à un nombre limité d'étudiants.

Les compagnies préfèrent envoyer leur personnel à des stages régionaux, souvent subventionnés par des financiers. Ce genre de stage est conçu pour un certain groupe de compétences individuelles, il est rare qu'il offre un développement professionnel à long terme. On peut posséder de beaux certificats provenant de plusieurs stages sans avoir des connaissances élémentaires du travail. Il n'existe pas de programmes de formation globale à l'ensemble du processus de l'édition selon des objectifs définis.

Les priorités dans ce domaine sont:

- *Les associations d'éditeurs, soutenues financièrement par les gouvernements, doivent créer des possibilités de formation du personnel à tous les aspects de l'édition du livre.* Il faut en particulier insister sur la formation en gestion qui est une condition capitale de la réussite du fonctionnement des maisons d'édition. Cette formation pourrait être intégrée à des cours universitaires sur le développement des média, ou dans les Instituts universitaires et elle doit aussi être complétée par un stage en milieu professionnel.
- *L'édition et les industries associées mènent toutes les initiatives sur la formation et elles ne peuvent le faire qu'avec des associations professionnelles fortes.* Des centres de formation régionaux sont parfois plus rentables mais la formation ne peut attendre leur création là où ils n'existent pas encore. Il est donc indispensable d'accorder tout le soutien dont elles ont besoin aux associations nationales d'éditeurs et à l'APNET.

5. Rôle de l'aide extérieure

La planification de la fourniture de livres de texte doit être menée en fonction des besoins ou des intérêts nationaux. Les financiers doivent

agir en tant que médiateurs et non en tant qu'agences "dirigeantes". Leur position de pointe est souvent causée par l'insuffisance des ressources gouvernementales ou la mauvaise gestion des projets par le pays qui reçoit l'aide. Toutefois, ce n'est pas une raison pour utiliser surtout des planificateurs étrangers au projet.

La responsabilité principale est entre les mains du pays récepteur et cette responsabilité n'est pas transférable. Si un ministère de l'éducation reçoit une aide extérieure pour l'édition scolaire il doit savoir comment les fonds et/ou l'assistance technique peuvent soutenir le développement de l'éducation. L'aide extérieure ne peut être utile que lorsqu'elle est enracinée dans des plans d'ensemble et non pas basée sur des déclarations de politique générale. Donc:

- *l'aide extérieure doit être coordonnée en utilisant un plan d'ensemble lié à la politique du livre du gouvernement.* Le premier pas doit être la définition de politiques gouvernementales sur la fourniture de matériel scolaire, suivi d'une planification stratégique fournissant un cadre global sur les moyens d'atteindre les objectifs gouvernementaux par exemple, sous le forme d'un plan d'ensemble pour une période fixe Afin d'atteindre les objectifs du plan, les agences de financement doivent être invitées à soumettre des projets de livres de texte uniquement basés sur ce plan d'ensemble. Il existe, sinon, un risque que le développement de livres de texte soit dirigé par les projets seulement.

Stratégies de réalisation

1. Responsabilités du gouvernement et des éditeurs

La figure 8.1 décrit le rôle du gouvernement et des éditeurs dans la fourniture de livres de texte. La division de responsabilité est basée sur l'idée que le gouvernement (le Ministère de l'éducation) doit se concentrer sur le développement de l'éducation en formulant des politiques, en assurant le financement d'achats ou en prenant des dispositions d'approvisionnement possible, mais qu'il ne doit pas être mêlé à l'édition elle-même. Il faut laisser l'édition aux organisations professionnelles qui peuvent mieux couvrir les processus industriels et commerciaux. On peut également appliquer ce principe à toute situation commerciale y compris au monopole gouvernemental. Même dans ce cas, la maison d'édition devrait être une organisation séparée du fonctionnement bureaucratique du gouvernement.

Cette division des responsabilités accorde au gouvernement la possibilité de jouer un rôle actif dans la construction d'un milieu propice à l'industrie de l'édition. Les hommes politiques et les autorités ne peuvent pas se consacrer à cette tâche s'ils ont déjà des liens avec l'édition et en profitent. De plus, l'objectivité et la transparence d'un système d'approbation nécessitent une division claire entre le rôle administratif des autorités et le rôle commercial des éditeurs.

Le défi pour les éditeurs dans le domaine de la fourniture d'ouvrages scolaires est de suffir aux besoins de l'éducation. Les résultats du commerce de l'édition au niveau de la qualité, des quantités et des prix doivent être comparables aux niveaux internationaux, au moins à long terme.

La capacité de contenir la concurrence demande des ressources humaines compétentes et l'établissement ainsi que le développement de ces ressources font partie du prix qu'une société doit payer si elle désire soutenir une industrie nationale d'ouvrages scolaires.

Figure 8.1 Responsabilités du gouvernement et des éditeurs quant à la fourniture des livres de texte

Phase	*Gouvernement / M de l'E*	*Editeurs*
1 Evaluation de la situation actuelle	Analyses, conclusions (analyse SWOT)	Analyses, conclusions (analyse SWOT)
2 Formulation de politiques	Politique de programmes scolaires Fourniture d'ouvrages scolaires (Gamme, proportion livre/élève, durée de vie des livres, la réutilisation des livres) Amélioration de la qualité et du système d'approbations Système financier soutenu Politique de formation des enseignants	Politique de l'édition – Priorités – Spécialisation
3 Détermination d'objectifs	Développement d'objectifs et étendue de la fourniture de livres de texte	Quantités Qualité Prix Rentabilité
4 Choix de stratégies	Stratégie générale pour la fourniture de livres de texte Stratégie de financement Stratégie pour la formation des enseignants Stratégie pour l'évaluation et l'approbation	Partage du marché Compétition Allocation de ressources humaines, financières et physiques Apports de développement Dispositions administratives Stratégies fonctionnelles
5 Plan d'ensemble	Plan d'ensemble sur la fourniture de livres de texte.	Programmes d'action détaillés
6 Processus de l'édition		Voir Figure 2.2 (page 9)
7 Retour de l'information, réactions)	Recherche, évaluation	Etudes du marché, évaluation

2. Evaluation de la fourniture de livres de texte

Tout ceux qui sont mêlés à la fourniture d'ouvrages scolaires doivent avoir des idées similaires sur l'état de l'édition afin de poursuivre des discussion utiles. Des évaluations régulières de la fourniture d'ouvrages scolaires seraient une bonne chose. Une méthode assez courante est celle de l'analyse SWOT (en anglais le sigle de *Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats* pour *force, faiblesses, possibilités et menaces).*

Un aspect de cette analyse veut donner une perspective à l'évaluation d'éléments externes (possibilités et menaces) et par conséquent au milieu de l'édition d'ouvrages scolaires. C'est très utile si les divers participants à la fourniture d'ouvrages scolaires (autorités, éditeurs, imprimeurs, libraires, distributeurs) peuvent donner leurs opinions et discuter ensemble. Par exemple, un conseil du développement du livre pourrait jouer un rôle significatif en réunissant tous ces participants et en fournissant une perspective commune à l'étude des questions variées de politique.

Un résumé des possibilités et des menaces devrait comprendre:

- La situation commerciale (tendances et croissance)
- Les acheteurs (pouvoir d'achat: Ministère de l'éducation, écoles, parents)
- Les éditeurs (capacité: développement, commercialisation, distribution, production; aptitudes)
- Le milieu économique général

Le deuxième aspect de l'analyse SWOT consiste en une évaluation d'éléments internes (forces et faiblesses). Ceci représente une action à titre confidentiel *au sein des compagnies* afin de les aider à choisir les meilleures stratégies possibles pour atteindre leurs objectifs commerciaux:

- Le personnel (connaissances, compétences, dispositions)
- L'organisation (structure, coordination, communications)
- Le volume d'affaires et sa valeur (gamme de titres, spécialités, chiffre d'affaires, position dans le marché)
- Les produits/services (qualité, coût)
- Le financement (mouvements d'argent, profitabilité, position financière)
- La direction (types de direction, climat)

3. Formulation de politiques

Les politiques sont des déclarations générales d'idéaux et quelquefois seulement de désirs mais pour être efficaces, elles doivent être interprétées de façon pratique afin de fixer des objectifs et de choisir des stratégies. La stratégie sélectionnée doit alors conduire à un plan d'ensemble puis à des plans d'action.

Il est dans l'intérêt primordial d'un gouvernement/ministère de l'éducation que les écoles soient équipées de livres de texte appropriés

Figure 8.2 Liste de contrôle des politiques

Elément politique	*Contenu*	*Notes*
A Politique de programmes scolaires	Sujet prioritaires	Définition des sujets de base , la position des divers sujets.
	Horaire d'instruction	Définition des horaires selon les sujets.
	Position des langues du milieu	Principes de la publication d'ouvrages scolaires dans les langues du milieu.
	Calendrier des réformes et révisions	Programme de lancement des révisions ou de réformes du programme scolaire.
B Politiques affectant les quantités	Gamme d'ouvrages scolaires	Définir les titres nécessaires dans les sujets divers.
	Proportion livre/élève	Définir partage/propriété du livre si les livres ne sont pas fournis à tous les élèves, établir les lignes de base des calculs et possibilités de choix
	Durée de vie des livres de texte	Définir durée d'utilisation du livre en classe et la réutilisation des livres de texte.
	Réutilisation	Déterminer la réutilisation et les dispositions de replacement des livres de texte recyclés
C Qualité	Déterminantes techniques	Réfléchir sur la qualité du papier, le nombre de pages, format, couleurs utilisées, reliure en tenant compte des coûts. Les définitions détaillées sont laissées aux éditeurs.
D Evaluation et approbation	Essais et évaluation	Déterminer les arrangements pour les essais et l'évaluation: quelles sont les responsabilités du ministère et des éditeurs?
	Approbation	(Voir Chapitre 6, pages 57–59)
E Financement	Partage de coûts	Considérations sur les alternatives de financement de l'achat: rôle du gouvernement, communautés, parents.
	Contribution du gouvernement	Contribution éventuelle du gouvernement sous le forme de garanties bancaires, de prêts à conditions favorables, de soutien au développement de manuscrits, formation de personnel, l'organisation de foires du livres.
	Soutien extérieur	Définir les principes du lien entre le soutien financier extérieur et/ou l'aide technique et le cadre de la fourniture d'ouvrages scolaires.
		(Voir page 00 Le rôle du soutien extérieur, page 00 La planification)

Liste de contrôle des politiques – continue		
Elément politique	***Contenu***	***Notes***
F Formation d'enseignants	Programmes d'orientation	Définir les moyens d'améliorer les enseignants sur les nouveaux ouvrages scolaires et leur formation pour leur utilisation.
G Les campagnes pour l'alphabétisation et la lecture	La promotion du livre	Définir moyen d'améliorer les programmes d'alphabétisation par la publication de matériel de lecture général, comment encourager la lecture.
H Programmes de bibliothèques	Définir les objectifs de population par bibliothèque Formation des bibliothécaires	Définir comment améliorer la disponibilité de matériel de lecture dans les bibliothèques scolaires et les bibliothèques publiques.
I Systèmes d'information	Statistiques	Déterminer les priorités et les méthodes pour la collecte de données sur les livres et l'édition.
J Recherche	Recherche appliquée à l'influence d'ouvrages scolaires sur la qualité de l'éducation	La collecte de données: la disponibilité de livres, l'utilisation de livres/pratiques en classe. L'analyse de résultats d'examens en relation avec les ouvrages scolaires utilisés.
K Dispositions légales	Droits d'auteur et de l'éditeur	Considérer la protection des droits d'auteur et de l'éditeur selon la loi nationale et les conventions internationales.
L Politiques industrielles	Le statut actuel de l'édition scolaire	Déterminer l'état de l'édition en tant que processus industriel et élément important du développement de la société
	Le développement de l'édition du milieu	Déterminer le rôle de l'industrie de l'édition du milieu et sa position vis à vis de la concurrence internationale
	La promotion de la concurrence	Déterminer le rôle de la concurrence dans l'édition en général et dans la fourniture de livres de texte en particulier
	Imposition	Définir le rôle de l'imposition au niveau de la ventes de livres, des matières premières, de livres importés.
	Le soutien financier, les garanties bancaires, subventions	Voir page 99 *Contraintes financières*

et donc les principes régissant les éditeurs d'ouvrages scolaires doivent être clairs.

La liste de contrôle de la figure 8.2 examine les points sur lesquels les participants à la fourniture de livre de texte doivent faire preuve d'une fermeté particulière. Les politiques peuvent être formulées et converties

en des objectifs et des stratégies en fonction de la situation du marché et du mode de publication. Seulement quelques exemples peuvent être donnés ici.

Dans une situation de monopole, le ministère de l'éducation est le seul participant à prendre les décisions sur tous les aspects de la fourniture des livres de texte, depuis le développement du programme scolaire à la distribution d'ouvrages scolaires. La structure de libre marché fournit la possibilité d'utiliser des mécanismes de fourniture même si toutefois, certains éléments appartiennent au gouvernement et au ministère de l'éducation, par exemple: la politique de programmes scolaires, l'évaluation et l'approbation, le financement d'achats, les politiques sur les bibliothèques ou industrielles. Bien des choses dépendent du degré de liberté accordé au marché des livres de texte. Si les écoles et les utilisateurs sont les acheteurs d'ouvrages scolaires ils peuvent avoir une influence importante sur la qualité des livres et les quantités à acheter. La sélection et 'l'approbation' peuvent se faire à un niveau régional ainsi que cela est le cas, pour l'éducation secondaire, dans plusieurs pays.

Lorsque, dans une situation de libre marché, il existe plusieurs groupes d'intérêt qui demandent tous la parole, les opinions différentes doivent être coordonnées. Une des solutions, ainsi que nous l'avons suggéré précédemment, est de débattre des questions de politique sous l'égide d'un conseil du développement du livre (CDL). Toutefois, le Conseil ne peut recevoir le soutien de chaque groupe qu'en maintenant une impartialité stricte.

La formulation de politique implique aussi une considération attentive des conséquences de ces politiques. Par exemple, la définition d'une simple proportion de livres par élève ne peut suffir, du point de vue de l'acheteur, sans une estimation des possibilités financières et une évaluation de l'effet que ce rapport aura sur la qualité de la l'éducation. Chaque définition de quantités (voir B dans la figure 8.2) et de déterminantes techniques (C) devrait être matérialisée par des calculs (voir Figure 4.3 page 45) sinon, il n'est pas possible de comprendre les données financières tout en cherchant des solutions alternatives.

4. Fixer des objectifs

On peut diviser les objectifs en deux catégories: les *objectifs de développement* généraux définis par le gouvernement et des *objectifs de programme* définis par les éditeurs. Les rôles du gouvernement et des éditeurs dans la fourniture de livres de texte déterminent les détails des objectifs. Si la publication d'ouvrages scolaires est strictement réglée par le gouvernement, les définitions détaillées de la publication d'ouvrages scolaires sont issues par le gouvernement. Dans une économie de marché le gouvernement ne fournit que les lignes directrices.

De toutes façons, le ministère de l'éducation est responsable de la détermination des objectifs du développement et de l'étendue de la fourniture d'ouvrages scolaires: comment les livres de texte devraient

contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation et des évaluations approximatives du nombre de livres nécessaires. Ces informations sont essentielles afin de déterminer les objectifs du développement institutionnel, le soutien nécessaire au renforcement de la capacité de l'édition, la recherche, l'évaluation et l'approbation des livres de texte. Toutes ces considérations doivent se refléter dans la formulation de plans financiers.

Les éditeurs définissent leurs objectifs selon des programmes de publication, leurs composantes et la définition de la production.

5. Choix de stratégie

Comme pour la détermination d'objectifs, le gouvernement et les éditeurs ont besoin d'avoir leurs propres stratégies pour atteindre leurs objectifs définis. Les considérations stratégiques d'un ministère sont liées aux choix généraux dans le domaine de la fourniture de livres de texte. Par exemple, si l'objectif est d'offrir aux utilisateurs la possibilité de titres alternatifs (qualité, prix) le gouvernement doit soutenir la concurrence, la sélection et l'achat d'ouvrages scolaires sur le plan régional, et l'amélioration de la capacité en ressources humaines des éditeurs (par exemple, en soutenant la formation). Si une réforme scolaire importante requiert une grande quantité de livres dans un court délai il vaut mieux accorder des possibilités à des projets temporaires et utiliser toutes les ressources disponibles possibles.

Les stratégies de fourniture de livres de texte dans de nombreux pays d'Afrique sont liées à une liberté croissante au sein de l'édition. De tels changements se font lentement et il est essentiel que les stratégies soient flexibles afin de pouvoir répondre à des circonstances changeantes. Les perspectives à court, moyen et à long terme auront, chacune, leur propres stratégies.

Il faut souligner les *stratégies de financement:* comment atteindre une situation soutenable, comment construire un équilibre entre les besoins quantitatifs et qualitatifs et les fonds disponibles au sein d'un programme.

Les stratégies des éditeurs sont basées sur leurs *objectifs commerciaux.* Il choisissent des programmes selon leurs buts de volume, la valeur et la rentabilité. Les stratégies fonctionnelles des éditeurs varient beaucoup en ce qui concerne le développement, la production, la commercialisation et la distribution des livres de texte.

6. Planification

Quel que soit le système d'édition utilisé, le *plan d'ensemble* est un outil essentiel du Ministère de l'éducation dans les économies en voie de développement. Il est nécessaire dans l'édition de monopole et il est aussi important dans des situations de transition ou dans un libre marché. L'objectif d'un plan d'ensemble est de construire un cadre pour les politiques de livres de texte, les stratégies, les méthodes de finance-

ment et les programmes pendant une certaine période. Le plan d'ensemble doit aussi rationaliser la coordination de la fourniture d'ouvrages scolaires et le soutien externe.

7. L'édition et le retour d'information

Le processus de l'édition et ses diverses fonctions ont été décrites en détail dans le chapitre 2 pour fournir des informations de base sur les arrangements et la coordination de la publication de livres de texte.

Le retour des informations des utilisateurs de livres de texte sous forme de réactions ou autres est le seul moyen d'améliorer de façon continue la qualité de la publication de livres de texte et donc de l'éducation. Ces réactions influencent la *qualité* et aussi les *prix,* les *méthodes de commercialisation* etc. Il est donc essentiel que les éditeurs les recueillent.

Ces informations communiquées aux éditeurs ne sont pas publiées. C'est pour cette raison que les ministères de l'éducation doivent avoir leurs propres méthodes de surveillance. Les informations recueillies par un ministère ne sont pas limitées seulement à la qualité de simples livres de texte mais comprennent aussi la *qualité globale de l'éducation.*

TERMES DE REFERENCE

1. INFORMATIONS DE REFERENCE SUR L'ETUDE

Pendant la réunion du Groupe de travail ADEA sur les ouvrages scolaires et les bibliothèques* à Londres, le 18 janvier 1994, il a été formellement proposé que "Les aspects économique de la publication de matériel éducatif en Afrique" soit considéré en tant que sujet prioritaire pour une étude. Des informations de référence ont été présentées lors de la réunion. De nouveau ce sujet a été discuté en détail lors d'une réunion du Groupe de travail de l'ADEA à Washington en juin 1994, et par la suite certains membres de l'ADEA ont soumis des propositions supplémentaires.

Il a été noté que *l'étude proposée aiderait de façon importante les agences de financement, les gouvernements africains et les éditeurs africains à développer des stratégies appropriées pour la provision durable d'ouvrages scolaires.* Il n'existe aucune *étude étendue et actuelle des facteurs économiques réglant l'apparition et l'expansion en Afrique de l'industrie du milieu de l'édition de livres de texte.* Par conséquent, il n'existe aucune analyse sur cet aspect du développement d'ouvrage scolaires. Pendant les cinq à six dernières années la plupart des études faites en Afrique concernant le secteur du livre visaient seulement la gestion de la fourniture de livres aux écoles (en tant qu'un aspect des programmes d'aide financière) et non la stimulation d'activités industrielles et commerciales dans le secteur du livre dans les conditions socio-économiques africaines.

Actuellement on commence à reconnaître qu'il est impossible de soutenir ou d'assurer une fourniture de livres de texte lorsque les systèmes dépendent trop de l'importation de livres et sans établir les maillons d'une industrie du milieu en marche. Les éducateurs s'inquiètent de l'effet négatif sur les performances scolaires du manque de rapports efficaces et continus entre les besoins pédagogiques et l'édition de livres de texte. On ne peut éviter cette situation que lorsqu'une industrie du livre du milieu soutient les auteurs du milieu en rapport étroit avec les planificateurs de programmes scolaires et les enseignants.

Les approches à la fourniture de livres effectuées par des monopoles d'état inefficaces s'effondrent dans de nombreux pays africains et une édition du secteur privé devrait les remplacer. *Néanmoins, il n'existe aucune analyse basée en Afrique pour déterminer les conditions optimales dans lesquelles une édition du secteur privé peut s'organiser et survivre.*

2. INTRODUCTION A L'ETUDE

La relation entre une fourniture aux écoles adéquate et soutenue de livres de texte et de matériel éducatif et la performance scolaire des enfants est bien établie. Par conséquent l'incapacité de fournir des livres de texte appropriés en quantités

adéquates réduit énormément la valeur des autres investissements scolaires.

La fourniture soutenable d'ouvrages scolaires est liée à la capacité de l'industrie nationale du livre. Le commerce de l'édition nécessite des liens avec une "chaîne du livre". En Afrique le progrès au niveau du développement des industries du livre est inégal à la fois à l'intérieur d'un pays et entre pays et régions. Certains pays ont des industries de production d'ouvrages scolaires viables fournissant l'auto-suffisance aux niveaux primaires et secondaires. D'autres dépendent de l'importation de livres et d'expertise même pour les textes de base.

Les études sur le secteur du livre ont fourni des données sur la fourniture de livres mais ne contiennent pas suffisamment d'analyses sur la construction d'une capacité nationale industrielle au niveau des ouvrages scolaires. Les décisions sur l'approvisionnement de livres de texte dans le cadre d'une industrie de la fabrication et la distribution de livres de texte sont considérées simplement comme étant un des aspects de la planification pédagogique. Il en résulte qu'il n'existe aucune appréciation de la logique et des méthodes de la politique industrielle nécessaires pour développer des systèmes de fourniture de livres de texte.

L'aspect particulier de l'édition est qu'elle croise les frontières économiques, pédagogiques et culturelles.

3. LES OBJECTIFS

Cette étude a plusieurs objectifs. Le texte sous chaque objectif fait référence à une typologie de pays comme expliqué en section 4, *Méthodologie.*

3.1 Etablir une typologie pour les industries du livre africain

L'objectif est de développer un cadre typologique de l'approvisionnement de livres de texte en Afrique et d'établir les éléments communs pour chaque "type" déterminant l'activité, la viabilité, la production, et la consommation de l'industrie du livre.

L'étude devra:

- étudier les conditions déterminant la production, la consommation et la viabilité de l'édition et la distribution d'ouvrages scolaires dans quatre grandes typologies (voir section 4).
- définir, pour chaque typologie, les producteurs d'ouvrages scolaires, les consommateurs et les acheteurs. Il faut identifier le système de distribution, financement, y compris les subventions, cachées ou ouvertes, et le paiement.
- identifier les critères utilisés afin d'établir les tirages (ou les importations d'ouvrages scolaires) et les prix. Comment sont prises ces décisions et où? Quelle proportion moyenne d'un tirage (ou d'importations d'ouvrages scolaires) arrive en classe et pourquoi?
- décrire le rôle et l'autorité du gouvernement et des secteurs privés et du développement, et étudier leurs interactions.
- identifier la disponibilité et le niveau de compétences (par exemple, pour l'édition et la distribution d'ouvrages scolaires) de chaque secteur. Au sein du pays même quelle est la disponibilité de compétences nécessaires pour que l'industrie de l'édition puisse augmenter sa capacité?
- déterminer le nombre approximatif de personnes employées directement et indirectement dans l'industrie du livre, établir une proportion approximative du volume de publication comparée à l'emploi, déterminer les éléments qui augmentent ou diminuent l'emploi dans l'industrie du livre et le niveau de base de compétences présentes.

3.2 Etablir un modèle de chaîne du livre sous des conditions africaines

L'objectif est de déterminer et d'illustrer de quelle façon la chaîne du livre doit se développer dans les conditions actuelles en Afrique et les insuffisances au niveau de l'utilisation efficace des ressources disponibles.

L'étude devra:

- développer un cadre "modèle" sectoriel pour l'industrie d'ouvrages scolaires en Afrique. Le modèle démontrera un système de composants liés dans la production et la consommation et les maillons de soutien correspondants dans le gouvernement, et les secteurs institutionnels et du développement. Il doit illustrer les composantes essentielles et comment elles sont liées entre elles afin de maximaliser l'utilisation efficace des ressources. Le modèle montrera où et comment ces liens sont souvent inefficaces et examinera les liens les plus faibles et les domaines de développement prioritaires;
- formuler des politiques pour chacune des quatre typologies et leurs possibilités globales de développement industriel.

3.3 Déterminer les besoins en subventions et leur effet

L'objectif est d'étudier le rôle des subventions dans les choix politiques de l'industrie de la fabrication de livres de texte.

L'étude devra:

- identifier les principales méthodes de subvention utilisées actuellement pour la fourniture d'ouvrages scolaires en Afrique, y compris les subventions ouvertes et cachées et les subventions au producteur ou au consommateur.
- étudier, pour chacune, sur la base des études de cas, son coût en relation avec le budget de l'éducation et calculer son effet sur la production, la distribution, la consommation et la rentabilité d'ouvrages scolaires, et sur la chaîne du livres globalement.
- étudier brièvement les subventions mesurées contre le pouvoir d'achat du consommateur utilisant les enquêtes disponibles sur la coût de la vie, ou d'autres données appropriées.

3.4 Déterminer des options de politique d'approvisionnement

L'objectif est de mettre en évidence les options des décideurs et leur effet sur la capacité de production du milieu.

L'étude devra:

- établir les critères nécessaires pour prendre une décision sur un système d'approvisionnement.
- étudier les principales méthodes d'approvisionnement, comme les systèmes de location de livres, l'achat centralisé par le Ministère de l'éducation, les bourses accordées aux écoles en fonction du nombre d'élèves (ou à l'autorité scolaire), le prélèvement de l'école sur les parents, ou les paiements directs par les parents.
- étudier, pour chaque méthode mentionnée ci-dessus, les effets sur le financement, la production, la consommation d'ouvrages scolaires et sur le fonctionnement de la chaîne du livre.
- considérer d'autres éléments qui influencent l'approvisionnement de livres de texte, tels la durabilité (et le coût de remplacement), l'inflation et la détermination des prix.

3.5 Développer une stratégie d'intervention basée sur des modèles réussis

L'objectif est de développer une stratégie modèle basée sur l'expérience pratique des industries de livres de texte de pointe et de déterminer au sein des contraintes économiques actuelles les conditions optimales dans lesquelles la fabrication d'ouvrages scolaires africains peut soutenir sa croissance.

L'étude devra:

- établir les critères essentiels déterminant la viabilité, la durabilité, la diversité et la croissance de la production et de la consommation domestiques en utilisant les pays disposant des industries d'ouvrages scolaires les plus viables et durables dans l'Afrique sous-saharienne, à l'exception de l'Afrique du Sud.
- examiner les éléments capables de restreindre la viabilité et la croissance.
- identifier les domaines prioritaires du développement et la formulation de politiques industrielles.
- déterminer les implications pour l'emploi dans les industries du livre qui ont réussi. Quel est le rôle de la gestion? Quels sont les éléments spécifiques qui stimulent ou empêchent l'investissement privé, l'activité du développement régional et l'augmentation de la partie civique dans le développement du livre?

3.6 Etablir une liste de contrôle de la politique industrielle

L'objectif de cette section est de développer des choix de normes dans le domaine de la politique industrielle pour le secteur de fabrication de livres de texte en Afrique.

L'étude devra:

- présenter une liste de contrôle de la politique avec des options concernant le secteur de fabrication et distribution du livre de texte pouvant être mises en place par les gouvernements pour permettre la croissance domestique et une fourniture soutenue de livres de texte,
- établir une méthodologie pour comparer les coûts de l'importation de livres de texte à ceux d'une production du milieu efficace et rentable et ceci au niveaux primaire et secondaire. Le rapport coût-efficacité de ces deux méthodes pourrait alors être réalisé et comparé.

L'impact à long terme, en ce qui concerne les économies d'échelle dans l'édition, sera pris en compte quant à la taille actuelle et projetée du marché pour les différents niveaux élémentaires de livres de texte. L'étude étudiera certaines questions spécifiques:

1. Les marchés régionaux sont-ils viables à court ou à long terme?
2. Quelles sont les stratégies appropriées pour protéger les nouvelles industries d'ouvrages scolaires? Comment augmenter la capacité de production du secteur privé?
3. Comment stimuler l'investissement privé?
4. Comment augmenter l'emploi au sein de l'industrie du livre?
5. Quelles sont les mesures nécessaires pour l'amélioration de la gestion? Existe-t-il des besoins spéciaux de formation en gestion au sein des industries du livre dans les conditions actuelles en Afrique?
6. Quelles sont les mesures appropriées pour encourager la concurrence régionale?

3.7 Appliquer une politique industrielle du livre de texte

L'objectif de cette section est de fournir des lignes directrices pratiques pour l'application de politiques industrielles à la fourniture de livres de texte pour maximaliser les ressources fiscales nationales et les ressources financières de la communauté (par exemple les parents) à long terme.

L'étude devra:

- Souligner, dans une démarche par étape, comment un gouvernement, en collaboration avec le secteur privé et les secteurs du développement peut créer et appliquer une politique industrielle de l'approvisionnement d'ouvrages scolaires avec des objectifs à long terme de durée et d'augmentation de la capacité régionale de production. Si nécessaire, on pourra considérer des politiques séparées pour chaque typologie.
- inclure les grandes lignes de propositions de méthodes de détermination de prix appropriés, de subventions, et de politique d'approvisionnement ainsi que des systèmes de financement et de distribution de livres de texte afin de maximaliser la production, la consommation et l'utilisation d'ouvrages scolaires. Les variations seront exposées lorsque cela sera nécessaire.
- souligner le développement de la chaîne du livre, l'encouragement de la concurrence régionale, la diversité et la capacité industrielle du milieu dans les domaines de la fabrication et la distribution de livres de texte, l'augmentation de l'emploi, le développement du secteur privé ainsi que l'obtention d'un maximum de bénéfices provenant de l'importation de livres de texte.

4. LA METHODOLOGIE

L'étude examinera les expériences spécifiques de l'édition de diverses régions de l'Afrique. Elle exprimera les conditions nécessaires de l'expansion de la fabrication d'ouvrages scolaires africains et de son développement en termes d'amélioration de la qualité dans un contexte pratique.

L'étude devra:

- se conformer aux critères économiques acceptés dans le domaine de la formulation de politique du secteur industriel.
- justifier ses conclusions au niveau des pratiques reconnues de l'édition et du développement du livre.
- montrer brièvement les implications de toutes ses propositions sur l'éducation.
- proposer les politiques les mieux appropriées au niveau de la réalité socio-économique africaine.

La participation à l'étude de praticiens reconnus dans la publication et la distribution de livres de texte en Afrique est essentielle. Leur expérience, réussie ou non, dans le secteur gouvernemental, des ONG ou du secteur privé est à la base d'une politique appropriée et réaliste. Ils détiennent, de plus, des informations vitales sur l'aspect pratique actuel de la fourniture de livres en Afrique. Leurs opinions seront d'une très grande valeur enfin, parce que ces praticiens font partie du groupe qui auront à exécuter les politiques proposées.

La collection de données basées sur des questionnaires est acceptable du moment que les statistiques sont basées sur le nombre de questionnaires envoyés, les endroits où ils ont été envoyés et que la proportion de questionnaires auxquels il a été répondu est précisée. Cette étude peut, si nécessaire, faire référence à des études antérieures sur le secteur du livre. Toutefois, il ne faut pas confondre la

perspective et la logique de cette étude avec celles d'études antérieures.

L'étude doit identifier et utiliser la politique, l'information et la recherche préparée par des éditeurs africains et des experts de la distribution après avoir vérifié que ces informations sont exactes. En Afrique il existe beaucoup d'analyses utiles peu exploitées et qui souvent placent les éléments dans un contexte entièrement africain.

L'accent de l'étude ne sera pas descriptif, c'est à dire que les faits et chiffres seront collectionnés de façon *analytique,* déterminant les rythmes de la fourniture et de la consommation, identifiant les éléments principaux et la logique des systèmes et des politiques proposés. L'étude doit concevoir et décrire brièvement son cadre conceptuel basé sur un système de liens fonctionnant entre les composants divers avec la chaîne du livre à sa base.

Cette étude doit établir ses conclusions sur un échantillon comprenant des pays anglophones, francophones et lusophones.

L'échantillon doit inclure des pays représentant les catégories suivantes:

- dépendance extrême sur les ouvrages scolaires importés, représentant plus de 80 pour cent des besoins de base nationaux identifiés, et une infrastructure de fabrication du milieu minimale de livres de texte.
- une capacité insuffisante de fabrication du milieu produisant moins de 50 pour cent des livres de texte nécessaires.
- une infrastructure de fabrication d'ouvrages scolaires produisant plus que 50 pour cent des livres de texte nécessaires à tous les niveaux, soulignée par la participation importante ou dominante de l'état dans la fabrication et la distribution d'ouvrages scolaires.
- une infrastructure de fabrication d'ouvrages scolaires produisant plus que 50 pour cent des livres de texte nécessaires à tous les niveaux, soulignée par la participation importante ou dominante du secteur privé dans la fabrication et la distribution d'ouvrages scolaires.

Une proposition de politique pour chacune des quatre typologies et une option globale de développement industriel pour chacune devra être jointe.

5. QUALIFICATIONS DES EXPERTS CONSEILS

Les conditions portent sur une combinaison d'expériences de l'édition et du livre ainsi qu'une approche systématique de l'analyse de la gestion et l'organisation de l'édition des livres de texte. Cette disposition est essentielle à la formulation d'une politique intégrée.

Des compagnies, consortiums, des groupes d'entreprises collaboratifs d'experts conseils compétents sont invités à faire des offres de candidature pour les services d'experts conseils pour cette étude. Seules les propositions émanant de candidats disposés à assumer la responsabilité totale de cette étude ainsi qu'elle est décrite ci-dessus seront considérées.

Les candidats doivent préciser leurs expériences antérieures et leur participation en Afrique au niveau de l'analyse du secteur économique, de la formulation de politiques industrielles et d'études du secteur de l'édition d'ouvrages scolaires. Les offres de candidature doivent identifier et justifier le choix des pays utilisés en tant qu'échantillons pour les études de cas surtout au niveau des typologies.

6. PROGRAMME ET LIVRAISON DU MATERIEL

Le Groupe de travail ADEA sur les livres de texte et les bibliothèques doit recevoir une première rédaction de l'étude imprimée et sur une disquette utilisant un logiciel compatible avec IBM six mois après la signature du contrat.

Le Groupe de travail ADEA sur les livres de texte et les bibliothèques doit recevoir la copie finale trois mois après la date mentionnée ci-dessus.

7. TERMINOLOGIE

Cette étude évitera d'utiliser des termes économiques inutilement compliqués pour autant que ceci ne diminue ni le sens ni la substance de l'étude. Parmi les lecteurs de cette étude figurent des fonctionnaires, des éditeurs et le personnel d'agences de développement. En tant que guide, la terminologie doit se conformer à celle utilisée couramment dans le domaine de l'édition du livre de texte et du développement.

8. DISTRIBUTION DE L'ETUDE

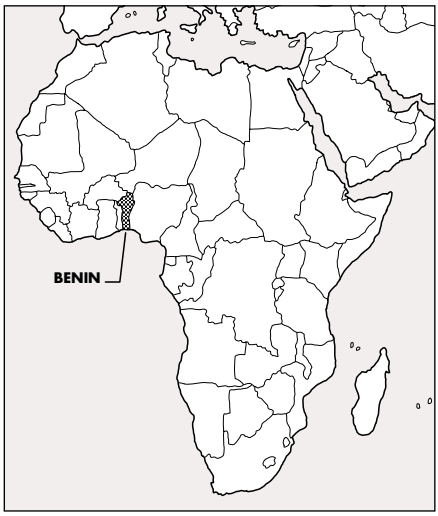
Cette étude sera accessible aux départements appropriés de tous les pays de l'Afrique sous-saharienne, aux donneurs de fonds concernés avec la fourniture de livres de texte, aux organisations professionnelles d'éditeurs et de libraires africains ainsi qu'aux organisations du développement du livre en Afrique.

* Depuis 1995, date à laquelle son nom a étè changé, ce groupe s'appelle *Groupe de Travail sur les Livres et le Matériel Educatif.*

PAYS AYANT REPONDU ET CONTACTS PERSONNELS

PAYS	*PERSONNE*	*ORGANISATION*
BENIN	Oscar de Souza	Les Éditions de Flamboyant
BOTSWANA	Mothaleemang Ntebela	Mmegi Publishing House
CAMEROUN	Ngandu Tshimanga	Éditions Clé
CÔTE d'IVOIRE	Guy Lambin	Nouvelles Éditions Ivoiriennes
ETHIOPIE	Bayene Abraha	EMPDA
GHANA	Richard Crabbe	Africa Christian Press
KENYA	Ruth Makotsi	
LESOTHO	M.M. Moshoeshoe-Chadzingwa	Institute of Southern African Studies
MALAWI	Martin Ferns	
MALI	Hamidou Konaté	Éditions Jamana
MOZAMBIQUE	Samuel Matola	National Institute of Books
NAMIBIE	Clare Galloway	Gamsberg Macmillan
NIGERIA	Victor U. Nwankwo	Fourth Dimension Publishing Company Ltd
SENEGAL	Djibril Faye	Nouvelles Éditions Africaines de Senegal
TANZANIE	Walter Bgoya	Mkuku Nyota Publishers
TOGO	Victor Aladji	Faculté des Lettres Université du Benin
ZAMBIE	Christine Kasonde	Longman Zambia Ltd
ZIMBABWE	Lesley Humphrey	APNET

FICHES TECHNIQUES DES PAYS ECHANTILLONS



BENIN

Population 1993: 5.1 million

PNB par personne 1993: 430 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: moyen

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	34,2%
Industrie	12,3%
Services	53,4%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

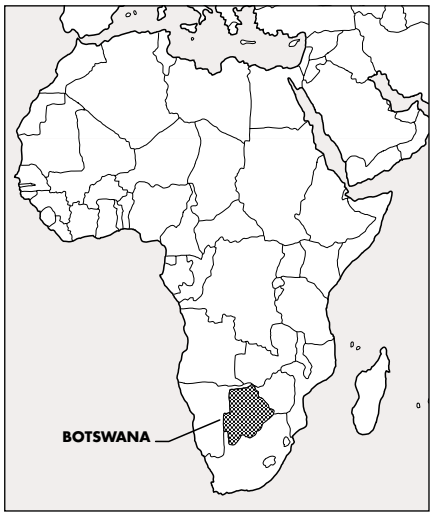
Investissements domestiques bruts: 19,8%

Prix à la consommation (% de changement) bruts 1993: non précisé

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	20,4	26,0	31,7	
	Feminin	8,5	11,7	15,6	
	Total	14,3	18,7	23,4	49,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales: non précisé				
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	64,0	68,0	61,0	
	Secondaire	16,5	17,6	11,4	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	48	33	35	
	Secondaire	38	32	25	
5	*Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*				
	Taux moyen de croissance annuelle: 3,5%				

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



BOTSWANA

Population 1994: 1.4 million

PNB par personne 1994: 2790 US$

Groupe de revenus: non précisé

Niveau d'endettement: non précisé

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	non précisé
Industrie	non précisé
Services	non précisé

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1992: 6,6

Investissements domestiques bruts: non précisé

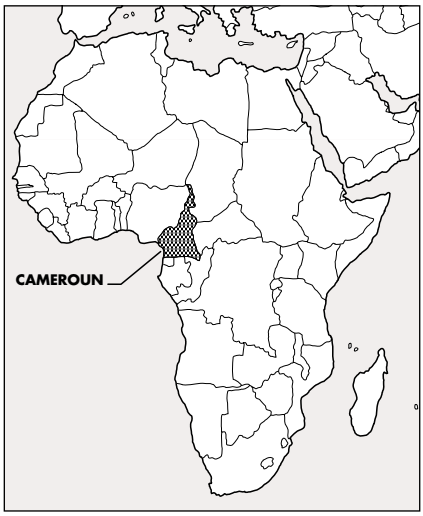
Prix à la consommation (% de changement) 1991: 12

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	61,2	81,5	83,7	
	Feminin	61,0	60,4	65,1	
	Total	61,1	70,0	73,7	72,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	16,1	15,4	12,5	21,0
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	92,0	108,0	117,0	
	Secondaire	21,3	29,9	43,0	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	32	32	32	
	Secondaire	18	22	17	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 2,6%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



CAMEROUN

Population 1993: 12,5 million

PNB par personne 1993: 820 US$

Groupe de revenus: lower-middle (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	28,6%
Industrie	24,9%
Services	46,5%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

Investissements domestiques bruts -7,9%

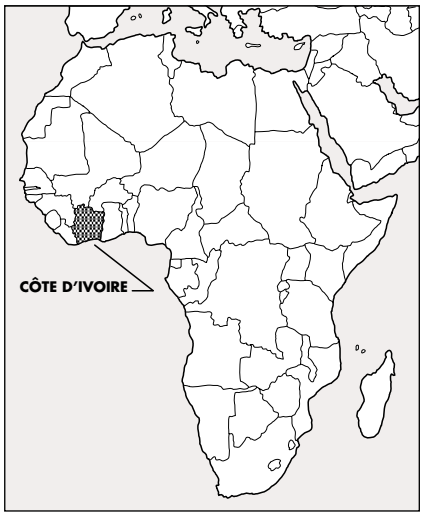
Prix à la consommation (% de changement) 1992: 1,4%

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	55,8	61,1	66,2	
	Feminin	29,2	35,6	42,6	
	Total	42,1	48,0	54,1	66,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	20,3	14,8	19,6	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	98,0	102	101	
	Secondaire	18,3	22,7	27,5	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	52	51	51	
	Secondaire	26	31	27	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 2,7%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



CÔTE D'IVOIRE

Population 1993: 13,3 million

PNB par personne 1993: 630 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	41,3%
Industrie	26,4%
Services	32,3%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

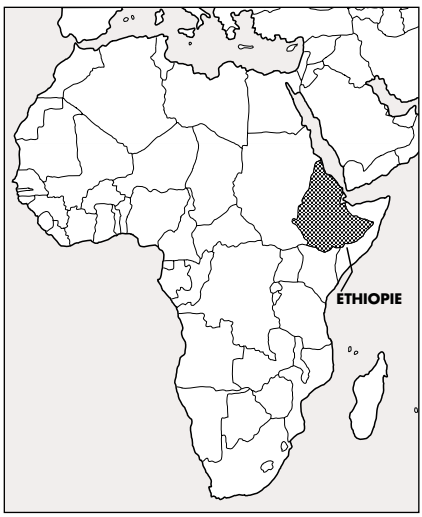
Investissements domestiques bruts 19,3%

Prix à la consommation (% de changement) 1993: 2,8%

INDICATEURS SCOLAIRES

	1980	*1985*	*1990*	*1992*
1 *Taux d'alphabétisation (%)*				
Masculin	45,4	62,5	66,9	
Feminin	24,0	34,3	40,2	
Total	35,0	48,8	53,8	56,0
2 *Dépenses gouvernementales d'éducation*				
% de dépenses totales:	22,6			
3 *Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
Primaire	79,0	75,0	71,0	
Secondaire	19,4	22,4	22,7	
4 *Proportion élèves/enseignant*				
Primaire	39		36	
Secondaire				
5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*				
Taux moyen de croissance annuelle: 4,2%				

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



ETHIOPIE

Population 1993: 51,9 million

PNB par personne 1993: 100 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	57,0%
Industrie	10,1%
Services	32,9%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

Investissements domestiques bruts: non précisé

Prix à la consommation (% de changement) 1993: 3,5%

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	9,4	28,1	37,0	
	Feminin	0,3	9,4	14,6	
	Total	4,8	18,6	25,7	53,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	10,4	9,5	9,4	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	35,0	36,0	31,0	
	Secondaire	8,7	11,9	13,5	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	64	48	36	
	Secondaire	41	42	37	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,5%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995

GHANA

Population 1993: 16,4 million

PNB par personne 1993: 430 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	45,5%
Industrie	15,7%
Services	38,8%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

Investissements domestiques bruts 13,9%

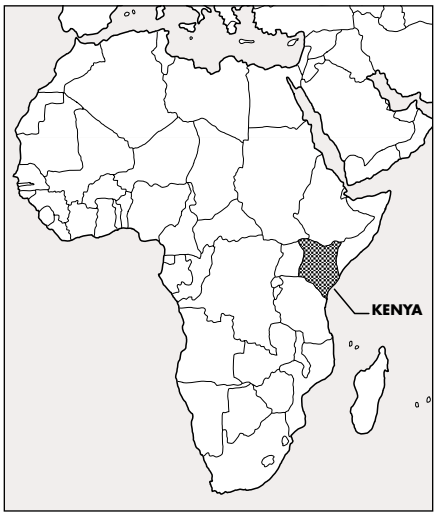
Prix à la consommation (% de changement) 1993: 25,0%

INDICATEURS SCOLAIRES

	1980	*1985*	*1990*	*1992*
1 *Taux d'alphabétisation (%)*				
Masculin	56,9	63,8	69,9	
Feminin	33,5	42,2	51,0	
Total	45,0	52,8	60,3	67,0
2 *Dépenses gouvernementales d'éducation*				
% de dépenses totales:	17,1	19,00	24,3	
3 *Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
Primaire	80,0	76,0	77,0	
Secondaire	40,9	39,7	37,8	
4 *Proportion élèves/enseignant*				
Primaire	29	23	29	
Secondaire	22	20	19	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,3%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



KENYA

Population 1993: 25,3 million

PNB par personne 1993: 270 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1993:

Agriculture	28,9%
Industrie	17,6%
Services	53,5%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

Investissements domestiques bruts -10,7%

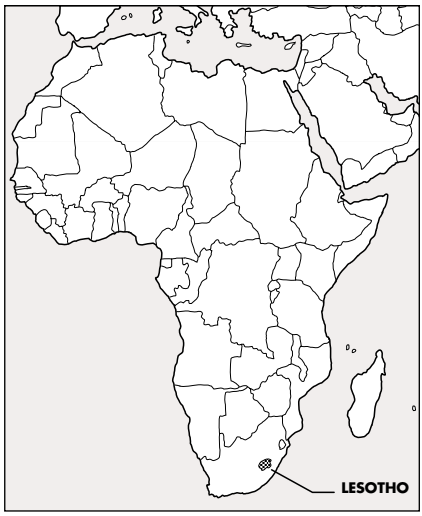
Prix à la consommation (% de changement) 1993: 45,8

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	59,6	77,1	79,8	
	Feminin	34,8	53,2	58,5	
	Total	47,1	65,0	69,1	78,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	18,1		16,7	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	115,0	99,0	95,0	
	Secondaire	9,6	25,9	29,0	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	38	34	31	
	Secondaire	25	20	17	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,0%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



LESOTHO

Population 1993: 1,9 million

PNB par personne 1993: 650 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: moins endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	13,7%
Industrie	45,8%
Services	40,5%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

Investissements domestiques bruts 7,3%

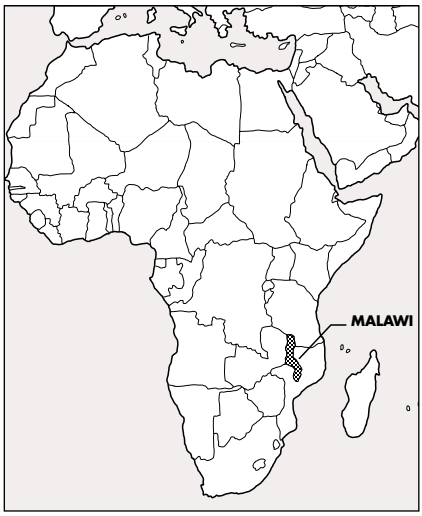
Prix à la consommation (% de changement) 1993: 13,8%

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin				
	Feminin				
	Total				74,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	14,8		12,2	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	102,0	113,0	107,0	
	Secondaire	17,8	23,1	25,6	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	48	55	55	
	Secondaire	20	20	20	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 2,1%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



MALAWI

Population 1993: 10,5 million

PNB par personne 1993: 200 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: moyen

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	-29,3%
Industrie	5,3%
Services	0,7%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1994:

Investissements domestiques bruts	23,5%

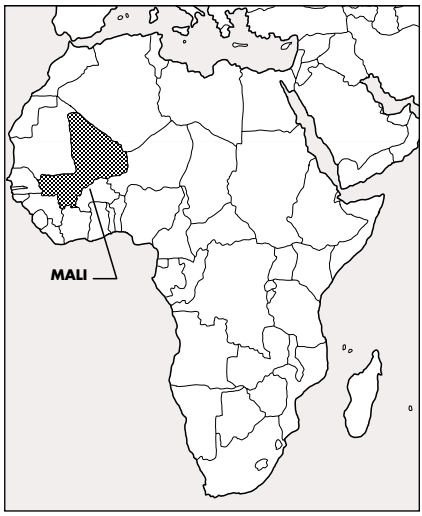
Prix à la consommation (% de changement) 1993: 19,7%

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	32,9	33,5	41,7	
	Feminin	12,0	12,3	17,7	
	Total	22,0	22,5	29,3	55,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	8,4	9,6	10,3	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	60,0	60,0	69,0	
	Secondaire	3,5	4,1	3,9	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	65	61	64	
	Secondaire	21	22	26	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,5%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



MALI

Population 1993: 10,1 million

PNB par personne 1993: 270 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	42,0%
Industrie	16,1%
Services	41,9%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1994:

Investissements domestiques bruts 23,9%

Prix à la consommation (% de changement) 1993: non précisé

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	22,0	30,9	40,9	
	Feminin	9,1	15,4	23,9	
	Total	15,1	22,7	32,0	56,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	30,8	30,2	17,3	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	27,0	23,0	24,0	
	Secondaire	8,6	6,5	6,7	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	42	34	42	
	Secondaire		12	14	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,4%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995

MOZAMBIQUE

Population 1993: 15,1 million

PNB par personne 1993: 90 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	32,8%
Industrie	12,3%
Services	54,9%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1994:

Investissements domestiques bruts 0,1%

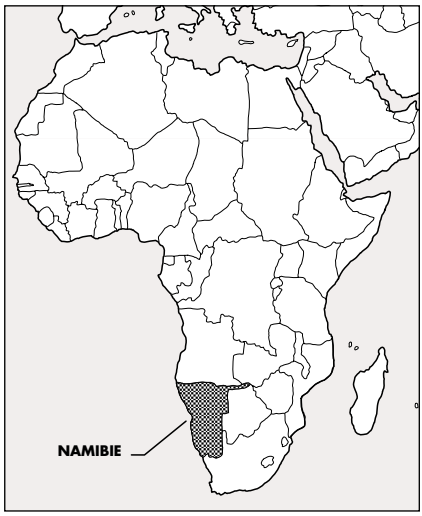
Prix à la consommation (% de changement) 1993: 42,2

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	33,8	39,4	45,0	
	Feminin	12,2	16,4	21,4	
	Total	22,7	27,6	32,9	38,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	12,1	10,6	12,0	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	99,0	87,0	66,0	
	Secondaire	5,2	7,3	7,6	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	81,0	64,0	57,0	
	Secondaire	36,0	32,0	34,0	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,7%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



NAMIBIE

Population 1994: 1,6 million

PNB par personne 1994: 1820 US$

Groupe de revenus: non précisé

Niveau d'endettement: non précisé

Production en % du PNB 1994:

Agriculture non précisé

Industrie non précisé

Services non précisé

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

Investissements domestiques bruts

Prix à la consommation (% de changement) 1993: non précisé

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	64,5	68,3	72,2	
	Feminin	40,0	41,1	46,6	
	Total	52,0	54,5	59,2	
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	4,1	16,6	21,1	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	122,0	125,0	119,0	
	Secondaire	36,5	37,6	41,3	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire			29	
	Secondaire			16	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,4%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995

NIGERIA

Population 1993: 105,3 million

PNB par personne 1993: 300 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	42,7%
Industrie	32,1%
Services	25,2%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1994:

Investissements domestiques bruts -14,1%

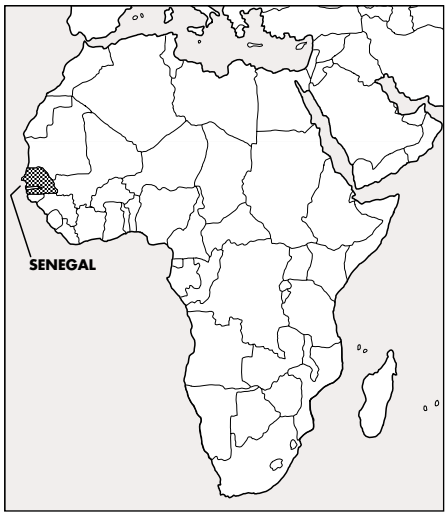
Prix à la consommation (% de changement) 1993: 57,2

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	46,9	54,8	62,3	
	Feminin	23,2	31,1	39,5	
	Total	34,8	42,7	50,7	66,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	8,7	12,0		
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	104,0	82,0	72,0	
	Secondaire	19,0	29,2	19,6	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	37	44	41	
	Secondaire	29	23	20	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,4%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



SENEGAL

Population 1993: 7,9 million

PNB par personne 1993: 750 US$

Groupe de revenus: lower-middle (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: moyen

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	17,2%
Industrie	20,0%
Services	62,8%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1994:

Investissements domestiques bruts 0,1%

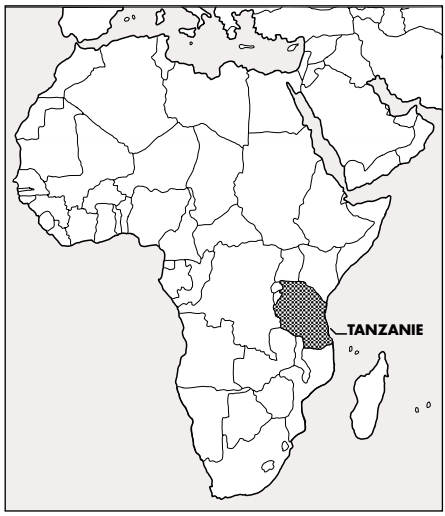
Prix à la consommation (% de changement) 1993: -0,6

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	31,1	45,4	51,9	
	Feminin	14,2	19,3	25,2	
	Total	22,5	32,1	38,3	51,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	23,5	24,4	24,1	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	46,0	56,0	59,0	
	Secondaire	11,3	13,9	16,3	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	46	46	58	
	Secondaire	22	23	23	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 2,7%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



TANZANIE

Population 1993: 28,0 million

PNB par personne 1993: 90 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1993:

Agriculture	56,0%
Industrie	14,4%
Services	29,6%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1993:

Investissements domestiques bruts -3,2%

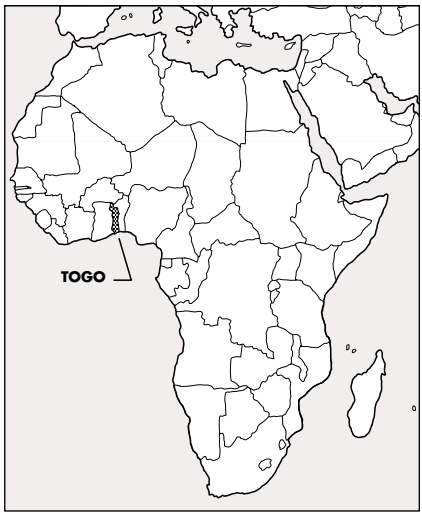
Prix à la consommation (% de changement) 1993: 23,5%

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	69,3	70,4	74,0	
	Feminin	49,7	51,5	55,8	
	Total	59,2	60,7	64,7	68,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	11,2	14,0	11,4	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	93	75	69	
	Secondaire	3,3	3,3	4,7	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	41	34	35	
	Secondaire	21	18	19	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,6%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



TOGO

Population 1993: 3,9 million

PNB par personne 1993: 340 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: moyen

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	40,7%
Industrie	18,9%
Services	40,4%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1994:

Investissements domestiques bruts 63,7%

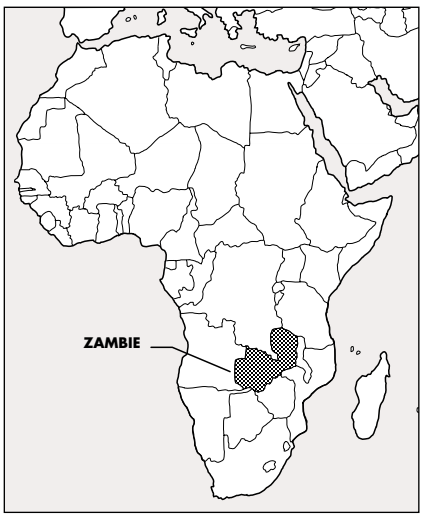
Prix à la consommation (% de changement) 1993: -1,0

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	46,3	51,4	56,5	
	Feminin	20,0	25,1	30,7	
	Total	32,8	37,9	43,3	52,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	19,4	19,4	24,7	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	118,0	93,0	111,0	
	Secondaire	33,4	20,9	23,1	
4	Proportion élèves/enseignant				
	Primaire	55	46	59	
	Secondaire		22	28	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,5%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



ZAMBIE

Population 1993: 8,9 million

PNB par personne 1993: 380 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: sévèrement endetté

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	31,9%
Industrie	33,4%
Services	34,7%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1994:

Investissements domestiques bruts -50,8%

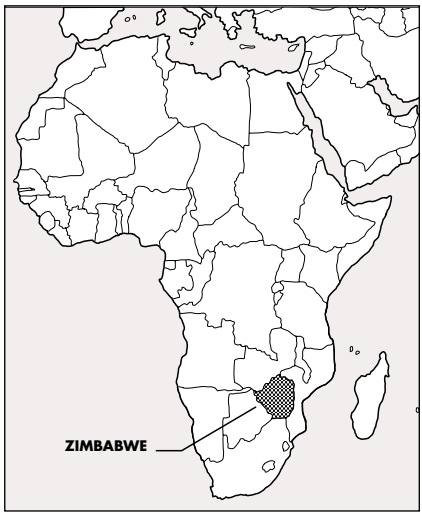
Prix à la consommation (% de changement) 1993: 189,0%

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	71,7	76,8	80,8	
	Feminin	51,2	58,7	65,3	
	Total	61,1	67,4	72,8	81,0
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	7,6	13,4	8,7	
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	90,0	100,0	92,0	
	Secondaire	16,1	18,0	21,3	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	49	49	44	
	Secondaire	21	21	23	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,3%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995



ZIMBABWE

Population 1993: 10,7 million

PNB par personne 1993: 520 US$

Groupe de revenus: bas (Banque mondiale)

Niveau d'endettement: moyen

Production en % du PNB 1994:

Agriculture	15,2%
Industrie	36,4%
Services	48,4%

Croissance moyenne annuelle en % du PNB 1994:

Investissements domestiques bruts -2,6%

Prix à la consommation (% de changement) 1993: 27,6%

INDICATEURS SCOLAIRES

		1980	*1985*	*1990*	*1992*
1	*Taux d'alphabétisation (%)*				
	Masculin	65,3	69,8	73,7	
	Feminin	49,3	55,0	60,3	
	Total	57,2	62,3	66,9	
2	*Dépenses gouvernementales d'éducation*				
	% de dépenses totales:	13,7	16,0		
3	*Proportion d'inscription (% de tranche d'âge)*				
	Primaire	85,0	136,0	116,0	
	Secondaire	7,7	41,5	50,0	
4	*Proportion élèves/enseignant*				
	Primaire	44	40	36	
	Secondaire	20	28	27	

5 *Projections de la population d'âge scolaire annuelle: 1990–2000*
Taux moyen de croissance annuelle: 3,0%

Sources:
Trends in Developing Economies, Extracts, Volume 3. Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 1995
A statistical profile of education in sub-Saharan Africa in the 1980s, DAE, 1994
Human Development Report, UNDP, 1995

GLOSSAIRE

Auteur
Celui qui écrit un livre ou un ouvrage

Commercialisation
La promotion et la vente de livres (ou d'autres produits) pour un profit commercial.

Conception
Le choix d'un *format,* d'une famille de caractères, d'un corps typographique et d'autres spécifications. La mise en page de chaque page du livre et de la couverture.

Contrat
Le document expliquant les conditions sous lesquelles le livre sera publié. Un contrat est signé par l'auteur et l'éditeur, et délimite les provisions pour le paiement des *droits d'auteur.*

Détermination/établissement de coûts
Le calcul de tous les coûts impliqués dans la production, la commercialisation et la distribution d'un livre. Ce calcul permet la détermination du prix de vente.

Développement du manuscrit
La conception, l'écriture, les essais et la révision d'un manuscrit pour sa production et sa publication.

Distribution
Le transfert du livre fini aux grossistes ou aux détaillants, ou directement au lecteur.

Droits d'auteur
Le droit légal d'un auteur de publier son travail et de prévenir sa reproduction sans autorisation. Le droit d'auteur dure 50 ans après la mort de l'auteur selon la Convention de Berne mais 25 ans seulement selon la Convention universelle sur le droit d'auteur.

Les droits d'auteurs sont aussi *la rémunération* de l'auteur par l'éditeur pour les copies vendues de son livre. La rémunération est calculée comme pourcentage du prix fort ou du prix cassé, et ses conditions sont précisées dans le contrat.

Droits d'édition
Le droits légal de publier une édition nouvelle ou révisée d'un livre. Il existe plusieurs catégories de droits d'édition, tels: droits étrangers – le droit légal de vendre un livre dans un pays étranger; les droits subsidiaires – le droit légal d'adapter un livre d'une façon spécifique, y compris la traduction. Tous ces droits sont négociés et précisés dans le *contrat* de publication.

Editeur
Une compagnie qui publie, normalement dans un but commercial. (Aussi une *maison d'édition)*

Edition
Un terme général concernant les activités d'un éditeur – la

création, le financement, la distribution et la commercialisation d'oeuvres publiés.

Editorial
Relatif au travail de rédaction et comprend l'écriture d'un manuscrit et sa correction.

Epreuves
Texte final et illustrations d'une publication juste avant son impression. Les épreuves du texte et les illustrations sont vérifiées et corrigées par le *rédacteur* si nécessaire.

Essais
Les avant-projets de matériel scolaire sont testés en classe, pour en évaluer le niveau, l'efficacité afin d'identifier des améliorations possibles dans le développement du manuscrit. *(Essais pilotes)*

Essais pilotes
Voir essais

Etude des prix
La détermination du prix de vente du livre.

Evaluation
Une forme de jugement sur l'avant-projet ou sur des matériaux finis, comprenant *l'essai* ou les *essais pilotes,* et aussi la lecture profonde d'un manuscrit par un expert dans le domaine approprié.

Film
Le dernière étape dans le processus de production, avant la fabrication de plaques photographiques et l'impression. Le film est stocké pour une réutilisation éventuelle (réimpression). Des films séparés sont utilisés pour la production de couleurs dans les livres.

La finition
Les étapes après l'impression comprenant la pliure, le brochage, la *reliure,* le rognage et la vérification d'une oeuvre.

Format
Les dimensions d'un livre après le rognage des pages. Parfois ce terme est utilisé plutôt à titre général pour indiquer le style d'un livre, comprenant l'illustration, la typographie, la *reliure.*

Imprimeur
Une compagnie qui imprime les livres ou d'autre matériaux, normalement à titre commercial. Un imprimeur aura souvent des installations de *photogravure* et de *reliure* aussi.

Livres de texte
Un livre utilisé pendant les études, surtout en tant que outil principal du programme scolaire plutôt qu'en matériel d'appoint.

Maison d'édition
Voir éditeur.

Manuscrit
Oeuvre originale. Un manuscrit est écrit à la main, dactylographié ou produit par ordinateur. La terme est utilisé indifférement.

Matériel prêt pour la photogravure
Le texte et les illustrations au stade final du livre, montés afin d'être mis sur film avant de faire les plaques photographiques et d'imprimer.

Mise en page
La disposition du texte et des illustrations sur une page du livre ou le processus de conversion d'un texte à l'état de manuscrit à celui de texte imprimé en utilisant souvent des techniques électroniques comme par exemple des programmes sophistiqués d'ordinateur.

Ouvrages de fonds
Tous les 'vieux' titres disponibles (par opposition à la 'liste des nouveautés' – les livres les plus récemment publiés).

Photogravure
Mettre le manuscrit dans une forme imprimée. Peut se faire

avec de moyens mécaniques ou en utilisant un ordinateur.

Pre-impression
Toutes les étapes précédant la fabrication de plaques photographiques et l'impression.

Production
Toute les fonctions impliquées dans la création du livre fini, à part le développement du manuscrit, la rédaction et la conception.

Publication
L'offre de vente d'un livre au public. Les livres sont généralement enregistrés centralement et ont un chiffre de code (ISBN) qui permet l'identification et la commande du livre.

Publication assistée par ordinateur (PAO)
L'utilisation de logiciels pour assurer l'écriture et la *mise en page* par ordinateur. Le résultat peut être imprimé utilisant une imprimante laser et peut ensuite être utilisé en tant que *matériel prêt pour la photogravure* avec l'addition d'illustrations.

Rédaction
La préparation d'un *manuscrit* ou d'un manuscrit pour la production et pour la publication. La rédaction peut inclure la collaboration de plusieurs auteurs afin de produire un manuscrit final, aussi bien que la préparation du manuscrit pour l'impression (la mise au point), sa correction et la vérification de son exactitude, du style, la cohérence, la correction des épreuves ainsi que la liaison avec d'autres spécialistes travaillant sur la production du livre, tels les illustrateurs, les concepteurs, le personnel de la production et de la commercialisation.

Réimpression
La deuxième (ou troisième, quatrième...) impression d'un livre déjà publié, sans changements du texte, à distinguer d'une nouvelle édition (ou édition révisée) dans laquelle des changements importants ont été effectués.

Reliure
La façon dont les pages imprimées sont retenues dans un livre. Il existe plusieurs méthodes de reliure dépendant de la taille/durabilité nécessaire du livre.

Tirage
Le nombre d'exemplaires d'un livre imprimés et reliés à la fois ou dans des impressions identiques suivantes (réimpressions).

Titre
L'oeuvre sous forme de livre. Le nom donné à un livre.

Traitement de texte
L'utilisation d'un ordinateur pour la production d'une copie dactylographiée, avec la possibilité de faire des révisions faciles. Parfois comprend la possibilité de faire *la mise en page.*

Typographie
Le choix de familles de caractères et la façon dont ces caractères sont présentés sur la page.

Volume
Le nombre de pages dans un livre. Le volume est généralement calculé pour qu'il soit rentable, dans des multiples de 16 ou 32 pages (cahier) afin d'éviter le gaspillage du papier.

BIBLIOGRAPHIE

AIKAS, U. *Inflation Management in Zambia,* ZEMP, 1994.

ALTBACH, P.G. *Publishing and Development in the Third World*, Hans Zell, 1992.

BANQUE MONDIALE, *Policy Research Report, Adjustment in Africa,* 1994.

BANQUE MONDIALE, *African Development Indicators 1994-1995,* 1995.

BANQUE MONDIALE, *Staff Appraisal Report, Nigeria: Primary Education Project.*

BANQUE MONDIALE, *Sub-Saharan Africa, From Crisis to Sustainable Growth,* 1989.

BANQUE MONDIALE, *Trends in Developing Economies,* Volume 3: Sub-Saharan Africa, 1995.

BANQUE MONDIALE, *Annual Report,* 1995.

BANQUE MONDIALE, *Labour and The Growth Crisis in Sub-Saharan Africa,* 1995.

BANQUE MONDIALE, *World Debt Tables: External Finance for Developing Countries,* Volume 1, 1996.

BOOK HOUSE TRAINING CENTRE, Draft Proposal for *Editorial and Book Production Training in Overseas Countries*, London, 1988.

BROWNSTONE, D.M. and FRANCK, I.M. *The Dictionary of Publishing,* 1982.

BUCHAM, A., DENNING, C., and DIOP, S. *African Book Sector Studies,* Summary Report, 1991.

CHANGE PUBLICATIONS, *The Legal Challenges facing the Marketization of the Tanzania Economy,* Volume 4, Change Publications Ltd., 1996.

COOPERS & LYBRAND, *The Textbook Financing Study, Appraisal of Alternative Financing Options*, Publishers Association of Tanzania, 1996.

CRAIG , J. *Comparative African Experiences in Implementing Educational Policies*, Banque mondiale, 1990.

DA CRUZ, A.J., DZVIMBO, P.K., and WALLBERG, B. *The Mozambican Education System and the Swedish Sector Support,* 1995.

CSO, *Education Report*, Harare, 1993.

CSO, *Indicator Monitoring Survey*, Harare, 1994.

DAE, *A Statistical Profile of Education in sub-Saharan Africa in the 1980s,* 1994.

FARRELL, J.P. and HEYNEMAN, S.P. *Textbooks in the Developing World,* Banque mondiale, 1989.

GLOBAL COALITION FOR AFRICA, *African Social and Economic Trends*, Annual Report, 1994.

HEYNEMAN, S.P. *The Protection of the Textbook Industry in Developing Countries,* Economic Development Institute, 1989.

HIMMELSTRAND, U., KINYANJUI, K., MGURUGU, E. *African Perspective on Development*, 1994.

LOCKHEED, M.E. *Module: Decentralization in Education*, Banque mondiale, 1995.

LOCKHEED, M.E., VAIL, S.C., and FULLE, B. *How Textbooks Affect Achievement,* Banque mondiale, 1987.

MACPHERSON, J., PEARCE, D. *Publishing Educational Materials in Developing Countries,* HMT/CODE s.a.

MEPSU/BPAZ *National Seminar on the Educational Book Trade, Distribution and Marketing in Zambia*, Summary Report, Lusaka, 1995.

NYARIKI, L.K., and MAKOTSI, R. *The Book Market in Kenya Today,* Dag Hammarskjöld Foundation, 1994.

PAXMAN, B., DENNING, C., and READ, A., *Analysis of Research on Textbook Availability and Quality in Developing Countries*, 1989.

PRIESTLEY, C. *Development Directory of Indigenous Publishing,* African Publishers´ Network (APNET), 1995.

RISSANEN, A. *Distribution Review*, ZEMP, Zambia, 1993.

SAGE MANAGEMENT CONSULTANTS, *Cost and Financing of Teaching and Learning Materials Study, Kenya*, ARA 1995.

SEARLE, B. *General Operational Review of Textbooks,* Banque mondiale, 1985.

SIDA, *Experience in School Book Support in Mozambique and Regional Perspectives,* 1994.

SIDA, *Study on the Educational Materials Provision and Utilization,* 1995.

STANDARD AND CHARTERED BANK, *Africa Quarterly Report,* 1996.

UNDP, *Human Development Report*, 1995.

UNESCO, *Annotated Guidelines for the Preparation of a National Book Development Plan*, s.a.

UNESCO, *Business of Book Publishing. A Management Training Course*, 1990.

UNESCO *Development of Industrial-Scale Manufacturing of Materials and Equipment Adapted to Educational Needs in the Third World, Analysis of the Problems and Proposals for Action,* 1980.

VERSPOOR, A.M. *Pathway to Change, Improving the Quality of Education in Developing Countries,* Banque mondiale, 1989.

VERSPOOR, A.M. and LENO, J.L. *Improving Teaching: A Key to Successful Education Change,* Banque mondiale, 1986.

WEST, R.C. and MAASDORP, E. *Study on Textbook Provision and the Feasibility of Cooperation among SADC Countries: Namibia Case Study,* UNDP, 1994.

VISSER, M. *Education in Mozambique: Review and Perspectives,* 1994.

ZELL, H.M. 'Publishing and Book Development in Africa: A Bibliography' in *Studies on Books and Reading* No. 15, UNESCO, s.a.

INDEX

ACCT 33
ACDI 26, 32, 36, 70
ADEA 1
administration 10, 13-14, 33, 49-50, 77, 81-2
  administration personnel 13, 50
Afrique du Sud 2, 25, 29-30, 36, 61, 93
analyse SWOT 103
anglais 2, 25, 37
APNET 29, 32, 55, 78, 87, 92-4
Apple Macintosh 60-1
Armand Colin 31
Asie 61
Association des auteurs panafricains 95
associations d'éditeurs 2, 18, 25, 27, 29, 35, 37, 61, 54-5, 77, 93-5, 100
Association des éditeurs du Kenya 35
Association des éditeurs du Zimbabwe 29-30
associations de libraires 30, 95
auteur(s) 5, 7, 12-13, 15, 29, 34, 57, 77, 81, 92, 95, 135-7

Banque du développement africain 70
Banque mondiale 23, 26-7, 32, 36, 86-7
Baobab Books 30
Bénin 2, 31, 38, 49, 70, 117
Botswana 2, 22, 38, 43, 49, 70, 90, 118
British Council 31, 70
Bureau kenyen de littérature 34, 35
Burkina Faso 31

Caixa Escolar 23
Cameroun 2, 38, 43, 49, 70, 92, 119
Canada 32, 93
capital, 16, 27, 85, 88, 96, 99ç
  capital, augmentation 87-8, 96
  capital, rentrée de 16, 103
catalogue/s 63-4
Centre d'ouvrages scolaires du Kenya 36
chichewa 25
chiffre d'affaires 29-30, 34, 49-51, 79, 81-2, 87, 99, 103
CIDA, *voir ACDI*
CODE 36, 93, 137
Collectif du livre africain 93
College Press 30
commercialisation 5, 10-15, 20, 27, 30, 44, 55, 63-4, 67, 76, 80-5, 90-1, 99, 103, 107-8, 135-7
  méthodes de commercialisation 63-4, 108
  outils de commercialisation 63-4
Communauté de l'Est de l'Afrique 34
Communauté européenne 37
compétition 7, 18, 20, 26, 28, 39, 43-4, 55, 58, 62-3, 67, 78, 80, 82, 84, 102, 105, 107
  compétition, absence de 58
concurrence étrangère 43-4
Conférence de Bellagio 92
Conseil du développement du livre 25, 30, 36-7, 94, 103, 106
Conseil national du dévelopement du livre 36
Conseil national du livre 2, 19
Convention de Berne 135
coopération technique 25
copyright 36, 93, 105, 135

correction, correcteur(s) 5, 9, 11-13, 15-16, 27-8, 50, 61, 74, 77, 93, 136-7
Côte d'Ivoire 2, 31, 61, 92, 122
coût(s) 11, 15, 21-22, 35-36, 41, 58-9, 62, 67, 72-84, 89-91, 103-4
coûts, contrôle 63
coûts, directs 22, 80
coût-efficacité 20, 60
coûts, établissement 22, 59, 77-8, 82-4, 89-90, 135
coûts, financement 80-2
coûts fixes 75
coûts, partage 72-3, 89, 104
coûts, structure 73-4, 78, 80, 84
coûts unitaires 75-6, 78-9, 81
coûts variables 75
crédit, durée 66
cursus scolaire voir programme

DANIDA 93
décentralisation 24, 27-8
achat décentralisé 27
DES Aide internationale 25
détail, détaillants 30, 65-6, 74, 78-9, 81, 84, 135
dettes 85-6
dévaluation 62
DfID, *voir ODA*
direction 6, 10, 13, 20, 23, 26, 36, 49-50, 52-4, 61-3, 73-4, 77, 81-2, 96, 100-3
effectifs 50
distribution, distributeurs 5, 10-17, 23-7, 29-31, 33, 35, 37, 39, 44-6, 51, 54, 63-4, 66-7, 71-3, 76, 83-5, 90, 103, 106-7, 135, 137
distribution centralisée 71
donneurs(s) 18, 23, 26-5, 28, 31, 36-7, 47, 69-70, 86, 88-9, 92, 94, 97, 99-100
droit d'auteurs 32, 57, 77, 79-82, 84, 95, 135, 137
Dzuka Publishing Company 25

économies d'échelle 51, 73, 76, 85
écrivains, écriture 5, 9, 10-12, 13, 15-16, 21, 32, 50, 56-7, 74, 77, 89, 91-2, 95, 136
Édicef 31
EDIME 31-32
Edition contrôlée par le gouvernement 38-9, 41, 69, 73
édition subventionnée 89
Éditions Alfa 32
Éditions Clé 92
Éditions Donniya 32
Éditions Fayida 32
Éditions Jamana 32, 92
Éditions Sahélien 32
Editora Escolar 23
éducation, éducatif/ve(s)
Ministère de l'éducation 2, 8,1, 20-3, 25-30, 34, 36, 40, 72, 97-8, 101-6, 108
politiques d'éducation 14, 17, 46, 55
système éducatif 7, 9, 57
plannification éducative 1
éducation, qualité de l' 8, 99, 105-6, 108
normes éducatives 24
Educational Resources Information Centre (ERIC) 3
églises 69, 72
employés 6, 13, 23, 49-50, 53-4, 58, 65, 77, 86, 89, 100, 103-4, 136
emprunt, emprunt bancaire 16, 18, 26,70, 80, 86-8, 99, 104
garantie d'emprunts 87-8, 93
encre 62-3, 74
entreprise para-étatique 20-1, 30, 50, 62
épreuve 56, 135-7
Etats unis 49, 79, 81-2, 87
Ethiopie 2, 38, 43, 49, 70, 93, 120
Evans 35
expositions 63-4

film 62, 135-6
finance 2, 8, 16, 20, 26-8, 31, 33, 36-7, 40, 80-2, 86, 98, 101, 103-4
financement 13, 15, 18, 28, 31, 33, 36, 38, 46-7, 50, 54, 59, 65, 69-71, 73, 75, 77, 79, 81, 83, 85, 87, 89, 91, 93, 95-6, 99, 101-2, 107
stratégies de 102, 107
financier, 2, 5-6, 8-10, 14-18, 21, 23, 28, 31-3, 36, 41, 44, 46, 50, 52-3, 56-7, 59, 61, 66, 69, 72, 77, 79-80, 85-8, 90-1, 93, 96-9, 102-6, 137
contraintes financières 99, 105
données financières 46, 50
plannification financière 85-6
problèmes financiers 23
FINNIDA 70

Fondation Dag Hammarskjπld 36, 88, 92-3
Fondation Jomo Kenyatta 34-5
Fondation Obor 36
fonds, manque de 47
format 41, 47, 60,62,135-6
France 31-3, 62
gamme 20
Ghana 2, 38, 49, 93-5, 121
gouvernement:
  financement (du gouvernement) 98
  intervention gouvernementale 7
  politique du governement 34-5, 101
  rôle du 69, 101, 104
grossistes 12, 65-6
GTZ 25, 31
Guinée 31

Hans Zell 3
Harare 30
Hatier 32
Heinemann 34-5

Ibis 37
IBM ordinateurs 60-1
IDA 27, 32-3
IIEP 1
illustrations, illustrateurs 9, 11-13, 16, 27, 32, 50, 77, 93, 136
impôt, imposition *voir taxation*
impression 10-12, 14-16, 23, 27, 30-1, 37, 61-2, 74-5, 79, 89-90, 99, 135-7
  pre-impression 10-12, 32, 74, 76, 99, 136
  réimpressions 89, 136-137
INDE 23
information, systèmes d' 19, 24, 44, 47, 59, 105
inscriptions 24, 44-6, 51
Institut d'éducation du Malawi 25-6
Institut d'éducation de Tanzanie 27
Institut d'éducation de Kenya 34
intérêt, taux d'66, 87-8, 96
International Publishing Partnership 93
investissement/s 1, 7, 43, 50, 56, 67, 76, 78, 85, 95, 98-9
  investissements futurs 85
ISBN 137
Italie 92

Japon 70
Jhango 25

Kenya 2, 31, 34-6, 38, 49, 61, 70, 88, 93-5, 123

Lesotho 2, 38, 49, 70, 93, 124
libéralisation 27, 33, 39, 58, 91
libraire(s), librairies 2, 12, 20, 25, 30, 33, 35, 37, 63-7, 71-2, 76, 81, 84, 91, 93, 95, 103
Le Seuil 31
Librairie Jamana 33
Librairie Nouvelle 32-33
Librairie Populaire 31-33
Librairie Traore 33
libre marché 20-1, 24, 28-9, 44, 73, 106-7
liste de fond 52-3, 135
  liste de fond, gestion 52
littérature générale / titres 51, 71
livre, foire du 29, 94
  livres de lecture supplémentaires 25, 52, 71
  livres, proportion par élèves 26, 29, 31, 43, 45-6, 104, 106
livres de texte *voir aussi manuels scolaires*
  livres de texte, durée des 7, 42-5, 51, 102, 104
  livres de texte, systèmes d'approbation 56, 59
Longman 29-30, 34-35

Macmillan 25, 35
Macmillan Malawi 25
Malawi 2, 24-6, 38, 70, 125
Mali 2, 31-3, 38, 92-3, 126
Mambo Press 29
mise en page 11-12, 41, 49, 60-2, 79, 101, 135, 137
manuels scolaires, *voir aussi livres de textes*
  approbation 10-11, 29,40, 58, 104, 106
  approvisionnement 87, 102
  fourniture 2, 8, 18, 21-3, 31, 33, 37-8, 44, 47, 69-70, 72, 89, 97-8, 100-7
  essai 10-11, 59, 136-7
  liberalisation de l'édition de 58
manuscript 5, 11, 16, 28, 32-4, 41, 55-7, 74, 77, 91, 135-7
  manuscrit, création 11, 60

manuscript, développement 28, 56-7, 91
manuscrit, essais préalables et évaluation 57-8
manuscrit, évaluation 56-8
marché 24, 55
marché, conditions 20
marché, données 55
marché, étude 55, 71, 76, 78,102
marché primaire 25-6, 50, 52, 66, 72
marchés, qualité des 11, 15-16, 39, 58-9
marché secondaire 25, 50, 66, 72, 77
marché, structures du marché 17-21, 23-5, 27-9, 31, 33, 35, 37, 39
Mauritanie 61
matières premières 16, 41, 47, 62-3, 74, 77, 85-86, 105
monopole 10, 20-2, 24-5, 28, 34-5, 39, 42, 44, 56, 62, 71-2, 83, 90, 101, 105, 107
monopole d'édition 10, 22, 42, 107
monopole d'état 22, 62
monopole, systèmes 39, 71-2
Mozambique 2, 22-23, 38, 70, 89, 127

NAMAS 37
Namibie 2, 31, 36-37, 49, 93, 128
Nathan 31
nationalisé 21, 23, 38
Niger 31
Nigeria 2, 38, 61-2, 93, 95, 129
Nouvelles éditions africaines, NEA 31, 92

ODA 25, 31, 36, 70
Organisation(s) non gouvernementale(s), NGO 37, 69-70, 72, 93
Opifer ltd 1
Ouganda 38, 90, 93
Oxford University Press 34

papier 7, 11-12, 14, 23, 26, 30, 35, 41, 62-3, 74-5, 81, 83, 85, 88-9, 104, 136
papier approvisionnement 62
personnel, *voir aussi employé(s)*
personnel, formation 24, 28, 54, 57, 61-2, 93, 95-6, 100, 104-5, 107
Pierron 32
plannification 1, 13, 15, 17-19, 21-2, 39, 44, 70, 73, 85-6, 88, 90, 97-8, 100-4, 106-7, 136
Politique nationale du livre 19, 33, 35, 98
Portugais 2
Présence africaine 31
prix 78
prix, détermination 20-2, 24, 27, 41, 58-9, 66-7, 74-6, 78-5, 87, 89-91, 102, 135-7
production 2, 5, 7, 10-14, 17, 23, 25-8, 30-5, 37, 39, 42, 44-7, 60-2, 74-82, 84-6, 89-90, 99, 103, 107, 135-7
production, coûts 74, 76, 80
production, processus 76
profit 12, 20, 77-82, 84
profit, brut 79-82, 84
profit, net 80-2
profit d'opération 80-2
programme(s) 7, 9, 11, 14, 21-3, 25-30, 32, 34, 36-7, 40, 56-8, 89, 91, 102, 104, 106
programme(s), développement 7, 9,11, 23, 26-30, 32, 34, 40, 57-8, 89, 91, 106
programme(s),institutions de développement 57-8, 89, 91
Projet pour l'équipement des écoles du Kenya 34
promotion 11-12, 76, 94, 105, 136
propriété étrangère 34-5, 53
propriété du milieu 52
publication
publication assistée par ordinateur 23, 60-1, 135
publication, frais généraux de publication 22, 77
publication,stratégies 24
publicité 64

qualité, contrôle 11, 16, 59
questionnaires 2, 85

rachat 72
réductions 65-6, 76, 79-82, 84, 95
reliure 10-12, 62, 74, 79, 83, 104, 135-6
rentabilité 5, 17, 20, 29, 41, 80, 84, 86, 102-3, 107
Royaume uni 25

SADC 38

science 25, 37, 42
sciences sociales 37
Sénégal 2, 31, 38, 43, 49, 61, 70, 92, 130
Serbedit 32
Service du livre du Malawi 26
Sida 23, 27, 36-7, 70, 89, 93
Soudan 33
sous-traitance 11, 13, 15
statistiques 2, 42, 45, 98, 105
stock 42, 44, 46-7, 52
stratégie 17-19, 26, 28, 102-3, 107
subventions 22, 36, 89-91, 99, 105
système centralisé 10, 39, 41, 44

Tanzanie 2, 24, 26-7, 28, 38, 43-4, 61-2, 70, 89-93, 95, 137
taux de change, *voir dévaluation*
taxation 7, 77, 80-2, 88-9, 105
Times Bookshops 26
Togo 2, 31, 38, 43, 49, 70, 92, 132
Tunisie 32
TVA 88

UNESCO 1, 3, 31, 36, 94
UNICEF 31, 36, 70
Union européenne (UE) 31, 70
USAID 31-2, 70

vente(s) 2, 5, 7, 11-12, 14-16, 18, 20, 30, 35, 39, 44, 49-52, 54, 63-5, 71-2, 76-7, 79, 81-2, 84-8, 90, 99, 105, 135-6
  vente, méthodes 65
  ventes, net 79, 81-2
  ventes, taxes 7, 77, 88

Zambie 2, 38, 43, 49, 70, 89-90, 93, 133

Association pour le Développement de l'Education en Afrique

Groupe de Travail sur les Livres et le Matériel Educatif

PERSPECTIVES SUR LE DEVELOPPEMENT DU LIVRE AFRICAIN 2

NOMBREUX sont ceux qui estiment que la qualité de l'enseignement dépend, dans une certaine mesure, de la disponibilité de manuels. A quel point est ce sentiment respecté par les auteurs de la politique de l'éducation nationale?

En s'appuyant sur une recherche réalisée à partir d'un large échantillonage de pays africains, ce livre examine la relation vitale existant entre les auteurs de la politique de l'éducation et les éditeurs de manuels éducatifs. Grâce à leur connaissance du monde de l'édition, ainsi que celle du rôle des institutions et des utilisateurs du marché de l'édition, les auteurs essayent d'améliorer cette relation dans l'intérêt de chacun.

Perspectives sur le Développement du Livre Africain est une collection capitale pour ceux qui s'intéressent à l'éducation et à l'avenir économique de l'édition en Afrique. Le portrait du milieu de l'édition en Afrique, tel que dépeint par cette étude, apporte une mise à jour précieuse aux problèmes actuels.

Les aspects économiques de la publication de matériel éducatif en Afrique

Nombreux sont ceux qui estiment que la qualité de l'enseignement dépend, dans une certaine mesure, de la disponibilité de manuels. A quel point est ce sentiment respecté par les auteurs de la politique de l'éducation nationale?

En s'appuyant sur une recherche réalisée à partir d'un large échantillonage de pays africains, ce livre examine la relation vitale existant entre les auteurs de la politique de l'éducation et les éditeurs d'ouvrages éducatifs. Grâce à leur connaissance du monde de l'édition, ainsi que celle du rôle des institutions et des utilisateurs du marché de l'édition, les auteurs essayent d'améliorer cette relation dans l'intérêt de chacun.

Les aspects économiques de la publication de matériel éducatif en Afrique est un ouvrage capital pour ceux qui s'intéressent à l'éducation et à l'avenir économique de l'édition en Afrique. Le portrait du milieu de l'édition en Afrique, tel que dépeint par cette étude, apporte une mise à jour précieuse aux problèmes actuels.

Un édition ce ce livre est disponible en anglais: ISBN 1 901830 02 0

ISBN 1-901830-03-9

Laser Proof

9 781901 830033 >